

# JIJEL : DEUX ENFANTS TUÉS ET NEUF BLESSÉS DANS UNE EXPLOSION DE GAZ P. 5

**ACTUALITÉ VUE**  
P. 6 à 15

■ Vers un 3ème round de consultations politiques  
**BOUDJEMAË HAÏCHOUR**

■ Prix du pétrole et morale politique, des chemins divergents  
**ABED CHAREF**



■ L'année 2015 : une austérité à relativiser  
**DRISS EL MEJDOUB**

■ Quel gouvernement pour 2015 ?  
**CHERIF ALI**

## CHRONIQUE D'UN DRAME ANNONCÉ

**AKRAM BELKAÏD**

■ L'inévitable transformation d'Israël en un Etat normal  
**MEDJDOUB HAMED**

■ Le mondialisme, ce mal planétaire  
**KAMAL GUERROUA**

## L'IGLOO

**BOUCHAN HADJ-CHIKH**

■ Les harraga du web  
**HAMID DAHMANI**



■ Le divorce pour faute  
**FAYÇAL MEGHERBI**

## MON TOP 15

**BELKACEM AHCENE-DJABALLAH**

**Le Quotidien**  
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

# 12 morts et sept blessés lors d'une attaque terroriste CARNAGE À CHARLIE HEBDO P. 5



Ph.: AFP

Publicité

**UNE SONNERIE D'ATTENTE DIFFÉRENTE POUR CHAQUE APPEL**

APPELLE OU ENVOIE LE CODE PAR SMS AU **2020**

ANACHIDE

ROCK

RAI

ORIENTAL

**Ranati BOX**

**DJEZZY**  
جازي

مرحباً بالغد

Appelle ou envoie le code de la Ranati Box par SMS au 2020. De 03 à 04 sonneries - de 100 à 200 Da. Prix de l'appel ou du SMS non surtaxé.

f t y www.djezzy.dz



Hydrocarbures

## Le sud du pays contre le gaz de schiste

**Simple jacquerie ou début d'un mouvement populaire de grande envergure qui gagne du terrain dans les villes du sud du pays, notamment dans le Hoggar, contre l'intention des pouvoirs publics d'aller vers l'exploitation des gaz de schiste?**

Yazid Alilat

Les manifestations, qui durent depuis une semaine, ont commencé dans la ville d'In Salah, puis se sont propagées à Tamanrasset, capitale du Hoggar et siège de la wilaya, puis à Adrar dans le Touat. Partout, des centaines de citoyens ont arpenté les ruelles souvent poussiéreuses pour s'opposer à l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels, les gaz et pétrole de schiste.

Mardi à Tamanrasset et In Salah, des centaines d'étudiants, de jeunes, des vieillards, organisés en associations ou indépendants, sont sortis dans la rue pour dire «non aux gaz de schiste». Depuis dimanche dernier, des centaines de personnes se rassemblent chaque jour devant les sièges de la daïra d'In Salah et de la wilaya de Tamanrasset pour protester contre «l'extraction des gaz de schiste». Le week-end dernier, des dizaines de personnes avaient bloqué la RN-1, pour s'opposer au projet d'extraction de gaz de schiste prévu à Ahnet, dans la région d'In Salah.

Une folle rumeur, à l'origine de ces manifestations, parfois violentes, circule dans les milieux des gens du Sud qui voudrait que «l'exploitation du gaz de schiste causerait des maladies cancéreuses». Globalement, les revendications des populations d'In Salah et de Tamanrasset portent sur «l'arrêt des opérations d'extraction du gaz de schiste» et «l'envoi d'une commission, conduite par le Premier ministre, pour s'enquérir de la situation du développement dans cette région».

A Tamanrasset mardi, plusieurs centaines d'étudiants avaient marché sur le siège de la wilaya en portant des banderoles sur lesquelles étaient inscrits notamment «Les étudiants protestent et réclament l'arrêt du projet», «Non au gaz de schiste». «Cette action de protestation sera poursuivie jusqu'à obtention de la suspension de l'exploitation du gaz de schiste dans la région d'In Salah, en raison des menaces sur l'environnement», estime un étudiant. A In Salah, la «protesta» n'a pas diminué d'intensité en une semaine, avec l'organisation d'un rassemblement de citoyens devant le siège de la daïra, entraînant la paralysie de toute activité dans cette ville, une des plus chaudes du pays.

La colère «anti-gaz de schiste» de la population d'In Salah a été telle que le wali de Tamanrasset a été obligé de se déplacer sur place pour discuter avec les manifestants. Une délégation d'experts devait arriver hier mercredi à In Salah pour rencontrer les gens de la région, a-t-on appris de sources locales.

Les habitants d'In Salah avaient la semaine dernière demandé l'envoi par le gouvernement de représentants

pour les écouter et les rassurer sur l'exploitation du gaz de schiste.

Toute cette colère des gens du Sud, une région déjà marquée par une vive exacerbation sociale induite notamment par un chômage chronique, de mauvaises conditions de vie et l'éloignement des grandes régions développées du pays, est apparue juste après la visite du ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, dans la région.

### IMPORTANT POTENTIEL DE GAZ DE SCHISTE

Plus exactement au bassin d'Ahnet où a été foré le premier puits de gaz de schiste, à titre expérimental. Le 27 décembre dernier, à Ahnet, il arborait une extrême satisfaction, se réjouissant de l'exploitation du premier forage de gaz de schiste. Dans des déclarations à la presse qui l'accompagnait, ainsi que les ministres des Ressources en eau et de l'Environnement, il a déclaré que «nous assistons au succès de la première opération réelle de l'exploration de gaz de schiste dans le bassin d'Ahnet où nous avons réussi à produire du gaz extrêmement compact situé dans des roches imperméables». Il poursuit: «Ce puits nous laisse envisager la possibilité d'aller de l'avant dans l'exploitation éventuelle de ces ressources gazières non conventionnelles». Lors du dernier Conseil des ministres, M. Yousfi a expliqué dans son bilan des découvertes d'hydrocarbures de l'année 2014 que le premier forage (de gaz de schiste) réalisé dans la région d'Ahnet au sud d'In Salah, a donné des résultats très appréciables.

Les explorations menées dans cette région ont conduit les géologues à estimer l'étendue du bassin d'Ahnet à près de 100.000 km<sup>2</sup> avec un potentiel récupérable de 7.500 milliards de mètres cubes de gaz schisteux, soit deux fois la capacité du champ de Hassi R'mel. Un second bassin de gaz schisteux a été également localisé à Timimoun, une des grandes régions touristiques du sud du pays, et d'un bassin de pétrole schisteux à Berkine. Sans aller vers un débat national, d'experts, de simples citoyens et d'ONG, les pouvoirs publics ont donné leur feu vert pour l'exploitation et la production des hydrocarbures non conventionnels, dont les gaz (shale gas) et pétrole (shale oil) de schiste.

Ce n'est pas tant les deux produits qui font peur à la communauté scientifique et les ONG dans le monde, mais les méthodes de leur extraction, dont la fracturation hydraulique, qui utilise une grande quantité d'eau mélangée à 99% de sable et de 1% de produits chimiques pour fracturer la roche et en extraire le gaz ou le pétrole qui en sont prisonniers. Tout le débat tourne autour de la nature de ces produits chimiques et les quantités phénoménales d'eau utilisées.



## ANALYSE

Kharroubi Habib

### In Salah: ce n'est pas l'émeute mais l'insurrection citoyenne

Ce qui se passe à In Salah, une véritable insurrection citoyenne contre le démarrage des forages de puits de gaz de schiste, ne se serait probablement pas produit si au lieu de décider arbitrairement de l'opération, les autorités s'étaient inquiétées de savoir ce qu'en pense la population de la région.

A n'en point douter ces autorités ont pris leur décision en ayant pour a priori que les habitants d'In Salah ignorent totalement ce de quoi il s'agit dans le débat contradictoire opposant partisans et adversaires de l'exploitation du gaz de schiste. Partant elles ne se sont pas attendues à l'ample mouvement de protestation anti-gaz de schiste qui rassemble tous les habitants de la région et pas seulement une poignée de militants écologistes. Il leur faut bien maintenant se rendre à l'évidence que le mépris qu'elles ont de ce que peuvent ressentir et penser les Algériens à l'égard des décisions qu'elles prennent les aveugle et les empêche de prendre la mesure de la colère populaire qui s'accumule contre elles.

Ce à quoi nous assistons à In Salah n'a rien d'une explosion anarchique provoquée par la frustration de revendications ayant trait à la satisfaction d'un besoin portant sur l'emploi, le logement et autres. Le pouvoir est en l'occurrence en face d'un mouvement citoyen responsable englobant l'ensemble de la population de la région qui lui conteste le fait d'avoir arbitrairement lancé des chantiers de forage de gaz de schiste sans se soucier de l'avis de ses habitants. Si le mouvement de protestation

rassemble autant, c'est parce que la population de cette région n'est pas aussi ignorante des enjeux encourus à travers l'ouverture du chantier de forages de puits de gaz de schiste comme l'ont pensé les autorités qui lui ont accordé leur feu vert. Les gens d'In Salah sont parfaitement renseignés sur la controverse nationale et internationale que suscite la problématique de l'exploitation du gaz de schiste. Ils se rangent du côté de ses adversaires au constat que chez nous ces voix ont été ignorées et leurs arguments rejetés purement et simplement. Leur conviction est d'autant plus arrêtée que comme à leur habitude les autorités du pays ne sont pas crues redevables d'aller au-devant d'eux en estimant qu'il leur suffisait de décréter l'exécution des forages pour que se taisent les protestations ou qu'à l'extrême l'étalage de la force publique dissuaderait les impénitents.

Pour les profanes qui sont la majorité, il est difficile de savoir qui dit vrai dans le débat contradictoire auquel se livrent partisans et adversaires du gaz de schiste. Ce qu'ils saisissent parfaitement par contre est que les autorités exigent d'eux qu'ils leur fassent entièrement confiance pour ce qu'elles décident et entreprennent. Or, si dans les relations autorité-citoyens il y a quelque chose qui manque, c'est bien la confiance. Ce déficit de confiance est la marque commune que l'on décèle dans les explosions de protestation et de contestation populaire dans tous les recoins du territoire national qui en sont agités à un moment ou à un autre.

## Un fonds pour le rapatriement des corps des Algériens vivant à l'étranger

Abdelkrim Zerzouri

Finie le casse-tête financier du rapatriement des dépouilles de ressortissants algériens vivant à l'étranger. Les familles qui rencontraient, jusque-là, d'énormes difficultés financières pour enterrer les leurs, sur la terre natale, n'auront plus de soucis à se faire, sur ce plan, dès lors que les frais générés par le transfert de dépouilles sont pris en charge par le Fonds national de Solidarité, dans une nouvelle mesure inscrite, au titre de la Loi des finances 2015 (LF 2015). L'article 136 de la LF 2015, publiée le 31 décembre 2014, dans la dernière édition du Journal Officiel, stipule qu'«il est ouvert, dans les écritures du Trésor, un compte d'affectation spécial n° 069-302, intitulé: «Fonds de Solidarité nationale», chargé, notamment des frais de «transfert, vers l'Algérie, des dépouilles des ressortissants algériens décédés à l'étranger». Cette mesure compte parmi d'autres frais assumés par l'Etat, notamment, «une aide financière de l'Etat au titre de la Solidarité nationale», «des subventions de l'Etat aux associations caritatives et celles à caractère social» et «le transfert de dépouilles avec un ac-

compagnateur, de et vers les régions éloignées du pays». Autant dire, toute une chaîne de solidarité qui se manifeste envers les familles concernées par les décès d'Algériens, à l'étranger. Il s'agit là d'une vieille revendication de la Communauté algérienne établie à l'étranger qui vient d'être réglée, ou en voie de l'être. On ne verra plus, alors, d'Algériens quémander la charité pour réunir la somme exigée (2.500 et 3.000 euros!) pour le rapatriement des dépouilles de leurs ressortissants, leur évitant l'affreux sort de finir dans une fosse commune, ou de les voir solliciter les responsables d'Air Algérie, pour fixer une somme forfaitaire pour le transfert des dépouilles qui ne doivent pas être considérées comme une marchandise, et garantir un tarif raisonnable à leurs accompagnateurs. Cette mesure apportera, à coup sûr, une grande satisfaction au sein de la Communauté algérienne établie à l'étranger, et leurs proches vivant en Algérie. Ces derniers avaient, à maintes reprises, sollicité les pouvoirs publics, notamment lors de la dernière campagne présidentielle, par l'intermédiaire d'organisations de la société civile ou par la voie de leurs représentants parlementaires, à

trouver une solution à ce problème. Même si les modalités d'application n'ont pas été explicitées, de façon exhaustive, la forme réglementaire est bien établie. Avant l'avènement de cette mesure, et en vue d'aider les familles des ressortissants algériens décédés à l'étranger, l'Etat avait mis en place une formule, proposée par la Société algérienne des assurances (SAA), valable pour toutes les tranches d'âges et tous les pays de résidence de l'assuré, en fixant une police d'assurance à 2.500 DA/an soit l'équivalent de 25 euros. Ce montant, qui est raisonnable pour certains, reste au-dessus des moyens d'autres ressortissants. Cependant, la procédure de souscription du contrat «Assurance rapatriement», en formule famille ou individuellement et qui consiste à remplir et signer un formulaire de souscription et le déposer auprès d'une agence d'assurance proche ou de l'envoyer par courrier ordinaire ou électronique n'est pas à portée de mains, ou d'esprit, des personnes âgées ou non instruites. La prise en charge de ce lourd fardeau par le Fonds national de Solidarité arrive, ainsi, à point pour régler une question qui figure, au premier rang de la dignité humaine et de l'honneur même des Algériens.

Tirage du N°6117  
119.682 exemp.**Le Quotidien**  
D'ORANEdition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU**Direction - Administration**  
**Rédaction centrale**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction**  
041.23.25.20**Imp. : Oran** : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
**Constantine** : S.I.E.  
**Quargla** : S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
**E-mail** : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)**Rédaction Algéroise**  
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57**Rédaction Constantinoise**  
Tél. : 031.87.19.81 - Fax : 031.87.19.80**Pub**  
Tél. : 021. 64.96.44**Diffusion** : **Ouest**: SEDOR Tél.: 041.58.85.52  
**Centre**: SEDOR **Est**: S.O.D.I. **PRESSE** **Sud**: TDS



## Les routes toujours aussi meurtrières En attendant le permis à points et la révision du code la route

«Avec 4440 morts enregistrés à fin novembre 2014, la plus meurtrière des trois dernières années, le chiffre pourrait bien atteindre les 4600 morts à la fin de la même année, soit une légère hausse par rapport à 2013 où on a déploré 4540 victimes», a indiqué hier sur les ondes de la Chaîne III de la radio nationale le chargé de la prévention à la Direction générale de la Sûreté nationale, le commissaire divisionnaire Ahmed Naït El-Hocine.

E. H. D.

Imputant ce nombre effrayant de morts sur les routes à l'extension du parc automobile et du réseau routier, le représentant de la DGSN a néanmoins estimé qu'il «n'y a pas eu d'augmentation significative de la sinistralité au vu de la prédominance du transport routier sur les autres moyens de locomotion». Le facteur humain étant à l'origine de 96% des accidents mortels enregistrés, le chargé de la prévention à la DGSN a également indiqué que cela est dû «en grande partie à l'inobservation des règles de sécurité routière, à commencer par l'excès de vitesse et les dépassements dangereux». «Le durcissement de l'accès au permis de conduire, la mise en place du permis à points et la révision des mesures de sanction du code de la route» sont envisagées, à commencer par la «réactualisation de l'arrêté de 1984 qui énumère les maladies incompatibles avec la faculté de conduire, et la mise en place d'un fichier national du permis de conduire pour recenser les conducteurs récidivistes», a-t-il indiqué. Rappelant que le système actuel de sanction des mauvais conducteurs «est basé, notamment, sur le retrait immédiat du permis de conduire et le paiement d'amendes forfaitaires», il a jugé que ce système «comportait une injustice vis-à-vis des conducteurs qui commettent, par inadvertance, une infraction pour la première fois, car sanctionnés de la même manière que ceux qui adoptent des comportements déviants». Le permis à point, «si cher à la DGSN, est justement de sanctionner les chauffards qui doivent être éjectés du circuit, parce que dangereux pour la sécurité des autres conducteurs», a-t-il précisé le commissaire divisionnaire Ahmed Naït El-Hocine. «Le retrait de permis ne doit pas être systématisé à toute infraction», a-t-il souligné, plaidant pour «l'automatisation du système des sanctions et

le renforcement des moyens de contrôles des dépassements sur les routes, grâce à la mise en place du permis biométrique, couplé au permis à points».

A propos du Centre national de prévention et de sécurité routières qui dispose du statut d'établissement public à caractère administratif, il a relevé que cet organisme «n'a pas les moyens humains ni financiers pour mener à bien la politique nationale de sécurité routière, en plus du fait qu'il ne doit pas relever d'un seul département ministériel pour être élevé à un rang d'institution gouvernementale».

Concernant le nombre d'accidents de la route recensés par les services de la Sûreté nationale dans les zones urbaines en 2014, le commissaire divisionnaire Ahmed Naït El-Hocine a fait état de 17.383 accidents ayant causé la mort à 828 personnes et des blessures à 20.717 autres, ajoutant, en outre, que 20.755 mises en fourrière, 704.061 amendes forfaitaires et 159.648 retraits de permis de conduire, ont été enregistrés durant la même période. Pointant du doigt les véhicules neufs, ou de moins de 5 ans, comme étant à l'origine de près de 50% des sinistres enregistrés sur les routes, le même intervenant est revenu sur «l'importance capitale de la mise en place du permis à points, le seul moyen d'invalider le permis de conduire pour les récidivistes, avec l'obligation de le repasser après l'épuisement du capital points». La rétention du permis de conduire pour «améliorer le niveau de recouvrement des amendes forfaitaires», la mise en place, à titre expérimental, de brigades mobiles banalisées au niveau de la wilaya d'Alger, pour lutter contre l'insécurité routière, l'installation de caméras reliées au centre de télésurveillance de la capitale, et l'équipement des véhicules de police de terminaux embarqués pour la surveillance du trafic routier, ont été les autres points abordés.



Raina  
Raïkoum

El-Houari Dilmî

### Comment lire dans les yeux de l'avenir ?

En ce début d'année, tout le monde n'a pas le moral. Tout a mauvais goût. Le nouvel an est intervenu dans un contexte de sinistrose ambiante, avec un monde malade de ses propres contradictions. Surtout que l'argent se met à manquer à tous. Le grand fond est, donc, loin d'être atteint avec, selon l'expression en vogue, «des dégâts collatéraux» non mesurables sur la majorité des peuples dans le monde entier. Alors, comment se préparer à faire face au «mauvais temps» qui s'annonce, surtout pour des pays engagés en plein effort de (re) construction économique, comme l'Algérie ? L'inquiétante perspective désormais probable, à en croire experts et spécialistes des questions énergétiques, d'une dégringolade du prix du pétrole, jusqu'en dessous des 40 dollars, du jamais vu depuis fort longtemps, fait peser une menace sérieuse sur la poursuite de l'exécution de l'ambitieux programme d'investissements public (PIP). Les pouvoirs publics, en pleine lancée dans un effort herculéen de développement tous azimuts, risquent bien de se voir stoppés net dans leur élan avec une conjoncture économique internationale pour le moins défavorable. La conjoncture politique actuelle en Algérie, avec les «guéguerres de positions» qui se jouent en coulisses, risquent, il faut le craindre, d'engager le pays dans une fausse route. Et, même si l'on (r) assure que les disponibilités financières du pays pourraient «tenir» jusqu'à une échéance, pour d'aucuns optimistes, de deux années, force est de reconnaître que rien n'est moins sûr au vu de la dangereuse dépendance du pays de la matière fossile. Notre économie mono exportatrice qui risque de pâtir gravement de la chute drastique des cours des matières premières, à commencer par l'or noir,

place le pays dans une posture qui pourrait bien, à tous points de vue, ressembler à celle du milieu des années quatre-vingt. Pas seulement en termes de tarissement rapide des moyens de paiement extérieurs, mais surtout avec ce risque de retomber dans la spirale de l'endettement (interne et externe) et tout ce que cela suppose comme conséquences négatives sur le développement du pays. La conjoncture actuelle, certes, marquée par une amélioration encourageante des équilibres macroéconomiques, si elle met le pays à l'abri (des contrecoups sociaux surtout) pour quelque temps encore, n'en met pas pour autant les 40 millions d'Algériens à l'abri de mauvaises surprises, à court comme à moyen terme. Avec le cartel de l'OPEP dans une posture défensive et le jeu malsain des USA, les scénarios les plus optimistes ne tablent pas sur un re-décollage effectif de l'économie mondiale avant l'horizon 2016-2017 et, donc, une augmentation substantielle de la demande en énergie fossile, véritable nerf de la guerre de l'Algérie, veiller à ne pas se montrer trop dispendieux est, certes, la moindre des circonspections à observer scrupuleusement. Mais, comment se résoudre à une telle «retenue», pourtant vitale en ces temps de disette, lorsque les besoins essentiels des populations restent encore gigantesques et des retards importants à rattraper dans nombre de segments vitaux de l'économie nationale ? Aussi vrai que la sagesse populaire bien de chez nous (la première loi économique en fait), qui voudrait que celui qui se prive de viande pendant un mois garantit son «blé» pour toute l'année qui suit. A l'échelle d'un pays, la devise vaut le coup d'être méditée, tout en pensant comment léguer à nos enfants un pays au dos pas trop voûté par ses propres contradictions.

### Les européennes en tête

## Le parc automobile comptait plus de 5 millions de véhicules en 2013

R. N.

Le parc national de l'automobile a atteint plus de cinq millions de véhicules en 2013, a indiqué l'Office national des statistiques (ONS), qui précise que le marché a connu une forte hausse des immatriculations en véhicules neufs et reste dominé par les marques européennes.

Selon l'ONS, le nombre de véhicules immatriculés et réimmatriculés s'est élevé à 1,451 million d'unités dont 314.872 véhicules neufs. Le parc national automobile a totalisé 5,123 véhicules en 2013, contre près de 4,9 millions dont 236.063 véhicules neufs immatriculés en 2012.

Sur les 554.269 véhicules importés en 2013 (en baisse de 8,43%), 314.872 ont ainsi été immatriculés, soit 56,8%. Les nouvelles immatriculations ont concerné essentiellement les véhicules de tourisme (71%), suivis par les camion-

nettes (21%) et les camions (2,5%), selon la même source.

Par catégorie de véhicules, le parc national était constitué, à fin 2013, de 3,268 millions de voitures de tourisme (63,8%), de 1,022 million de camionnettes (20%), de 387.750 camions (7,57%), de 141.018 tracteurs agricoles (2,75%), de 129.260 remorques (2,52%), de 80.212 autocars-autobus (1,57%), de 72.240 tracteurs routiers (1,41%), de 17.950 motos (0,35%) et de 4.196 véhicules spéciaux (0,08%).

Par tranche d'âge, le nombre des voitures de la 1re catégorie (moins de 5 ans) a atteint 1.137.699 unités (soit une hausse de 22% par rapport à 2012). Pour les véhicules âgés de 5 à 9 ans (2e catégorie), leur nombre a atteint 605.791 (-11,8%). Dans la 3e catégorie (10 à 14 ans), le nombre de véhicules est de 268.237 unités (+5,2%), la 4e catégorie (15 à 19 ans) à 208.938

unités (-4,1%), alors que les véhicules qui ont 20 ans et plus sont estimés à plus de 2,903 millions, représentant plus de 56% du parc national.

Concernant la répartition régionale des immatriculations en véhicules neufs, les 5 premières wilayas sont Alger avec 1,33 million d'unités (26%), suivie de Blida avec 290.791 unités (5,68%), d'Oran avec 271.472 unités (5,3%), de Tizi Ouzou avec 175.014 (3,42%) et de Batna avec 137.294 voitures (2,7%). Par types de carburants utilisés, l'ONS indique que 65,8% des voitures roulent à l'essence contre 34,2% au gasoil. Sur l'année 2013, le parc national est resté dominé par les marques européennes dont les véhicules français avec 46,33%, allemands avec 10,61%, britanniques avec 5,46% et italiens avec 4,37%, tandis que les véhicules de marques américaines sont de 8,01%, japonaises de 2,34%, sud-coréennes de 0,58% et chinoises de près de 0,3%.



**Afia félicite les gagnants du 3<sup>ème</sup> tirage au sort et bonne chance à tous les participants**

**Prochain tirage au sort 15/01/2015**

**Madame : Nadia Hadj Zarouk**

**BOUKHLLAT YAMINA, DEGHMAN MOUHAMMED, KHABAT ABDELRAZAK, DAMOU ABDELKADER, MEDJAHAD ATIMAZOHRRA, MESSOUDI RAZIKA, AMARI DJAMAL, KERIFE KADI AISSA, GAOUER ABDELJALIL, MEHALEL ADI**

**AMEROUN SOUNIA, AMOURA REMDANE, MEDNI KARIM, CHOUDAR BELKASSAM, BOURAR HASSAN, KHAROUN NADIA, MERAZKA ILYES, GUELIL ASMA, FENNOUR SABAH, HAMIDI OMELDJILLALI.**

**LOURICHI YASSIN, DJAHICH SOFIANE, SAADAQUI SOUTRIA, ELARBI MADJID, NESSIB NASSIMA, MASTFAOUI KHELIF, MEZIMEZ NOURELHOUDA, LEADI KHADIDJA, LOUSSIF NEFDJA, MEHRAN HICHAM, BOUDDIED BENAMAR, BEBBOUCHA MOUHAMMED, CHABOU ABDELHAK, CHERCHALI OUSILA, MEZIANE MOUHANED SALAH.**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SECURITE SOCIALE  
CAISSE NATIONALE DES ASSURANCES SOCIALES DES TRAVAILLEURS SALAIRES  
CLINIQUE SPECIALISEE EN ORTHOPEDIE ET EN REEDUCATION  
DES VICTIMES D'ACCIDENTS DU TRAVAIL DE MISSERGHINE  
PONT ALBIN ROUTE DE MESSERGHINE  
NIF 408025000100091

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 02/2015**

**Consommable médical**

La CSORVAT lance un avis d'appel d'offres national ouvert, pour l'acquisition de Consommable médical en lots séparés comme suit :

Lot 1 : Produit de pansement  
Lot 2 : Consommables à usage unique  
Lot 3 : Produit chimique et produit de stérilisation  
Lot 4 : Réactif de laboratoire  
Lot 5 : Produit de radiologie  
Lot 6 : Produit non tissé

Le détail est précisé sur le cahier des charges dressé à cet effet. Les soumissionnaires spécialisés, peuvent retirer le cahier des charges au niveau de la Cellule des marchés au niveau de la Direction de la Clinique contre paiement de la somme de trois mille (3000,00) dinars non remboursable.

**Offre Technique :**  
- Déclaration à souscrire.  
- Agrément ministériel.  
- Attestation de bonne exécution d'opérations similaires déjà exécutées.  
- Bilans financiers des trois (03) dernières années.

**Offre Financière :**  
- La soumission.

- Le cahier de prescriptions spéciales.  
- Le bordereau des prix unitaires.  
- Le devis quantitatif et estimatif.

**Le complément des pièces à fournir est indiqué sur le cahier des charges.**

Les offres doivent être déposées au niveau de la Cellule des marchés de la Direction de la CSORVAT à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale ou dans le BOMOP.

L'enveloppe extérieure doit être anonyme, contenant deux enveloppes distinctes, l'une portant clairement l'offre financière, l'autre l'offre technique, l'enveloppe extérieure ne portant que la mention :

Appel d'Offres National Ouvert N° 02/2015  
Consommable médical CSORVAT Messerghine  
« Soumission à ne pas ouvrir ».

La date limite de dépôt des offres est fixée à 30 jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale. L'ouverture des Plis est fixée au dernier jour à 14 Heures de la date limite de dépôt des offres, en présence des soumissionnaires. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

**COURS D'ESPAGNOL**

**Instituto Cervantes**

**Session Janvier 2015**

**Cours 3 fois par semaine**  
**Début des cours : 11/01/2015**

**Cours seulement le Samedi**  
**Début des cours : 31/01/2015**

**ORAN**  
13, Rue Beni Soulem  
(ex rue Léonie)  
Tél. : 041.24.96.61  
Mobil : 0697.13.21.27

**MOSTAGANEM**  
Faculté des Lettres  
et des Langues  
(ex ITA)  
Tél. / Mobil : 0772.20.53.27

**GROUPE FRANÇAIS VEND UN ABATTOIR DE BOVINS SITUE EN ARGENTINE (PATAGONIE) :**

- Situation géographique idéale proche d'un port international.
- Capacité 3000 têtes par mois (600 tonnes).
- Possibilités d'extensions et de construction d'une chaîne de production d'ovins.
- Habilité Union européenne et 100% halal.
- Seul abattoir en Argentine à exporter avec os.
- Installations neuves et de très haute qualité.
- Site internet : [www.nuevosiglo.fr](http://www.nuevosiglo.fr)

**Prix et renseignements :**  
**p.abadie@planetviande.fr**  
- 00 33 632 587 320  
- 00 33 631 862 408

## RECRUTEMENT

**Importante entreprise de construction dans le secteur GAZ & OIL**  
**Recrute de suite pour ses projets au Sud :**

Réf 01 : Project Manager (Chef de Projet).  
Réf 02 : Construction Manager (Directeur de Construction).  
Réf 03 : Responsable bureau technique.  
Réf 04 : Responsable QA/QC.

**Exigences spécifiques :**

- ✓ Une expérience avérée dans le domaine de la construction génie civil et bâtiment, de préférence dans le secteur Oil & Gaz, industriel ou centrale électrique de **20 ans** minimum pour le poste **Réf 01** et de **15 ans** minimum pour les postes portant référence **02,03** et **04**.

**Exigences communes :**

- ✓ Diplôme d'Ingénieur d'Etat en Génie Civil ou Architecture pour tous les postes,
- ✓ Meneur d'Hommes et forte aptitude dans la gestion des équipes pluridisciplinaires,
- ✓ Maîtrise de l'outil informatique indispensable,
- ✓ Maîtrise de la langue anglaise exigée,
- ✓ Forte Capacité rédactionnelle,
- ✓ Mobilité nationale et apte à travailler dans le désert sur chantier isolé.

**Si votre profil correspond à l'un des postes à pourvoir, merci d'adresser votre lettre de motivation et CV en indiquant la référence du poste sur l'Objet du mail à l'adresse électronique suivante : [Recrutement.sud2015@gmail.com](mailto:Recrutement.sud2015@gmail.com)**

**Vends en zone commerciale à EL KERMA ORAN :**

- Deux terrains mitoyens de **9.000 m²** et **6.500 m²**.
- Accès direct autoroute et situés à **3 minutes** de l'aéroport d'ORAN.

**Nous contacter au : 0558 10 50 01**  
**Nous écrire au : [actuaire.charef@yahoo.fr](mailto:actuaire.charef@yahoo.fr)**

**CHIALI**  
HUILERIE & CONFISERIE

Vous êtes ambitieux, présentable, dynamique et ayant le contact facile, Vous possédez un véhicule type fourgon récent. Rejoignez notre équipe pour la distribution de nos produits dans votre région :

Huile d'olives, olives préparées et ses dérivés. Envoyez vos références à Ets CHIALI Ahmed (Sidi Bel Abbès) au numéro suivant :

**FAX : (0) 48 70 35 58**  
**Email : [info@groupe-chiali.com](mailto:info@groupe-chiali.com)**  
**[mustapha.medadha@groupe-chiali.com](mailto:mustapha.medadha@groupe-chiali.com)**

**Vends Terrain à bâtir**

entre 135 m² et 300 m². Viabilisé avec Acte et Livret foncier - à SENIA à KARA 2 sur Route Nationale vers MISSERGHINE -

**Tél : 05.50.66.85.99 / 05.53.11.26.28**

**RECRUTEMENT**

Société privée spécialisée dans la commercialisation des produits de « **PHYTOTHERAPIE** »

**Recrute dans l'immédiat Un Visiteur Médico-Commercial**  
Résidant dans la wilaya de Chelef  
Envoyez vos CV à l'adresse suivante : **[recrutement.vit@gmail.com](mailto:recrutement.vit@gmail.com)**

**Exploitation agricole oléicole implantée à El Onçor (ORAN)**

**Met en vente :**

- \* Olive de table
- \* Huile d'olive vierge

Pour vos commandes, appelez : **040 20 21 05 – 0560 03 36 79**

**A louer Appart F2**

bien aménagé. Toutes commodités. Bien ensoleillé. Bien situé à 40 mètres de Djezzy centre-ville d'Oran pour profession libérale (Médecin - Avocat - Dentiste...)

+ Loue local en face l'Appart - **Tél : 0555.43.38.22**



12 morts et sept blessés lors d'une attaque terroriste

## Carnage à Charlie Hebdo



Moncef Wafi

At moins 12 personnes sont mortes, hier matin, dans l'attaque contre l'hebdomadaire Charlie Hebdo, à Paris, aussitôt dénoncée comme un «attentat terroriste» par le président français, François Hollande, qui indique que «plusieurs attentats terroristes avaient été déjoués ces dernières semaines». Il est 11h30 lorsque deux hommes cagoulés pénètrent, armés d'un lance-roquette et d'une kalachnikov, dans les locaux de l'hebdomadaire satirique, 10 rue Nicolas Appert, dans le XIe arrondissement de Paris, et ouvrent le feu. Selon plusieurs témoins, la fusillade aurait duré une dizaine de minutes et une trentaine de détonations aurait été entendues. Selon un témoignage recueilli sur place par une journaliste du quotidien Libération, les deux hommes auraient d'abord pénétré dans un immeuble voisin, tirant en l'air et demandant comment entrer dans les bureaux de l'hebdo, protégés, rappelons-le, par la police après une série de menaces dont il avait fait l'objet, notamment après avoir publié des caricatures du Prophète Mohamed en 2006.

A l'issue d'une réunion de crise à l'Elysée, le ministre français de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a déclaré qu'il y a «trois criminels à l'origine» de l'attaque sanglante. Tout est mis en oeuvre pour «neutraliser le plus rapidement possible les trois criminels qui ont été à l'origine de cet acte barbare», a déclaré le ministre, qui n'a pas apporté de précisions sur le rôle des différentes personnes impliquées.

En novembre 2011, son siège avait été détruit dans un incendie criminel, déjà qualifié d'«attentat» à l'époque. En 2013, un jeune homme de 24 ans avait été condamné à de la prison avec sursis pour avoir appelé sur internet à décapiter le directeur de Charlie Hebdo, Charb, également dessinateur, mort lors de cette attaque aux côtés de ses collègues Cabu, Wolinski et Tignous, selon le Figaro. Une attaque qui serait préméditée et planifiée depuis un certain temps puisque les assaillants ont choisi le mercredi, jour de la conférence de rédaction à Charlie, d'où une forte présence de son personnel rédactionnel. Les assaillants ont pris la fuite, au cours de laquelle ils ont tiré sur des policiers. Le bilan provisoire s'élève à douze morts dont deux policiers, l'un d'eux a été abattu à l'intérieur des locaux du journal, et sept blessés dont quatre se trouvant dans une

situation d'«urgence absolue». Selon un journaliste de l-Télé, dont les locaux sont situés près de ceux de Charlie Hebdo, les hommes auraient crié «Allahou Akbar». Des témoins cités de source policière affirment que les tireurs ont crié «nous avons vengé le prophète!». Un autre témoignage cite «un échange de feu avec les forces de l'ordre». En quittant les lieux, les deux agresseurs ont blessé par balle un policier avant de braquer un automobiliste dans le nord-est de Paris et percuté un piéton. Vers 11h45, dans le XIXe arrondissement, la course-poursuite entre la police et les tueurs présumés s'achève au bout de la petite rue Sadi-Lecointe devant le 45, rue de Meaux. La Citroën noire immatriculée CW 518 XV de grosse cylindrée s'encastre dans un plot, lunette arrière et vitre conducteur brisées, dans un fracas qui a résonné dans tout le quartier. Un autre témoin de la scène raconte : «Deux hommes en noir cagoulés sont sortis de la Citroën qui a tapé dans le plot avec des kalachnikovs et sont montés dans une autre voiture». Les auteurs présumés de la fusillade étaient toujours en fuite vers 13 heures, selon des sources policières.

Sitôt l'attentat commis, le Premier ministre, Manuel Valls, a décidé de relever le plan Vigipirate au niveau «alerte attentat», le niveau le plus élevé, sur «l'ensemble de la région Ile-de-France». Ainsi, «Organes de presse, grands magasins, lieux de culte et transports» sont placés sous «protection renforcée», a annoncé Matignon. La sécurité a été aussi renforcée au sein de la maison d'édition Flammarion, editrice du dernier roman controversé de Michel Houellebecq, «Soumission», et qui a été à la une du dernier numéro de Charlie Hebdo, paru hier. «Les prédictions du mage Houellebecq : en 2015 je perds mes dents... En 2022, je fais Ramadan !», fait dire à un Houellebecq caricaturé le dernier numéro de l'hebdomadaire satirique. La classe politique française, les capitales du monde ainsi que les associations religieuses ont été unanimes à dénoncer cette attaque. La fusillade dans les bureaux de Charlie Hebdo n'est pas un cas isolé puisque le 18 novembre 2013, Abelhakim Dekhar, ancien des milieux de l'ultra-gauche âgé de 48 ans au moment des faits, a fait feu dans le hall d'entrée du journal Libération, blessant grièvement un jeune assistant photographe. Trois jours auparavant, le tireur s'en était pris à BFMTV où il avait menacé un rédacteur en chef.

Habitat

## Les promoteurs demandent la révision de la loi réglementant leur activité

S. E. K.

Les promoteurs immobiliers ont demandé, hier, lors de leur 12<sup>e</sup> assemblée générale annuelle tenue à l'Aurassi Alger, à ce que la loi relative à la promotion immobilière soit révisée. Selon de nombreuses interventions des participants, la loi en question, 11-04, ne répond pas à la situation de notre pays en même temps qu'elle constitue l'essentiel du blocage du fait qu'elle se présente plutôt comme une loi pénale et non une loi dont le souci devra être celui de faciliter le travail du promoteur, à l'heure où notre pays se lance dans de vastes programmes de construction de logements sous différentes formules. Selon des intervenants, il est

temps de décharger et déculpabiliser le promoteur, vu comme seul responsable des retards accusés dans la livraison de logements. Pourquoi les promoteurs nationaux ne bénéficient-ils pas des mêmes avantages que les étrangers ? Pourquoi les longs délais pour l'obtention de pièces administratives ? Et pourquoi la loi oblige le promoteur à être imposé sur la base de résultats virtuels et non sur la base des bénéfices du programme livré ? Au plan des prix, les promoteurs s'interrogent sur l'absence de mécanisme de réajustement de celui des logements aidés avec l'évolution du SNMG, combiné à l'inflation et associé à l'évolution des coûts des matériaux de construction. Mais contre vents et marées,

affirme la SG de l'organisation patronale des promoteurs immobiliers (OPPI), Houria Bouhired, le parc national réalisé depuis 2004 en matière de logements, de plus de 80%, l'a été par le secteur privé d'où la nécessité de desserrer l'étau sur les promoteurs «montrés du doigt». De nombreuses questions sur lesquelles devront se pencher les ateliers dont l'un sera constitué pour proposer les améliorations à la loi 11-4 et un 2<sup>e</sup> atelier qui va émettre des propositions en ce qui concerne le financement de l'immobilier. Il s'agit également de faire des réflexions et propositions sur le foncier qui continue à poser un sérieux problème à la réalisation des logements dans les délais.

## D'importants dégâts matériels Incendie à l'hôtel Ibis de Sétif

L'incendie qui s'est déclaré mardi soir à l'hôtel Ibis, en phase d'achèvement avenue de l'ALN (centre de Sétif), a pris naissance au 6<sup>ème</sup> et dernier étage de l'immeuble et détruit tous les matériels, produits et équipements qui se trouvaient à ce niveau de la structure, a-t-on appris hier auprès de la Protection civile. Ce n'est qu'après 2 heures d'efforts que les agents de la Protection civile, au nombre d'une centaine, dotés de 14 camions anti-incendie, 3 ambulances et 2 échelles télescopiques, ont pu à 22h 55, après avoir fait évacuer l'immeuble où activaient des travailleurs étrangers, venir à bout du sinistre qui «n'a eu raison que du dernier étage sans

atteindre l'hôtel voisin (Novotel)», a précisé le capitaine Ahmed Lamamra, chargé de la communication au sein de ce corps constitué. Les agents de la Protection civile de l'unité principale de Sétif et de 10 unités secondaires appelées en renfort, ont éprouvé «d'énormes difficultés pour, d'abord, atteindre le foyer de l'incendie en raison de la présence d'engins de travaux publics utilisés sur le chantier, et ensuite pour circonscrire un feu «scélérat» nourri par la moquette, la colle et les produits d'étanchéité hautement inflammables, selon cet officier qui a indiqué que la dalle donnant sur la terrasse de l'hôtel a dû être percée pour permettre l'évacuation des fumées. Les

efforts déployés, peu après 20h 30 à partir du 5<sup>ème</sup> étage de l'hôtel, atteint par la cage d'escaliers, sous la supervision du directeur de wilaya de la Protection civile, le lieutenant-colonel Rabah Chabour, n'ont pas empêché la destruction totale du revêtement du sol et du mobilier sous emballage de 19 chambres, entreposé sur une surface d'environ 1.200 m<sup>2</sup>, a également souligné la même source. Le service de prévention de la direction de wilaya de la Protection civile a été chargé, hier, de faire un état des lieux complet et de déterminer, afin d'éviter de tels accidents à l'avenir, les raisons qui ont pu conduire au départ du feu, a conclu le capitaine Lamamra.

Jijel

## Deux enfants tués et neuf blessés dans une explosion de gaz

Deux (2) enfants ont péri et neuf (9) personnes ont été blessées à la suite de l'explosion d'une bonbonne de gaz butane, mardi soir au lieu-dit Mechta Ouled Aïssa dans la commune de Djimla (sud de Jijel), ont indiqué mercredi les services de Protection civile. «La cause probable serait une fuite de

gaz émanant du dispositif raccordant la bonbonne à un appareil de chauffage», a indiqué à l'APS le chargé de communication de la direction de wilaya de la Protection civile, le capitaine Zoubir Laâchibi. La déflagration a provoqué le décès sur place des deux enfants âgés de 3 et de 4 ans, et oc-

casionné des blessures à 9 personnes dont 2 ont été brûlées au 3<sup>ème</sup> degré, a précisé la même source.

D'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés pour secourir les victimes et les transférer vers l'hôpital Mohamed-Seddik Benyahia de Jijel, a conclu le capitaine Laâchibi.

## Mohamed DJERABA nous écrit

Mise au point - Article du 5 janvier 2015, Le Quotidien d'Oran, rubrique Evénement, «Magistrats faussaires».

Cette mise au point concerne une question centrale ayant trait à ma réponse au président de séance, reprise par votre journaliste qui a couvert le déroulement du procès dit «Magistrats Faussaires».

À la question que le président m'avait adressée : « Est-ce que votre épouse porte le nom de Kherachi Abdelkader ? ». J'ai répondu par l'affirmative. Tout en précisant que mon épouse n'est pas sa sœur et que je ne possède aucun beau-frère de ce nom dans le secteur de la justice. Votre journaliste a bien souligné une partie de ma réponse dans son article. « Quotidien d'Oran du 5 janvier 2015 : l'ancien ministre des Moudjahidines explique qu'il n'a pas de beau-frère dans le secteur de la justice, comme l'avait dé-

claré Mellouk lors du procès de 1999 ».

J'ai expliqué au président du tribunal que le fond du procès porte sur un prétendu gendre « magistrat faussaire » qui a fait l'objet de ma plainte. Donc, je n'ai jamais reconnu avoir eu de gendre du nom de Kherachi Abdelkader, contrairement à ce qui été rapporté par votre journaliste. À la question que le président m'avait adressée : interrogé par le juge sur le lien de parenté avec Kherachi Abdelkader, l'ancien ministre des Moudjahidines fini par reconnaître qu'il s'agit bien de son beau-frère. Mellouk a continué à expliquer qu'il s'agit du frère de l'épouse de M. Djeghaba. »

Selon moi, le procès devrait être porté uniquement sur mon prétendu gendre juge faussaire. C'est la question qui a fait l'objet de ma plainte et qui mérite d'être reprise plus longuement après la prononciation du jugement.

M. Djeraba Mohamed



# Vers un 3ème round de consultations politiques

Par Boudjemaâ Haichour \*

C'est ce chantier qui va pouvoir donner prochainement l'avant-projet de mouture qui sera adopté en Conseil des ministres et transmis au Parlement réunissant les deux chambres. Le Président l'a affirmé que « le projet de Constitution n'est nullement au service d'un pouvoir ou d'un régime, mais ambitionne à consolider les libertés et la démocratie pour lesquelles se sont sacrifiés les glorieux martyrs de la Révolution de Novembre ».

La confiance renouvelée du Président à ses proches collaborateurs pour accomplir cette mission de portée nationale tient aussi au charisme de ceux qui ont mené les premières consultations en les plaçant parmi les hommes de réflexion et d'action les plus sensibles à saisir les nuances des doctrines institutionnelles de ce XXI<sup>e</sup> siècle de par leurs longues expériences dans les rouages de l'Etat.

C'est sous sa houlette que vont, dès le trimestre 2015, commencer les consultations avec ceux qui n'ont pas pu participer, partis, personnalités et société civile qui seront conviés à la table de discussions. L'opposition se prépare à réunir une conférence sur la transition démocratique. La coordination et le pôle pour le changement vont-ils trouver le SMIG nécessaire pour peser sur les débats et trouver le consensus nécessaire pour rédiger des propositions pouvant aboutir en concertation avec le Pouvoir à une « Constitution dite consensuelle ? » La main tendue du système en place serait-elle celle d'une réconciliation excluant tous préjugés et appréciations de nature à rejeter l'autre ?

## POUR UNE PLATE-FORME CONSENSUELLE DE DISCUSSIONS

Faut-il se poser la question de l'utilité de tels textes au regard des évolutions du débat politique où de nouvelles approches nées des élections présidentielles du 17 Avril 2014 ont surgi dans la trame des discours de campagne des différents candidats ? L'avant-projet de plate-forme consensuelle montre déjà les contours de la nouvelle architecture. Réflète-il la substance des diverses contributions des premières consultations ?

Pour ce qui est du préambule, il est inscrit la constitutionnalisation de l'alternance démocratique dans la prise du pouvoir. Il s'agit ni plus ni moins de revenir à la limitation des mandats présidentiels. Dans ce cas de figure, deux variantes se présentent à mon avis : soit de s'auto-suffire d'un seul mandat de sept ans non renouvelable ou d'aller dans le sens de l'article 94 de la Constitution de 1996, c'est-à-dire la durée du mandat présidentiel de cinq ans. Le président de la République ne peut être rééligible qu'une seule fois.

Afin de parer à toutes situations de blocage des institutions, la mouture qui sera proposée inscrit-elle dans le corpus l'idée de création de vice-président de la République ? Si cette proposition sera retenue, dans l'actuelle Constitution (2008), l'article 77 alinéa 6, « Sous réserve des dispositions de l'article 87 de la Constitution, le président de la République peut déléguer une partie de ses prérogatives au Premier ministre à l'effet de présider les réunions du Gouvernement », sera révisé par un autre amendement.

En cas de vacance définitive et l'impossibilité totale d'exercer ses fonctions pour les raisons évoquées dans l'article 88 de la Constitution, le Premier ministre démissionnerait s'il ambitionne de se présenter à l'élection présidentielle. La nomination du nouveau 1er ministre par le Chef d'Etat reviendrait-il automatiquement au premier vice-1er ministre ? Il en serait de même pour les ministres d'Etat de pouvoir solliciter la candidature ainsi que pour tout ministre du Gouvernement ou personnalités répondant aux articles de la Constitution en la matière.

## UNE DELEGATION DES POUVOIRS AU PREMIER MINISTRE

Si dans l'article 81 bis proposé dans l'amendement de l'article 85 : « Le Premier

Après avoir relu les avant-projets de révision constitutionnelle des deux consultations menées successivement sous la présidence de messieurs Abdelkader Bensalah et Ahmed Ouyahia, le Président Abdelaziz Bouteflika a ordonné au Gouvernement, lors du dernier Conseil des ministres, de compléter l'œuvre entamée en associant les partis et personnalités à une contribution devant aboutir au parachèvement des réformes institutionnelles.

ministre peut recevoir du président de la République, dans les limites fixées par la Constitution, une délégation du pouvoir réglementaire». Cette disposition nous la retrouvons dans l'article 85 alinéa 3 où « le 1<sup>er</sup> ministre peut signer les décrets exécutifs, après approbation du président de la République ». La seule nuance réside dans la suppression de l'approbation au président de la République pour les aspects réglementaires. Le 1er ministre selon l'amendement de l'article 85 alinéa 3 « peut signer des décrets exécutifs par délégation du président de la République ». Cette disposition disparaîtrait dans le cas où le 1er ministre ou chef de Gouvernement serait choisi dans la majorité parlementaire.

## DES PREROGATIVES DE LEGIFERER POUR LE CONSEIL DE LA NATION

L'avant-projet renforce le droit au Conseil de la Nation de légiférer dans le domaine de l'organisation locale de par la composition de « ses deux tiers élus par le suffrage indirect issues d'assemblées locales (APC / APW). Quant au tiers présidentiel désigné, il restera comme « tiers bloquant »

Pour ce qui est de la mobilité des parlementaires dans l'exercice de leur mandat, cette clause doit être conforme au respect des libertés telles stipulées dans la Constitution et de ce fait leur déchéance serait anticonstitutionnelle. Le nomadisme politique semble être une sorte de transhumance à la recherche d'un climat politique plus clément.

## UN CONSEIL CONSTITUTIONNEL REEQUILIBRE

Pour ce qui est du Conseil constitutionnel, l'article 164 propose 12 membres au lieu de 9, ce qui permet de donner à la fois cohérence et équilibre dans cette institution-clé. Quatre désignés par le président de la République, dont le président du Conseil constitutionnel et son vice-président. L'observation porterait sur l'utilité de nomination de ce dernier.

Quant à la durée du mandat, il serait souhaitable de le limiter à 6 ans pour le président et pour les membres la même durée renouvelable de moitié chaque 3 ans. Le reste sans changement. La saisine du Conseil constitutionnel s'élargit pour permettre au 1er ministre et aux sensibilités évoluant dans l'enceinte du Parlement d'engager l'initiative. Il serait souhaitable de porter le nombre des députés à 50 au lieu de 70 et des sénateurs à 30 au lieu de 40. Il serait de même pour les chefs de groupes parlementaires d'avoir l'initiative de saisine.

## MODALITES D'ADOPTION DE LA REVISION CONSTITUTIONNELLE

Dans l'esprit et la lettre de la Constitution amendée le 7 novembre 2008, la révision constitutionnelle est décidée à l'initiative du président de la République. Elle est votée en termes identiques par l'APN et le Conseil de la Nation dans les mêmes conditions qu'un texte législatif. Les 3/4 des deux chambres du Parlement réunis ensemble, peuvent proposer une révision constitutionnelle et la présenter au Président qui peut la soumettre à référendum. Si son approbation est obtenue, elle est promulguée.

Est-ce que l'option de la soumettre à référendum est retenue dans la démarche du Président ? L'art 176 est clair qui stipule :

« Lorsque de l'avis motivé du Conseil constitutionnel, un projet de révision constitutionnelle ne porte aucunement atteinte aux principes généraux régissant la société algérienne, aux droits et libertés de l'homme et du citoyen, ni n'affecte d'aucune manière les équilibres fondamentaux des pouvoirs et des institutions, le président de la

République peut directement promulguer la loi portant révision constitutionnelle sans la soumettre à référendum populaire si elle a obtenu les 3/4 des voix des membres des deux chambres du Parlement. »

Nous sommes loin de la Constitution-programme du 22 novembre 1976 considérée plus idéologique puisque le Socialisme faisait partie des choses intouchables. Il était stipulé dans l'art 195 alinéa 3 qu'aucun projet de révision constitutionnelle ne peut porter atteinte à l'option socialiste. Le Pouvoir était sous-tendu par des fonctions : politique, exécutive, législative, judiciaire, contrôle, constituante. Par contre celle du 23 février 1989, elle traduit le principe de la séparation des pouvoirs, tout en accordant au Chef de l'Etat des pouvoirs exorbitants, qui instaure un régime de présidentialisme parlementaire.

Cette situation a créé un bicéphalisme au sommet de l'Exécutif puisque les prérogatives du Chef du Gouvernement sont confirmées. Il faut se rappeler le conflit de compétences entre le Président Chadli et son Chef du Gouvernement Kasdi Merbah. Le président de la République préside le Conseil des ministres, à l'initiative des lois, et le Chef du Gouvernement préside le Conseil du Gouvernement.

Il faut signaler que le pouvoir exécutif est exercé par le Gouvernement sous la présidence du Chef de l'Etat. Dans toute situation de crise et de divergence, le Chef du Gouvernement est sur un fauteuil éjectable. Il est, selon l'expression usitée, considéré comme fusible.

## LE PEUPLE EST LA SOURCE DU POUVOIR

La source du Pouvoir dans ce monde se caractérise par les deux versants ; l'un virtuel, l'autre réel et ce, quelle que soit l'option démocratique. Le contexte mondial de notre temps nous donne l'ordre d'avancer dans ce vaste mouvement de réformes politiques, économiques et institutionnelles. Dans le cadre des options prises lors de sa campagne, c'est sans doute la continuité des réformes annoncées le 15 avril 2011, notamment celle de l'architecture des institutions et des fondements constitutionnels qui les sous-tendent.

L'actuelle Loi fondamentale va faire l'objet de larges concertations avec la classe politique et la société civile dont l'adoption passera à travers l'adoption par les deux chambres du Parlement ou un référendum en septembre prochain si la question est tranchée par le Président.

Au regard des exigences d'un siècle de transmutations systémiques et d'une société en pleine évolution, les réponses aux attentes du peuple, la feuille de route annoncée lors du Conseil des ministres du 30 décembre 2014 par le président de la République, énonce les grandes tendances des réponses aux promesses de campagne du Président lors de son quatrième mandat.

« Ce projet aura pour but la consolidation de l'indépendance de la justice et de la protection des libertés, le raffermissement de la séparation des pouvoirs et du rôle du Parlement et le renforcement de l'opposition. En un mot, il s'agira de consolider les assises de notre jeune démocratie pluraliste dans le respect de nos constantes nationales, tout comme il s'agira de réguler la compétition et même la contestation politique en préservant toujours la Patrie de toute anarchie et de toute dérive. »

Pour ma part, j'apporte, comme je l'ai proposé dans un précédent article, quelques éléments d'analyse sur la configuration systémique, sur les mécanismes, les champs de compétences et la cohésion dans les attributions relevant des instances dirigeantes dans le cadre d'un modèle de gouvernance qui s'adapte aux

évolutions des théories en la matière.

## UNE CONSTITUTION QUI REGULE ET PROTEGE

Est-ce que le Président Bouteflika ira dans le sens de réviser totalement la Constitution ? Si tel est le cas, la démarche attendue serait que ce projet de Loi fondamentale passerait inévitablement par le référendum probablement ou en congrès des deux chambres durant le mois de mars 2015. Malgré les amendements apportés par le Parlement en 2008, l'actuelle Constitution présente à ses yeux, des dysfonctionnements dans les champs de compétences, ne serait-ce qu'au sommet de l'Exécutif.

Posons-nous d'abord la question de savoir si l'opposition serait réceptive à la démarche proposée. Le système politique algérien diffère dans sa structure des autres pays, qu'ils soient à régime présidentiel, parlementaire ou de monarchie constitutionnelle.

Depuis l'indépendance, notre pays inscrit dans sa doctrine de base « la restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques », se dotait dans chaque Constitution de cette référence en concordance avec la réalité politique de son temps dans des situations, normale, de crise ou transitoire. On peut les classer en Constitutions-programmes, notamment celles de 1963, 1976, et en Constitutions-lois de 1989 et 1996. Les amendements apportés en 2002 pour la constitutionnalité de la langue Tamazigh et en 2008 pour l'introduction des faits de l'histoire, de la place de la femme dans les assemblées élues et de l'ouverture des mandats.

Il est évident que la source du pouvoir dans le monde se caractérise par les deux versants, l'un virtuel, l'autre réel et ce, quelle que soit l'option démocratique. A quelle époque que ce soit, le besoin national d'une juridiction codifiée, unifiée et cohérente appelle un sens aigu de la notion de gouvernance dans le strict respect de la philosophie du droit. Visiblement, les constitutionnalistes essaient de construire un édifice qui réponde aux idées d'un projet de société dans l'esprit du temps et des réformes nécessaires, loin des querelles partisans, afin de s'inscrire dans la perspective mondialiste des droits de l'Homme et des libertés fondamentales d'un Etat de droit.

## RESTAURER L'AUTORITE DE L'ETAT ET JUSTICE SOCIALE

Dans le Mémoire de Hardenberg dans la formation de la Prusse contemporaine, il est dit que « L'Etat qui réussit à concevoir l'esprit responsable du siècle, qui parviendra à se faire sa place tranquillement, sans secousse violente, par la sagesse de son gouvernement, dans ce plan providentiel, acquerra par là même d'immenses avantages, et ses habitants pourront bénir ceux à la sagesse desquels ils devront ces bienfaits. »

Ainsi, les impulsions violentes du dedans ou du dehors ne peuvent construire un Etat de droit et les tendances de réorganisation des missions de l'Etat doivent discerner avec clarté les principes généraux de régénération pour restaurer l'autorité d'un Etat de justice, loin des favoritismes, des passe-droits, des attitudes bureaucratiques d'une administration mue par les réflexes d'un service public au-dessus de tout soupçon.

La pensée politique en ce siècle doit être plus lucide car rejetant toute platitude de nature à rendre ambigus les textes de loi régissant l'ordre d'un système à la fois dans ses mécanismes et les rapports de gouvernance. La démocratie n'est pas chose abstraite. La démocratie est vivante. Elle ne tolère pas les étranges impuretés.

Suite en page 07

# Prix du pétrole et morale politique, des chemins divergents

**L'Algérie s'inquiète de la chute des prix du pétrole. Elle se trompe de peur : c'est la chute des institutions, de la morale politique, et la mauvaise gouvernance qui inquiètent.**



Par Abed Charef

L'année 2015 a fait une entrée fracassante. Avec un baril à 50 dollars, elle a brutalement rappelé à l'Algérie une de ses grandes faiblesses, la non maîtrise du prix de la principale source de devises du pays. Elle a contraint le président Abdelaziz Bouteflika à changer de fusil d'épaule, pour abandonner l'ancien discours sur "le pays qui a pris les mesures nécessaires pour faire face à la crise", au profit d'un nouveau discours, orienté vers la nécessité de se préparer à des moments peut-être difficiles. La situation est si difficile que le premier ministre Abdelmalek Sellal a été obligé d'abandonner ses histoires corsées, pour prendre un ton grave et assurer que l'Algérie doit se retrousse les manches. Ultime signe de la gravité de la situation, Ahmed Ouyahia a fait une nouvelle apparition publique, ce qui a été considéré par nombre d'analystes comme un premier pas vers un prochain retour au gouvernement. C'est que M. Ouyahia ne se dérange pas par temps calme. Il faut en effet que la tempête soit d'une rare violence pour qu'il daigne descendre dans l'arène, dit-on.

Est-ce le cas ? La situation est-elle si grave ? L'année qui commence sera-t-elle plus difficile que celle qui s'achève ? Rien n'est moins sûr. Car si 2015 risque d'être celle de la rareté financière, 2014 a été celle d'un crash moral et politique, qui a pris la forme du quatrième mandat. Le monde entier a assisté, dans une incompréhension totale, à la réélection d'un homme qui n'avait pas la capacité physique de faire un discours pour demander aux Algériens de le réélire. L'événement a suscité étonnement et ironie. La perplexité des uns n'avait d'égale que le sentiment d'humiliation ressenti par les autres, qui assistaient, impuissants, à un écroulement politique et moral.

## L'ADVERSITÉ

Ce qui amène à faire ce parallèle très difficile : qu'est-ce qui fait le plus mal à l'Algérie ? Est-ce la chute du prix du pétrole, qui hypothèque gravement les capacités d'importation du pays, avec tous les risques économiques et sociaux que cela comporte ? Ou est-ce la chute des valeurs morales et politiques, qui a amené des hommes ayant des responsabilités de premier plan, à s'engager dans une opération "quatrième mandat" destructrice pour les hommes et les institutions ?

Chacun peut se faire une opinion à travers l'histoire récente de l'Algérie, mais de petits rappels s'imposent. La période la plus intéressante pour le débat économique en Algérie fut celle qui a suivi la première chute des prix du pétrole, au milieu des années 1980. C'est là que les dogmes sont tombés, que le débat a été lancé, que des points de vue contradictoires se sont expri-

més, pour balayer de nombreuses certitudes de l'époque. L'Algérie avait alors fait une avancée exceptionnelle en matière d'idées économiques, et c'est probablement le seul moment où l'entreprise publique algérienne a eu une vraie vie, alors que le secteur privé était reconnu et invité à travailler selon des règles comportant un minimum de transparence.

A l'inverse, durant les cinq dernières années, celle de l'abondance financière, comme lors des années fastes du début de la décennie 1980, l'Algérie a été poussée par une incroyable frénésie de la consommation et d'importations. En moins de cinq ans, le niveau des importations est passé d'un niveau de trente milliards de dollars à près de 70 milliards. Aucune économie mondiale n'a connu une telle explosion, alors que la production locale restait désespérément faible, comme l'atteste ce chiffre douloureux : l'industrie représente moins de cinq pour cent du PIB.

## LA VRAIE RICHESSE

Qu'a fait l'Algérie de l'abondance financière ? Elle a remboursé sa dette, économisé un peu, mais elle a surtout ouvert grands les robinets des dépenses, du gaspillage et de la corruption. Le pays a atteint un seuil de gabegie jamais vu. Et l'argent a eu un effet direct sur le comportement politique et moral des dirigeants. Les ministres supposés gérer le pays ont été les premiers à participer à la curée. Les Algériens ont découvert, ahuris, que leurs propres ministres étaient impliqués dans des affaires, avec des chiffres inouïs. Un discours, vrai ou faux, mais très répandu, veut que les généraux soient les parrains directs de toutes les fortunes qui se sont constituées, quand ils n'en sont pas les détenteurs. Tout ce qui touche de près ou de loin pouvoir et administration est considéré comme suspect. Quant à l'action politique, elle a été si dévalorisée qu'il faudra plusieurs décennies pour la réhabiliter.

Moins d'argent en 2015 contribuera peut-être à assécher partiellement cette source de dérive morale, même si les mécanismes qui y conduisent vont maintenir la tentation. Une rareté relative de devises pourrait aussi permettre d'inciter à une meilleure gouvernance, avec moins de corruption et moins de gaspillages, même si l'y a guère d'illusions à se faire pour envisager une telle perspective.

Personne ne peut souhaiter que son pays s'appauvrisse. Mais l'expérience a montré que l'abondance financière n'est pas la richesse. Celle-ci réside d'abord dans des institutions qui fonctionnent, dans des entreprises qui produisent, chez des hommes politiques qui croient au savoir et à la probité. Un maire bien élu, à l'écoute de sa population, respectant la loi, sera plus utile qu'un wali engloutissant des budgets inutiles tout en réprimant les uns et en corrompant les autres. C'est pour cela que 2015 ne sera pas plus inquiétante, car entre un baril qui baisse et des institutions qui s'écroulent, il faut s'inquiéter davantage des institutions.

# Vers un 3ème round de consultations politiques

Suite de la page 06

## GOUVERNER LE PAYS EST LE PROPRE DE L'ÉLITE

L'idée la plus appropriée en ce siècle dans toute révision constitutionnelle est que toute autorité, qu'elle parte d'un monarque ou du peuple, doit être limitée, quelles que soient les conceptions libérales modernes dans l'élaboration d'une Constitution.

En fait, gouverner un pays est le propre de l'élite. Depuis l'Indépendance, la prise en main des affaires de l'Etat et la gestion de ses structures n'ont pas été indemnes d'interférences. Le climat d'ensemble du fonctionnement de l'administration a été chahuté quels que fussent les différents régimes ou gouvernements qui se sont succédés, provoquant des conflits de compétences et des litiges politiques, juridiques qui ont altéré les rouages internes et externes de l'Etat.

Personne, aujourd'hui, ne peut s'imaginer que le sentiment populaire est indifférent vis-à-vis de la chose publique, parce que aigri par les dérives bureaucratiques d'une administration qui n'a pas réalisé sa mue.

## RENOUVELLEMENT DES GENERATIONS ET MODERNISATION INSTITUTIONNELLE

Le besoin vital pour lui de se renouveler, de se moderniser en vue d'être au diapason des évolutions d'une bonne gouvernance, implique un nouveau regard sur les pratiques dans les relations gouvernants - gouvernés. On accuse souvent la forme concrète de la démocratie dans un système parlementaire ou présidentiel.

Les partis politiques naissent et disparaissent parfois par manque d'imagination. Dans le cas de survie, ils se laissent gérer administrativement sans impact sur l'électorat. Ils deviennent de véritables appareils ou des organismes de dépôt de candidatures à chaque échéance électorale. La voie de la démocratie passe évidemment entre deux écueils, à savoir l'ostracisme et le charisme.

Si la politique pouvait être l'art de gouverner, la science de prévoir l'évolution des événements, le choix entre les possibilités d'évolution que présente la réalité collective serait le pouvoir d'influencer le développement des institutions. Définir la politique, c'est également expliquer les structures mouvantes du phénomène de l'Etat au point de vue juridique, historique et sociologique.

## UNE ARCHITECTURE CONSTITUTIONNELLE MOINS AMBIGUE

Dans tout Etat, on trouve un certain nombre de dispositions réglementant l'organisation et les rapports des pouvoirs publics et fixant, par ailleurs, les relations de principe entre la puissance publique et les citoyens. Et comme disait le gé-

néral De Gaulle : « Une Constitution c'est un esprit, des institutions, une pratique. » Dans l'actuelle Constitution, n'avons-nous pas vécu un moment de polémique dans l'appréciation de l'article 181 entre les deux premières personnalités de la République ?

Depuis l'Indépendance, le président de la République est élu au suffrage universel, direct et secret. Il est Chef de l'Etat et incarne l'unité de la nation. Mais le choix du candidat à la présidence a été, de tout temps, la convergence des forces en présence.

## L'ANP AU CŒUR DE LA REGULATION SYSTEMIQUE

De ces forces politiques, l'institution militaire, dont l'ALN puis l'ANP, a joué un rôle de premier plan dans le maintien de l'unité et la cohésion nationale. Elle demeure une des sources, sinon la principale, qui régule le jeu croisé des ambitions des côtés des partis politiques et de la société civile. L'Etat « civil » dont on parle, a toujours inclus l'ANP comme institution républicaine au service de la Nation. Il s'agit de dire que des courants politiques, qui déterminent l'establishment, arrivent par un savant compromis de faire émerger l'élément le plus apte au sens des équilibres du pouvoir à réaliser une certaine cohésion dans l'édifice institutionnel par rapport aux hommes et aux structures.

Le quinquennat présidentiel 2014 / 2019 est un tournant pour permettre à la génération post-Indépendance de prendre le relais. La future Constitution doit mettre les mécanismes permettant un véritable contre-pouvoir pour éviter toutes dérives dans la République. Ce qui donne une vie politique plus dense en associant l'opposition forte et non caricaturale.

Le Président jouit des pouvoirs et prérogatives qui le mettent à l'aise pour mener la politique qu'il s'est engagé à appliquer. Mais dans la pratique, le sens des responsabilités se mesure dans la forme et dans le fond à la manière d'assurer sans heurt le fonctionnement des rouages. L'essentiel reste le choix des femmes et hommes appelés à gouverner.

## DEMARCHE INTELLIGENTE ENTRE PRESIDENCE ET ARMEE

Si le Président est le chef suprême de toutes forces armées de la République et responsable de la Défense nationale, la Constitution prochaine aura toute sa signification avec la possibilité de nommer un civil au poste de ministre de la Défense. Et de ce fait, notre pays accède à un style nouveau de gouvernance en ce siècle. Cette donne, nous la retrouvons d'une manière implicite dans toutes les armées du monde.

Le génie de tout Chef d'Etat est de savoir imprimer plus que par le passé une démarche intelligente dans ce domaine où l'Armée se professionnalise. Il y a donc intérêt à tracer claire-

ment la ligne frontière entre ce que l'on peut considérer comme une pratique modifiant valablement la Constitution écrite et sa violation. Lorsqu'il convient d'établir une Constitution nouvelle, le problème se pose de savoir quel organe qualifié peut accomplir cette tâche, c'est-à-dire celui qui est détenteur de la souveraineté dans l'Etat. Si la souveraineté appartient à la nation, on s'oriente alors vers le système de l'Assemblée constituante, complété ou non par le procédé du référendum constituant.

Loin du procédé de la Convention de type américain, la Constitution élaborée et votée par une Assemblée constituante est soumise à ratification du peuple par référendum. C'est le cas d'une démocratie semi-directe. Ainsi, l'utilisation du référendum permet d'obtenir directement la ratification d'un texte élaboré par le gouvernement qui confère à ce dernier la réalité de Pouvoir constitutionnel.

## L'OPPOSITION UN MIROIR DES TARES DE TOUTES DERIVES

Mais la révision des lois constitutionnelles ne pose pas les mêmes problèmes que leur établissement. Ce n'est pas une sorte d'opération de fondation. Le projet de révision constitutionnelle n'est pas présenté au référendum lorsque le président de la République décide de le soumettre au Parlement réuni en congrès et que ce dernier l'adopte à la majorité des 3/5 des suffrages exprimés.

La révision de la Constitution passera par le référendum obligatoirement si les équilibres sont touchés ou bien la nature du régime est changée. Au sujet du Conseil constitutionnel, pour peu qu'il ne se transforme pas en législateur, il est en droit de contrôler effectivement le Parlement. Il veille en particulier avec beaucoup de soin à ce que les deux chambres (APN et Conseil de la nation) ne sortent pas du domaine qui leur est imparti par la Constitution et leur règlement. Selon l'article 163, le Conseil constitutionnel veille au respect de la Constitution, à la régularité des opérations d'élections référendaires, législatives et présidentielles.

Il faut renforcer l'opposition en un véritable contre-pouvoir qui éviterait les dérives d'autoritarisme. Celle-ci peut être perçue comme le miroir de ses tares. C'est de cette manière qu'on peut construire un ordre stable, indépendant des appétits des uns et des autres. Il faut concevoir une gouvernance à même de construire une Cité juste. Faire en sorte à ce que la Vérité soit au poste de commande du politique. C'est cette République régénérée qui créera le Renouveau démocratique.

B. H.

\* Ancien membre du Conseil supérieur de la magistrature.  
- Ancien député et sénateur, ancien ministre.



**Remaniera, remaniera pas ? En voilà un suspense haletant ! En attendant, on se met à supputer. Sur les intentions du président. On laisse entendre qu'il s'apprêterait à remanier le gouvernement. Il utilise, régulièrement, le spectre du changement «imminent» pour faire pression sur les ministres, affirme-t-on.**

# ■ Quel gouvernement pour 2015 ?

Par Cherif Ali

Une arme à double tranchant, à manier avec précaution, car pendant ce temps-là, l'administration lève le pied ; elle se demande à quoi sert d'honorer les demandes du gouvernement, puisque dans quelques jours, voire quelques semaines ou plus, on ne sait pas qui sera là, et que le prochain gouvernement aura d'autres priorités.

Sur la date. On nous affirme que cela se fera après la tenue du Conseil des Ministres consacré, entre autres dossiers, à la signature de la loi de finances pour 2015.

Remanier, mais avec quel premier ministre ? Pour beaucoup, ce sera avec Abdelmalek Sellal qui, pour la circonstance, sera reconduit dans ses fonctions, car l'homme, dit-on, continue de jouir de l'estime du Président de la République. Il est toujours cette personnalité chaleureuse, consensuelle et conviviale. Il est aussi l'homme politique qui n'a pas d'agenda personnel qui soit contradictoire avec celui du chef de l'Etat.

On laisse dire aussi, que la liste des membres partants et des nouveaux arrivants est fin prête. Il suffit juste que la présidence de la République en fasse l'annonce officielle.

Rappelons, très justement, que dans le cas d'un remaniement, le gouvernement n'est pas, forcément, en déficit de confiance ; il a encore les moyens politiques de gouverner, son chef en l'occurrence le Premier ministre reste le même et seuls quelques ministres seraient concernés par le départ.

Parmi les partants, les noms de Mohamed Tahmi, Hamid Grine, Mohamed Aïssa et Sid-Ahmed Feroukhi ont été cités plus d'une fois.

Au premier, on reprocherait sa gestion tatillonne du football, son incapacité à juguler la violence dans les stades ou encore son manque d'intérêt pour le sport à l'école. Au ministre de la communication ses attaques répétées contre la presse et à celui des Affaires Religieuses, ses prises de position iconoclastes concernant la li-

beaucoup plus de l'impact de la crise qui s'annonce et de la politique économique et sociale qui va être menée que des hommes, qui vont la conduire.

Tout ça, bien évidemment, est mis au conditionnel, puisque rien, ou si peu, n'a filtré au sujet du gouvernement. On dit tout de même que le Parti des Travailleurs et le Front des Forces Socialistes y seront représentés. En tous les cas, le prochain gouvernement sera politique. On dit aussi qu'un nouvel organigramme pour le gouvernement a été arrêté ; il est question de revenir à la configuration ancienne avec de grands ministres. Des secteurs comme le Transport, les Travaux Publics, la Jeunesse et les Sports fusionneront. Il est question, également, d'un grand Ministère de l'Economie et des Finances. Le Commerce sera ainsi intégré tout comme le Tourisme et l'Artisanat. Le Ministère de l'éducation, de l'enseignement et de la formation professionnelle auxquels on adjoindra la recherche, ne feront plus qu'un. Le ministre de la Communication sera supprimé dès lors qu'un porte-parole du gouvernement sera désigné parmi les ministres.

On reparle aussi du Ministère de la Ville, voire d'un Ministère de l'écologie, de l'environnement et du développement durable. Et en période de crise la création d'un ministère de la planification et de la prospective paraît de plus en plus pertinente dès lors qu'elle semble faire consensus chez les experts économiques et financiers, et aussi dans les rangs d'un parti politique qui la revendique, haut et fort.

L'autre proposition, récurrente celle-là, concerne le nombre de ministres.

On dit vouloir aller vers un gouvernement des plus resserrés qui doit comme première mesure, réfléchir à réduire le train de vie de l'Etat, d'autant plus que le ton et l'orientation sociale ont été, clairement, définis par le président de la République lors du Conseil des Ministres qu'il vient de présider.

En effet, l'équipe ministérielle serait réduite, au plus, à une vingtaine de membres dont les plus importants travailleraient avec un ou plusieurs secrétaires d'Etat, sachant que ces dernières fonctions ont une place moins importante

vorisées de la population ? Il faut l'espérer, on peut toutefois en douter si, d'aventure, ce remaniement ne serait que superficiel. Et la montagne accoucherait d'une souris, comme on dit, sachant que ce gouvernement a été chargé, à l'origine, d'une longue opération de charme ; il est habitué à jeter, avec sourire et générosité, des milliards de dinars aux wilayas ; il ne s'est jamais, réellement, intéressé à la gestion car pris par sa politique de " pompier ".

En principe, le remaniement permet de créer ou de corriger une équipe qu'on espère cohérente. On dit qu'Abdelmalek Sellal, le premier ministre, a fait état, par le passé, de sa volonté de remanier son équipe. Pour corriger des erreurs de casting et d'intégrer de nouvelles compétences ; le pays regorgeant de compétences, les partants seront remplacés, haut la main, par meilleurs qu'eux, plus soucieux des autres, plus inventifs, républicains, moins addicts au pouvoir, à l'argent et aux dorures de la République. Les rentrants sauront y faire en matière de TIC, d'agriculture, de travaux publics, de transports, de tourisme, de culture, de développement local et de gestion des crises, comme celle qui prévaut à Ghardaïa, pour ne citer que ces domaines et tant d'autres, négligés par le gouvernement actuel à savoir " les algériens de l'étranger ", " le service public " qui a été zappé sans explication aucune ou encore le secteur de " la jeunesse " géré, comme dans les années 70, par Abdelkader Khomri.

Aujourd'hui, l'intérêt général serait que tous ceux, du pouvoir ou de l'opposition, qui accepteraient de mettre en œuvre les mesures annoncées par le président de la République en Conseil des Ministres pour atténuer, un tant soit peu, cette crise qui s'annonce douloureuse pour les années à venir, même si les experts disent que l'Algérie peut tenir le coup deux années, voire plus, affichent leur disponibilité.

Dans une précédente contribution, nous avons appelé à " l'Union Sacrée face à la crise !

berait de faire le choix des hommes capables de l'accompagner dans sa mission de redressement de l'économie nationale. Qu'il prenne garde cependant, aux politiciens hors-sol, carriéristes sans expérience autre que politique et dont on voit les plus " brillants " spécimens truster le devant de la scène médiatique, l'éloquence au poing et l'aveuglement de l'ambition en guise d'armure, se manifestant à qui de droit !

Remaniera, ne remaniera pas ? Au président de la République de décider ce qu'il doit entreprendre, à l'aune de cette nouvelle année. En attendant, le manège des " premiers ministres " continue de tourner : qui va alors décrocher le pompon ?

Les réseaux sociaux se sont emparés des noms des ministres de l'Industrie Abdelmalek Bouchouareb, de l'Habitat Abdelmadjid Tebboune et de l'Energie Youcef Yousfi. On prétend que le premier nommé a le vent en poupe, le deuxième a été primé pour son bilan de réalisation de logements et le troisième remarqué pour son passage éphémère à la tête du gouvernement en remplacement de Sellal désigné alors, directeur de la campagne électorale du président.

Toutes ces rumeurs sont, peut-être, parvenues

***Dans le cas d'un remaniement, le gouvernement n'est pas, forcément, en déficit de confiance ; il a encore les moyens politiques de gouverner, son chef en l'occurrence le Premier ministre reste le même et seuls quelques ministres seraient concernés par le départ***

aux oreilles du président qui doit s'en amuser. Il pourrait même prendre plaisir à " jouer au chat et à la souris " avec tous ces prétendants déclarés ou pas. Fort de sa légitimité, il est, certainement en train d'observer tout ce beau monde s'agiter tout en espérant un regard ou un geste d'encouragement de sa part.

Tout comme l'ancien président François Mitterrand, avant de signifier son arbitrage en sa faveur, avait infligé à Michel Rocard un déjeuner Elyséen à suspense où il n'avait d'yeux que pour Pierre Bérégovoy, comme si c'était lui son choix ! L'ex-chef d'Etat Français expliquait alors, que " la nomination d'un premier ministre ne relevait pas de l'amitié, ni de la confiance, ni de la fidélité, mais de l'analyse d'une situation claire qui donnerait une petite prime pour... Michel Rocard ".

L'analyse de la situation politique et économique de l'Algérie, est-elle, suffisamment, claire au point où le président de la République donnerait une petite prime pour ... Ahmed Ouyahia ?

En attendant les algériens porteront leurs regards sur toutes les institutions du pays en se demandant si celles-ci vont, enfin, se mobiliser pour refondre notre modèle politique et doter le pays d'un système de gouvernance qui permette de le redresser, le relancer et défendre sa place dans le concert des nations.

C'est, en fait, le sens à donner à la refonte du système politique, qui passera, bien évidemment, par la révision constitutionnelle, la mise en place d'un mandat présidentiel unique, un septennat pourquoi pas, une réduction du nombre des parlementaires avec la suppression du sénat aussi budgétivore qu'inutile et un réaménagement territorial du pays où la décentralisation serait consacrée et le service public réhabilité, comme nous l'avons suggéré dans une précédente contribution.

Oui ! Nous avons le droit d'être bien gouvernés et la promotion de ce droit est une priorité absolue. Et ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'une politique du FLN, du RND, ou de ceux du " club de Zéralda ", c'est d'une politique qui crée la richesse, l'emploi, la justice et la sécurité et qui prenne en compte le long terme et les grands défis qui attendent l'Algérie du 21ème siècle.

A défaut, nous n'attendons rien du nouveau gouvernement. Ou si peu !



Ph.: Rachid K.

berté des cultes ; quant au ministre de la Pêche, c'est son bilan négatif qui l'accablerait.

Il y a aussi la participation des femmes du gouvernement que d'aucuns ne trouvent pas brillante, dans le sens où leur combat s'est ramollit à l'instar de la ministre de l'environnement qui a été transparente concernant sa position sur l'exploitation du gaz de schiste, celle de l'éducation nationale qui se fourvoie dans des questions secondaires comme par exemple, sa décision d'enquêter sur les élèves ayant dansé le " way way ", la ministre de la culture et sa position ambiguë autour de la polémique suscitée par le film " l'Oranais ", la ministre des TIC qui a entretenu la confusion concernant l'ouverture du capital d'Algérie Télécom et l'entrée de l'opérateur " Orange ", ou encore la ministre du tourisme et son adjointe en charge de l'artisanat qui n'arrivent pas à dépasser le stade du " constat " des secteurs dont elles ont la charge.

Peu importe, en réalité, les noms des ministres partants puisque les algériens se soucient

dans le protocole, comparativement aux ministres délégués. En ces temps difficiles, il n'y a pas de petites économies.

Il faut, tout de même se l'avouer, l'austérité dont se prévaut le premier ministre, actuellement, n'existe que dans le discours, et l'ancien président du FCE, Réda Hamiani, a tout à fait raison de répéter que " cette crise est venue nous rappeler que le monde de l'économie n'est pas fait que de dépenses publiques ; il est fait aussi, et surtout, de compétitivité et de concurrence, souvent très dures. Aujourd'hui, plus que jamais, a-t-il ajouté, il est nécessaire d'encourager les PMI/PME qui ont un rôle important à jouer, puisqu'il faut dire que chez nous, l'Agriculture et l'Industrie ne sont pas au rendez-vous pour apporter une contribution à la richesse du pays ! ".

Interrogeons-nous une fois encore : le remaniement, permettra-t-il d'aller dans la direction fixée par le chef de l'Etat, celle consistant à protéger des effets de la crise, les couches les défa-

", estimant que le pays, en ces moments difficiles a besoin de toutes ses énergies. Bien entendu, ce n'est pas facile, car cela revient, pour chaque Parti acceptant de faire partie du prochain gouvernement, à brutaliser son aile la plus conservatrice pour " décréter " une petite pause dans son pugilat avec le pouvoir et aider, ainsi, le pays à s'en sortir !

Il appartient, maintenant, au président de la République d'oser des ouvertures en direction de l'opposition, même si pour certains de ses membres les plus radicaux, il n'est pas question de " se brûler les ailes " en acceptant de participer à un gouvernement qui se trouve dans une situation extrêmement difficile. L'histoire jugera les uns et les autres car, dans l'urgence d'aujourd'hui, on pourrait admettre qu'il existe des choses plus urgentes et plus importantes que celles consistant à exiger une période de transition ou des élections présidentielles anticipées !

Au premier ministre, quel qu'il soit, il incom-



# L'année 2015 : Une austérité à relativiser

Une nouvelle loi de finances est entrée en vigueur le 1er janvier 2015. La mise en vigueur de cette loi a été signée par le président de la République le 30 décembre 2014. Comme c'est admis, tout en étant un acte juridique, la loi de finances est aussi un acte politique et singulièrement économique.



Par Driss El Mejdoub

Il est admis qu'elle définisse les transferts et affectations des ressources nécessaires à la réalisation des projets structurants retenus ou à achever. Elle fonde ses arrêts sur les prévisions des ressources et sur les recettes fiscales comme elle définit en même temps les charges de fonctionnement des institutions de l'État et de leurs démembrements. Et ce pour l'exercice 2015.

C'est l'occasion de définir ou redéfinir les ressources et les dépenses prévisionnelles relatives à l'ensemble des comptes. Dans cette perspective, la gouvernance financière veillerait donc à un équilibre budgétaire prévisionnel en cohésion avec ses moyens financiers (ressources). Les moyens financiers de notre Pays sont générés essentiellement par les ressources pétrolières et la fiscalité. Il semble que tous ces calculs soient élaborés sur la base référentielle de 37 dollars le baril de pétrole alors que ce baril est atteint d'une baisse de plus de 50 % de sa valeur de juin 2014. Nos ressources pétrolières sont liées aux comportements économiques et acteurs du marché international du pétrole.

Le négoce et les manœuvres internationales réduisent souvent les champs d'influence de notre Pays sur le cours du prix du baril alors que le financement de nos engagements en reste lié. Ce qui n'est pas le cas pour l'Arabie Saoudite ou le Koweït. L'économie des Pays comme l'Arabie Saoudite et ses alliés notamment du Golf ne semble pas inquiétée par la chute des prix de baril. Membre très influent de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) l'Arabie Saoudite (et ses alliés) a mis toute son influence à la réunion de Vienne du 28/11/2014, pour faire éclater les espoirs de l'Algérie qui a misé fort sur cette réunion pour stopper la tendance baissière du cours du Pétrole.

L'Arabie Saoudite a fait encore mieux ; elle a été jusqu'à cautionner la perte de la valeur du baril durant l'année 2014. Saudi Aramco continue à annoncer la baisse des prix de son pétrole vers l'Asie et vers les États Unis. Une telle attitude, eu égard au péril encouru par les économies de bon nombre de pays dépendant de la rente pétrolière, fait dans une indifférence qui s'éloigne du mode de fonctionnement consensuel et de la raison d'être de l'OPEP. Le ministre du pétrole de l'Arabie Saoudite affirme que freiner la baisse du cout du baril est " une logique tordue ". Sa logique est qu'il n'est pas raisonnable que "des producteurs à haut rendement réduisent leur production, alors que ceux à faible rentabilité continuent à produi-

re". "Si je réduis (la production), qu'advient-il de ma part de marché ? Les prix vont remonter mais les Russes, les Brésiliens et les producteurs américains de pétrole de schiste vont prendre ma part" C'est le membre influent de l'OPEP qui paralyse ainsi l'action de l'OPEP en augmentant sa production à plus de 9,6 millions de barils par jour sur les 76,053 Mb/j de la production mondiale. L'Arabie Saoudite raisonne non pas en augmentation de cout du baril et en veillant à une meilleure recette financière mais en préservation de sa part du marché quelque soit la baisse prix du pétrole au dépens des autres producteurs. "Nous sommes le producteur le plus efficace " rappelle-t-il. Est-ce rationnel de miser sur l'augmentation quantitative de la production plutôt que sur le prix? dans la logique du Ministre Saoudien la réponse est unilatéralement affirmative. Mr Ali Nouaimi affirme "Il n'est pas dans l'intérêt des producteurs de l'OPEP de baisser leur production, quel qu'en soit le prix.

Même s'il descend à 20, 40, 50, 60 dollars, c'est hors de propos.. L'Algérie (1,484 M b/j) est membre de l'OPEP. Les autres membres de l'OPEP, tels que l'Iran ( 3,200 Mb/j ), l'Irak (3,054 Mb/j ), le Venezuela (2,3 Mb/j), le Nigéria (2,369 Mb/j), l'Angola (1,784 Mb/j), la Lybie (0,9 Mb/j) et l'Équateur (0,526 Mb/j) qui avec l'Algérie produisent 15,617 millions de barils /jour soit 48,3 % de la production de l'OPEP, sont-ils engagés par l'affirmation de Ali Nouaimi ? Il semble que non. En effet la résolution de maintenir la production de l'OPEP à 32,34 millions de barils /jour va beaucoup plus dans le sens de la consolidation commerciale du pétrole des États Unis que dans le sens du consensus de l'OPEP.

L'argument fondé sur la singularisation de la découverte et exploitation du pétrole de schiste sert l'Arabie Saoudite à engendrer une politique commerciale en conformité avec celle des producteurs des 70% de la production mondiale assurées par d'autres pays que l'OPEP.

Le Venezuela affirme que c'est " la guerre du pétrole ". La réaction du Venezuela a été de proposer son pétrole sous la barre des 50 dollars le baril. Ce qui ne surprend plus, c'est la préoccupation de l'Arabie Saoudite qui est de veiller à sa position de fournisseur privilégié sur le marché international quel qu'en soit le prix. C'est de bonne politique mais l'OPEP a-t-il raison d'exister ? Pour appliquer leur politique pétrolière, l'Arabie Saoudite et ses alliés naturels n'attendent rien de l'OPEP. Ils ne rêvent pas ; ils ont les moyens de leur politique Avec ses alliés naturels du Golf, Qatar (1,553 Mb/j), Koweït (2,65Mb/j) les Émirats arabes unis (2,82 Mb/j), ils assurent à eux seuls les 51,6 % de la production de l'OPEP correspondant à 21,95 % de la production mondiale.

A elle seule l'Arabie Saoudite produit 12,7 % de la production mondiale. Mais l'attitude de l'Arabie Saoudite n'est pas la seule à avoir contribué à la baisse du cout du baril. Les grandes économies à fortes consommation de pétrole qu'elles ne produisent pas, ont dans leur majorité, été confrontée à un recul de leurs croissances respectives. A l'exception de la chine leurs croissances respectives se sont installées et pour une durée prévue longue, entre 0,1 et 3 %. Pour freiner cette décroissance les différents gouvernements se sont imposés des mesures qui convergent toutes vers la réduction de la consommation du pétrole et vers la redéfinition du dispositif fiscal d'une part et social d'autre part.

D'où la tendance baissière des couts du pétrole. Ces crises économiques ne toléreraient pas de si tôt la reprise du prix du baril. Elles ont trouvé pour cela un allié de taille, membre influent de " la famille " OPEP, qui partage l'intérêt de faire échouer toutes tentatives de réduire la production de l'OPEP ; autrement le dispositif réactif de ces gouvernements aurait été inopérant.

A cette cadence, les exportations du pétrole algérien qui contribuait à plus de 40 % du PIB réduiraient fortement les recettes nationales. Une telle prévision conforterait l'incertitude sur les élaborations budgétaires de l'exercice 2015. Qu'advient-il des grands projets engagés par l'Algérie et du plan quinquennal (environ 260 millions US \$) ? Qu'advient-il de " l'assistanat " social auquel se sont habitués nos velléitaires ? Sans se confondre dans la panique, ce questionnement est légitime. Le Président de la république a effectivement réagi avant de signer la loi des finances 2015. Il n'a pas hésité à consacrer un conseil restreint pour instruire les auteurs de la loi des finances 2015 à revenir à une meilleure prévision et à un réalisme qu'on n'aurait jamais du et depuis longtemps s'en départir. Gérer c'est prévoir. C'est le simple principe de ne s'engager financièrement qu'en deçà de ce qu'on gagne. Un Conseil restreint initié et présidé par le chef de l'État pour rappeler à la gouvernance de la finance nationale de moduler ses " assurances " quand à la rigueur des équilibres financiers. Un tel Conseil renvoie la gouvernance financière à revoir ses prévisions.

Par quelle valeur ajoutée sont préfinancés les 13% d'augmentation des importations ? Ni la population (consommation), ni les équipements structurants n'ont accru en une année de 13 %. Ce n'est certainement pas les prix d'acquisition eu égard à la parité qui expliquent la nécessité d'importer 13 % de plus alors que l'excédent commercial a baissé de 39 % par rapport à l'exercice 2013. L'observation récurrente depuis plus d'une génération, celle de discourir que les exportations hors hydrocarbures doivent contribuer à une meilleure balance commerciale, acceptable et libérée de la tutelle des recettes d'hydrocarbures, devient une urgence exécutoire.

Importer 58 milliards de dollars US et exporter hors hydrocarbures 2,5 milliards de dollars US, n'est ce pas irrationnel ? C'est tout au moins hasardeux. Un comportement de riche avec les moyens de pauvre. Les entrepreneurs avaient, à leur avènement depuis l'année 1995, pour vocation de créer les emplois et la valeur ajoutée. Qu'en est-il ? Nous exportons toujours moins de 3 milliards de dollars US. Ces " créateurs de richesses " se sont convertis dans leur majorité (en valeurs traitées) en importateurs.

L'exception confirme " la règle ". L'expérience ANSEJ relève de l'effort d'accompagnement de l'État. L'ANSEJ devait réhabiliter la notion de travail ou créer le un ou deux millions d'emplois attendus au moment où le prix du pétrole chute (et pour longtemps) de plus de 50 % de sa valeur de 2013. Quel est le taux d'appartenance des promoteurs ANSEJ au sein de cette fédération d'entrepreneurs qui se réfugient dans la revendication d'un marché financier en ignorant totalement l'existence d'une bourse d'Alger à laquelle ils n'adhèrent pas. Ces mêmes opérateurs nationaux parlent brusquement de " l'austérité ".

Mais une politique d'austérité est cette " politique économique qui vise à réduire l'ensemble des revenus disponibles pour la consommation par le recours à l'impôt, au blocage des salaires à l'emprunt forcé, aux restrictions des crédits et au contrôle des investissements ". Les salaires ne sont pas touchés ! mieux encore, ils ont augmenté. La consommation n'est pas atteinte !

Le dispositif fiscal dans ses grandes lignes n'a pas varié ! Mais Est-ce de l'austérité que de rappeler aux entreprises et aux opérateurs nationaux que, depuis longtemps, ils ne répondent plus à la demande nationale mais favorisent et défendent les importations tous azimuts ? Est-ce de l'austérité que ces opérateurs sachent qu'ils font dans l'inflation quand ils optent pour l'abandon de la production locale? Est-ce de l'austérité

quand le statut financier de l'Algérie reste encore solvable ? Est-ce de l'austérité que de veiller à ce que la dette publique intérieure soit moins de 8 % du PIB ? Y a-t-il austérité si chaque velléitaire vivait de ses moyens autrement dit du produit de son travail ?

Est-ce de l'austérité que de se remettre en cause et se consacrer à réaliser les capacités de production au dépens de l'importation ?

Pousser à un standing en harmonie avec ses moyens n'est pas austérité. Rappeler qu'un standing de vie est pléthorique quand il n'est pas justifié, n'est pas austérité. Est-ce austérité que de justifier l'acquisition d'un logement de 120 m² contre 1400 fois le SMIG ? Est-ce austérité que de réduire les préfinancements massifs des importations de ce qui n'est pas prioritaire? Revoir à la baisse les 7,6 milliard de dollars d'importation de véhicules n'est pas austérité.

Il n'est pas austère que de décider de repenser la structure des investissements en révisant les priorités et consacrer l'investissement effectivement productif en rapport avec la demande du marché.. Est-il austère en ces temps que de s'interroger sur le seuil de référence à 37 dollars le baril pour élaborer une loi des finances ? Il n'est pas austère que de faire dans la tradition d'un budget déficitaire pour recourir aux prélèvements dans le Fonds de régulation des recettes.

Une contraction de ce fonds de régulation de 5238 milliards de dinars à fin 2013, à 4773 milliards d DA à fin juin 2014; Est-ce une austérité ? Les opérateurs économiques font ils dans l'austérité quand ils restent passifs devant le rapport (Oct.2014) de la Banque d'Algérie : "Les réserves officielles de change se sont contractées à 193,269 milliards de dollars à fin juin 2014, après une progression au second semestre de 2013 à

**Qu'advient-il des grands projets engagés par l'Algérie et du plan quinquennal (environ 260 millions US \$) ? Qu'advient-il de « l'assistanat » social auquel se sont habitués nos velléitaires ? Sans se confondre dans la panique, ce questionnement est légitime**

194 milliards de dollars en fin de période."

Il n'est pas austère que d'admettre que des restes à réaliser de 900 milliards de DA au titre de la TVA, de plus de 400 milliards de DA au titre de l'IRG, de 260 milliards de DA au titre de la TAP et de 110 milliards de DA au titre de l'IBS soient des manques à encaisser pour le trésor public au moment où les 70 % des recettes fiscales provenant de la fiscalité pétrolière ne soient plus garanties.. C'est un décaissement déguisé et indu. Il est effectivement non austère que de rappeler que les impôts doivent retrouver leur vocation de deuxième ressource financière en mesure de compenser le manque à gagner pétrolier. Est il austère que de réorienter l'importation du thon rouge, du merlan, de la sardine, des crustacés, des crevettes et des langoustes vers la réhabilitation de notre production halieutique? Est il austère que de traquer cette flotte halieutique qui se reconvertit au large des 1400 Km de cotes nationales, en pourvoyeurs des chalutiers espagnoles de ces mêmes produits faisant ainsi dans l'inflation nationale des prix du poisson ? Il n'est pas austère que d'investir sur une contribution de 1400 Km de cote sur une mer encore poissonneuse quoiqu'on en dise.

Est-il austère qu'après avoir mobilisé les aides de l'État, l'agriculteur se transforme en importateur de pommes de terre, de tomates, d'oignons d'échalotes, de choux-fleurs, de carottes, de navets, de laitue, d'haricots, de fèves etc. ? Est-il austère que de reconvertir nos terres (à ne pas confondre avec les terres arides de l'Arabie Saoudite) en espace bétonné ?

Pour ménager notre velléitaire de son austérité et le soulager, il ne manquait que d'importer les ananas, les avocats, des orange, des clémentines, du citron, du raisin, la pastèque, le melon, les pommes, les poires, les abricots, les pêches, des fraises Mais ces produits étaient d'une qualité si excellente qu'ils faisaient de l'Algérie un grand exportateur.

Est il austère que de réhabiliter cette production sur nos terres ? Il n'est pas austère que d'admettre qu'acheter et vendre un retard pour les ambitions nationales.

La santé, l'industrie à valeur ajoutée forte, le tourisme et la recherche et développement des applications industrielles sont des vecteurs d'investissements à prioriser Le premier semestre 2015 verra le prix du baril de pétrole bradé à 40 dollars US. Il voisinerà la référence budgétaire de 37 dollars. A cet effet il convient d'admettre que par le Conseil ministériel restreint, le Chef de l'État a non seulement exprimé ses réserves mais rappelé la responsabilité des hommes et des femmes de la gouvernance financière sur le devenir proche de notre économie et sur la solvabilité du Pays.



# L'igloo



Par Bouchan  
Hadj-Chikh

**I**l y a l'Organisation de la Coopération Islamique, qui regroupe 57 États fondée le 25 Septembre 1969, façade ravalée le 28 Juin 2011. Elle s'est donnée pour objectif de « promouvoir la solidarité entre les États membres ; prendre toute mesure pour aider à la paix et à la sécurité internationale fondée sur la justice ; coordonner les efforts de sauvegarde des lieux et appuyer la lutte du peuple de Palestine et l'aider à récupérer ses droits et libérer son territoire ».

Vous conviendrez que, pour ces deux organisations auxquelles nous appartenons, il y a beaucoup à faire, non ?

Hé bien non. Il ne faut pas les déranger. Elles hibernent ces dernières années. Le monde dit arabe a beau être à feu et à sang, au sens propre, les Palestiniens ont beau crier, hurler, se battre chaque minute de leurs vies, écrasés par le régime d'apartheid sioniste, rien ne le fait bouger. Même quand les enfants sont brûlés vifs lors des bombardements.

L'Islam, lui, a été fossilisé au lieu d'être ce qu'il est, une religion de progrès et de science. Comme il le fut. Rien n'y fait. Les fonctionnaires de ces institutions fonctionnent, en roue libre, comme si de rien n'était.

Lors des premières attaques meurtrières contre cet espace politique, qui avait pour nom Algérie, l'OCI a ouvert un seul œil, le temps de qualifier d'« anti islamiques », en Janvier 1998, les massacres, recommandant d'aller nous adresser ailleurs, en d'autres termes prendre langue avec l'Union Européenne qui exprima « le désir de participer à la recherche d'une solution de crise ». Ce qui reconforta l'OCI qui replongea dans son sommeil pour se réveiller, brutalement, cette fois en Septembre 2011, pour condamner les « actes brutaux et criminels » après les attaques contre le World Trade Center. Là, il fallait hausser le ton, en effet.

**P**our être juste, il faut préciser que le communiqué, issu à cette occasion, précisait qu'il fallait distinguer ces actes de ceux que justifient une résistance populaire vouée à la libération de l'occupation et du colonialisme. Ne pas appuyer sur ce point eut été suspect, en effet, prêtant à toute sorte d'interprétation et de liens entre l'Organisation et les intérêts occultes. Donc, depuis, l'OCI regagna son lit.

La ligue arabe, elle – qui ne s'est pas beaucoup distingué lors des attaques brutales contre les peuples irakien, yéménite et libyen, offrit un show télévisé à la communauté internationale. Un Muppets Show revu et corrigé. Un spectacle désolant lors d'une de ses réunions au cours de laquelle le représentant irakien traita son collègue du Golfe de « traître et de fils de chien ». Pas moins.

La supernova arabe venait d'exploser et de rendre l'âme.

Pendant ce temps là ? On construisait des immeubles dans les territoires palestiniens pour conforter l'occupation, des drones abattaient femmes et hommes au Yémen, en Irak, en Syrie, en Afghanistan. On écarquillait les yeux devant les événements qui bouleversèrent la donne en Tunisie, on assassinait deux leaders, l'Irakien et le Libyen. Trois, en fait, puisque le président de l'OLP, M. Yasser Arafat, disparaissait bizarrement d'un mal inconnu après un confinement dans la Mouqata3a. Sans que personne n'interroge les Institutions Internationales et les fora mondiaux sur ces situations inqualifiables.

Ni la Ligue Arabe ni l'OCI.

**A**u sein de ces organisations, il s'en trouvait qui offrirent des bases et des facilités d'appui à des attaques militaires des États Unis et de certains pays européens contre les peuples irakien et Libyen. Et d'autres. Au nombre desquels on compte l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis et la Jordanie. Des monarchies pur jus qui ne voulaient plus entendre parler des « républiques » qui leur faisaient de l'ombre en plein désert intellectuel.

**Il y a la Ligue arabe. Qui regroupe vingt deux États. Fondée le 22 mars 1945. Enfant illégitime né dans l'esprit britannique pour contrer l'empire turc avec, pour exécuter, les populations bédouines d'Irak et d'Arabie. Elle a son siège au Caire. Elle prétend « affirmer l'unité de la nation arabe et l'indépendance de chacun de ses membres ».**



Pour celles-là, on créa Al Qaida, puis Aqmi et, tout récemment, un Califat – il ne manquait plus que ces derniers pour bien mesurer le bond en arrière. Toutes ont, pour feuille de route : ébranler les systèmes politiques pour jauger leurs capacités de résistance. Et si ces pays résistent aux chocs, les entraîner dans une période de glaciation sans « sortie » possible. Parier sur le pourrissement en somme. Ou sur un alignement – bras en l'air – sur les thèses occidentales, notamment américaine. Ce qui fut fait.

**A** corps perdu un pays négocia le virage au risque de déraiper et perdre le contrôle du système. Et nous y sommes. Taquiné aux frontières – une autre monarchie demeurée indemne de tous ces mouvements de contestations. Vigilante quant à l'évolution politique et sécuritaire en Tunisie et en Libye, anxieuse de sécuriser des longues frontières sahariennes, le pays vit sur le qui-vive permanent, gérant les affaires au coup par coup, consacrant une grande part de ses ressources au sur-armement. Plus rien ni personne ne bouge. Dans cet espace, espace de glace, nous construisîmes notre igloo, évitant les infréquentables états qui pourraient nous entraîner dans des déserts de soif.

**E**n pâture, tout ce qui compte d'intellectuels fut convié à discuter toutes les options possibles pour éviter les sombres lendemains. On s'aperçut que nous étions un pays béni, qui tirait, de la nature donc, toutes les ressources, à ne rien faire. Ainsi 98 pour cent de ses ressources sont destinées à la nourriture de sa population et à « investir » tous azimuts en ouvrant ses

marchés aux pays occidentaux. Une République Emirat, en somme, qui se glorifie d'avoir, sur son sol, une tour élevée par des sociétés étrangères sur des calculs d'experts, eux aussi étrangers, grâce à la main-d'œuvre pakistanaise exploitée. Payés en dollars américains.

**A** regarder de près, en termes d'investissements et de réalisations, nous n'avons rien à « envier » aux pays du Golfe. Sauf un territoire et une population beaucoup plus importants. Peuple exigeant, à juste raison, mais que l'on ne mobilise pas sinon en lui programmant un feuilleton d'une longueur record sur de « passionnantes » histoires de crises de palais et de lutte de pouvoir.

Ca craint, je vous dis.

Ce qu'il nous reste ? Parier sur une sortie de crise. Douce, disent ceux qui ne sont pas sourds. En occupant un ancien premier ministre à synthétiser, à vide, les propositions des représentants des partis politiques en vue de la refonte de la Constitution. Celle qui ne passionne plus personne et que l'on a fini par mettre dans un tiroir. Parce que la crise du baril de pétrole, dégingolant, nous prend à la gorge.

**L**es Zaouias, pendant ce temps, prospèrent et placent leurs candidats pour faire passer leurs messages dans la cacophonie. La discipline laïque nous est étrangère. La fonction de contrôle, à tous les niveaux, dans les rues et les unités de productions, dans les institutions, sommeillent, elles aussi. Des ONGs, liées à la Banque Mondiale, au FMI et autres instituts, sautent sur le pont pour proposer des solutions ficelées

« Elles ne sont pas nées chez nous mais il faudra bien leur faire confiance », nous sur-sur-t-on. Et les tenants de la ligne de Novembre sont qualifiés de ringards. Aux thèses et propositions obsolètes.

Dites, on s'en sortira quand ? Qu'attendons-nous ?

C'est pour quand le réchauffement de notre planète politique ?

En tardant, il sera brûlant. Vous le verrez quand vous aurez cessé de plonger votre nez sur les traitements politiques de bas étage pour décider d'observer ce qui se passe autour de nous, dans le monde. Les nouvelles alliances économiques et politiques que nous ignorons superbement, nous, courant toujours, avec un tour de piste de retard, encore et toujours, derrière des médecins nommés FMI et Banque Mondiale.

**C**eux qui ont vécu les massacres de Sétif et de Kherrata, la guerre d'Indochine et la victoire décisive de Dien Bien Phu, ont levé la tête pour se demander où nous en étions. Ces gens là, les « ringards » d'aujourd'hui - porteurs de thèses prétendument obsolètes, obstinés à répéter que la terre et ses richesses, son sous-sol appartiennent à tous – ne sont plus écoutés. Les survivants ou leur progénitures politique vous diront qu'ils ont levé le nez pour tenter de comprendre ce qui se passe dans le monde avant de replonger dans le sommeil qui leur est imposé.

Ils ne sont pas tous de ce monde. Partis avec le goût d'inachevé. Une « Ghouda » au fond de la gorge, diraient-ils. Avec pour derrière image, des pays qui émergent, pendant que d'autres immergent.

Chaque jour davantage.



# Les harraga du web

Par Hamid Dahmani

**C**es jeunes au courage du lion, sont les dignes fils des grands navigateurs arabes qui dans un temps passé lointain sont partis de ces mêmes cotes pour la conquête de nouvelles terres dans des bateaux solidement armés pour faire parvenir la civilisation arabo-musulmane en Europe et ailleurs. Embarqués dans la nuit dans l'obscurité dans des embarcations hasardeuses, ils prennent tous les risques de futurs naufragés. En pleine mer ils n'ont que leurs prières et leurs grand courage pour les accompagnés.

Et dans le noir de la nuit et au milieu des vagues qui viennent secouer la barque chargée de désespoir, chaque « Harrag » doit sûrement se dire dans la tête que la misère est dorénavant derrière moi et que bientôt la liberté et la chance me souriront.

Et comme chaque jour qui passe aujourd'hui, le nombre des malheureux « Harraga » augmente et la mer méditerranée surprend et emporte chaque jour de nouvelles victimes des aventuriers maritimes, qu'on surnomme les « Harraga » (clandestins à l'émigration).

Utilisant des moyens de transports vétustes, ces voyageurs d'infortunes sont des jeunes algériens sans travail qui rêvent du bien être de l'occident.

Ces candidats face au désespoir montent à l'assaut des côtes européennes dans de petites embarcations fragiles et usées, défiant la mort et obstines par un seul objectif, se sauver ou périr pour échapper à la misère qui leurs colle à la peau. Des misérables qui aspirent à une vie meilleure proche de la dignité humaine.

**D**es jeunes, des adultes, des femmes et des enfants qui ont investi tous leurs biens font partis de ces voyages périlleux et risqués à la recherche d'une nouvelle patrie plus généreuse.

Ces voyageurs mal-aimés, sont des sans papiers, lorsqu'ils ont la chance d'accoster sur la rive européenne ces « Harraga » sollicitent la solidarité, le travail ou l'asile.

En parallèle ont se souvient d'une époque chargée d'histoires pas très lointaine que le même scénario, s'était déroulé de l'autre côté de la rive méditerranéenne ou des « Harraga » bien préparés à l'occupation ont utilisés la même procédure et le même chemin que les « Harraga » modernes, par la mer pour venir accoster et conquérir nos terres.

Violant nos frontières avec des bateaux armés et remplis de soldats, ils ont débarqués contre notre volonté et par la force des armes, nous ont occupés et pillés durant plusieurs décennies et dépouillés de nos richesses en déportant nos parents vers des territoires inconnus et nous privant de notre bien le plus précieux, notre liberté.

Aujourd'hui que ces « Harraga » sont dans le besoin et dont l'avenir est très incertain dans leurs états par la faute des ex-colonisateurs qui n'ont semés que le désespoir et la dévastation parmi ces peuples fragiles et abandonnés qui souffrent de ces terribles conséquences à ce jour.

**L'**Europe oublie son devoir de repentance et de réparation envers ces malheureuses victimes en manque d'assistance. Pire, cette dernière ferme ses portes et reste intransigeante sur le sujet et demeure indifférente à l'appel de détresse de ces émigrants indésirables qui n'ont de solution qu'« El Harga » au risque de courir tous les dangers...

« Ya el bahri dini maak le bled enour, rani fi bledi ghir mahgour »

Entretemps, une nouvelle vague de harraga virtuel sans flouka est apparue avec l'ère de l'électronique, c'est celle du web. Une route clandestine empruntée sans risques majeurs pour l'existence des nouveaux harraga qui préparent leur futur émigration pour s'installer du côté la rive sans dommages. Ils farfouillent partout sur internet jusqu'au petit matin et lancent des messages, font des annonces, communiquent sur

La mélancolie est la proie idéale de l'irréparable. Cette douloureuse tristesse concentre en elle-même tous les synonymes de l'amertume et de la misère qui poussent des jeunes à quitter le pays un par un en empruntant la voie maritime clandestine.



des espacent pour chercher l'âme sœur qui les aidera à obtenir le visa salvateur. Pour cela les guetteurs virtuels de web sont sur le qui vive sur la toile. Ces nouveaux harraga embarqués sur le net sont à la recherche de chattes abandonnées. Ils tchatent et chouf pendant des heures sur Internet pour attraper des « chattes » miauleuses et gourmandes. Ils fouillent les forums traversent les frontières et bavardent sur des espaces pendant des nuits blanches sans visa pour trouver une petite chatte grâce à la tchatte. Sur le web toutes les chattes sont blondes lorsqu'on les carresse dans le sens du poil nordique. L'Internet c'est la fourrière des chattes universelles abandonnées.

Tchater avec la zone euro, pour gagner une chatte roumia-zina gratuite.

«Avis a toutes les chattes du web atlantique « candidat à la hargia via le web arabe recherche chatte « schengenica » pour

échanger des idées et des « timbres poste » tu parles ! Cela m'étonnerait, « Miaou ! Miaou ! El-harba, ya el-gat ! » Chat de gouttière échaudé recherche chatte a réchauffée. Gros matou de oued chlef, cherche chatte de compagnie pour lui refouler le mistigri. Un tchateur sachant tchater et frimer gagnera une « gatta » épilée en boudruche.

Vieille chatte sourde et édentée achète gros matou même castré en euro. Miser et gagner à la loterie de l'euro-canine des Petites chattes siamoises thaïlandaises non séparées. Bengatta le refoulé veut se défouler avec sa petite souris. Minouche la sainte nitouche recherche le chat botté.

Jeune minet recherche sa future minette... chatte à tête nubienne fait le dos rond près de la momie de Nerfertiti, « bech, bech ! » La chatte antique et le pharaon s'éclate dans la pyramide.

Navigue sur le web, pénètre sur le forum

et inscrit toi sur « fessebook » et a toi le cadeau. Une «Gatta-parisienne» d'occasion qui sait dire, « encore... ! Encore. ! Chéri.... » Echange hérisson-rasé contre chatte-coquine touffue. Miaou ! Miaou ! Vive el-harraga du net. Cat anglaise en solde pour célibataire « m'torni » Gato Italienne pour quinquagénaire fatigué.... Katz Allemande .....mmm ! C'est pour moi Schneil Reich ! kapot !mein liebbling

Gatta masria exciser, cherche manoeuvre ou maçon soudanais pour ravalement et crépissage de la façade arrière, coté gouttière. La chatte scalpée, sort ses griffes pour faire les douces caresses. La chatte aux poils bottelés a téléchargée. Le chateur à neuf queux cherche avion charter pour débarquer à Orly. Célibataire endurci en panne habitant la région de boufisse (Beaufils, centre de détention colonial) chlef, cherche partenaire félide pour ronronner en duo...

## Le divorce pour faute

Par Fayçal Megherbi\*

**A**vant la loi de 1975 - n° 75-617 du 11 juillet 1975 portant réforme du divorce, la procédure de divorce pour faute était la seule manière de divorcer. Depuis, d'autres formes de divorce ont été prévues. La loi de 2004 - no2004-439 du 26 mai 2004 vise à simplifier les procédures de divorce- a mis en place le principe du divorce consensuel.

Toutefois, le divorce pour faute est toujours pratiqué dans le cas où il est difficile de trouver un accord entre les conjoints.

Ce type de divorce, le consentement mutuel, est plus difficiles à aboutir entre des seuls conjoints, forcément passionnés.

En matière de compétence d'attribution, c'est le tribunal de grande instance (TGI) qui est compétent. Un juge de ce tribunal est délégué aux affaires familiales (Juge aux affaires familiales (JAF)).

La postulation de l'avocat est obligatoire. La présence des avocats aux côtés de leurs clients permet souvent d'aboutir à un divorce par consentement mutuel.

### LE DIVORCE POUR FAUTE :

L'article 242 du Code civil stipule les termes suivants pour présenter les caractères de la faute : Il s'agit de « violation des devoirs et obligations du mariage ».

Les fautes peuvent aussi avoir été commises à l'encontre des enfants et des beaux-parents.

Deux critères sont examinés par le juge: La « gravité » de la violation et l'aspect de rendre « intolérable le maintien de la vie commune ».

### QUELQUES EXEMPLES DE FAUTE :

Les violences conjugales ; une mauvaise humeur quotidienne ; le manque de respect (disputes et injures) ; non-respect du devoir de loyauté ; l'adultère a perdu son caractère déterminant mais peut constituer une faute dont les juges apprécient la gravité de l'acte ; pratiques abusives perturbant la vie familiale (Imposer une religion ou une

liberté de conscience à l'autre conjoint, l'exercice d'une activité syndicale, les relations amicales, ...) ; Absence de relations sexuelles ; selon les circonstances, le fait de quitter le domicile conjugal ; ...

### LES MOYENS DE PREUVE :

La preuve est libre et se fait par tous moyens.

Le juge examinera la requête en demande de divorce selon son intime conviction ce qui peut entraîner une jurisprudence quelquefois problématique.

\*Avocat au Barreau de Paris





# Le mondialisme, ce mal planétaire

«Pourquoi les innocents doivent-ils subir les conséquences d'un monde dérégulé?»

Anonyme

Par Kamal Guerroua

«N'ayez pas peur!» c'est par ce cri de cœur que le pape Jean-Paul II (1920-2005) aurait commencé en 1978 son discours d'investiture devant les foules rassemblées près de sa résidence au Vatican, trois décennies plus tard, l'humaniste et résistant français Stéphane Hessel (1917-2013) lui aura répondu, véhémentement, en écho *«indignez-vous!»*. Deux situations contradictoires mais également deux expressions assez récapitulatives de l'état d'un monde en métamorphose accélérée et surtout en souffrance psychique aiguë. En revanche, si le brûlot de Hessel est devenu en un laps de temps très court *un best-seller* ayant traversé tous les continents de la planète, la parole du pape n'a guère convaincu grand-monde! Entre l'assurance du premier et l'appel à la révolte du second, il y a sans doute un long espace en pointillés, ponctué de questionnements existentiels complexes. Mais l'humanité est-elle à ce point condamnée à aller à vau-l'eau pour que des belles âmes haussent le ton, rassurent ou tirent la sonnette d'alarme? Il est vrai par ailleurs que, partout aujourd'hui, on crie au feu. Car, ce sont les mêmes rengaines défaitistes qui reviennent, les mêmes inégalités qui sévissent dans le corps des sociétés, les mêmes guerres qui fauchent des vies humaines et spolient des peuples de la paix et de la prospérité, les mêmes craintes de l'incertitude qui circulent, les mêmes faiblesses face au pouvoir de l'argent-roi qui déterminent les choix stratégiques des chancelleries et des gouvernements, les mêmes incidences des catastrophes naturelles et des famines qui rétrécissent les lueurs d'espoir, etc.

La précarité *«macdonaldisée»* sur le style américain a refroidi les foyers, la légèreté de l'homme superficiel *«light man»* a ravi la vedette à la profondeur de l'honnête homme, l'intimité (personnelle, conjugale, couple, etc..) est profanée par le zèle technologique moderne, un clic sur un simple clavier d'ordinateur promet en quelques secondes des merveilles et évapore l'instinct de curiosité et de recherche qui habite l'homme classique d'hier. On dirait que l'envers du virtuel s'en donne à cœur joie dans la médiocrité, s'octroyant par procuration un certificat de bonne gestion de notre quotidien avec toutes sortes de prévenances. N'est-ce pas un crève-cœur de constater que nos vies se drapent éhontément de ce cache-sexe transparent de la vérité? Quasiment plus aucun humain n'est, de nos jours, à l'abri de la tornade médiatico-hystérique. L'analphabétisme a changé de vocation, de paramètres et de critères, la lecture et la découverte sont parasitées par l'immédiateté du visuel. Le diastole, le systole, les pulsations, les affects et les impressions du monde sont tributaires des performances du *«high-tech»*, le software (quotient intellectuel) est trop mal estimé, mesuré de surcroît par les bizarreries comportementales et vestimentaires, les hétérogénéités du langage sont une preuve de performance, la télé-réalité et les show-business sont une actualité-tendance qui enregistre des records d'audience auprès d'un public frustré des *«buzz»*, etc. Hélas, on s'émeut moins d'un cataclysme climatique qui pourrait grever l'avenir de toute notre descendance par rapport à un fait divers nauséux d'une starlette décervelée. Aussi, peu importe au grand public le sort tragique d'un clandestin sur un paquebot de fortune

en quête d'un ailleurs meilleur, noyé dans l'océan, les sandales vomies par les flots et le corps offert comme un délice aux requins quand, en revanche, tous les regards sont braqués sur le dernier voyage de noces d'un acteur hollywoodien ou les photos *«topless»* d'une célébrité délurée! L'humanité n'a, semble-t-il, pas divorcé d'avec l'âge de l'insouciance, celui de l'adolescence. De même, les modèles anciens de la famille sont rejetés, les nouveaux pas encore, ou très peu assimilés, les nations atrophiées parlent du post-modernisme alors que d'une part elles cherchent à se constituer en carapace et d'autre part affirment être tentées par l'aventure d'une globalisation qui n'a rien à voir avec la modernité. Les métastases sont là, au stade du cancer et une vive impression du déjà-vu et d'épuisement général froisse les esprits. L'angoisse existentielle est partout et nulle part, elle se parseme dans les usines, les écoles, les transports, les bureaux, les ateliers du travail, les cafés ou les rues. Bref, les problèmes se ressemblent et les craintes futuristes sont universelles.

En même temps, les artistes de la démagogie et des polémiques tournent autour du pot, marchant à côté de la plaque tournante du hic. Leurs euphémismes cachent un racisme primaire insupportable, forçant des communautés entières à l'auto-isolement. Les politiques, quant à eux, n'ont plus les moyens de leurs ambitions face à une économie mondiale de plus en plus privatisée. Ce qui présuppose le dessaisissement des Etats de leur pouvoir protectionniste au profit des multinationales attirées par le bénéfice et le lucre. Du pain bénit pour les barons de la finance. Mondialisme ou mondialisation? Globalisme ou globalisation? Uniformisme ou universalisme? Pas de réponse immédiate à ce persistant dilemme tant que les consonances de la problématique portent en elles un seul dénominateur commun : la crise de l'homme moderne. Ainsi, de la sottise déification de ce stérile manichéisme, les vagues montantes de l'incompréhension font leur rascasse sur les cœurs et un sentiment de précarisation des liens humains, sociaux et économiques menace d'éveiller les populismes pro-nazis, la xénophobie des extrêmes-droite et, par ricochet, la machine terroriste qui se proclame dans sa publicité des causes perdues et, bien entendu, tous les relégués de ce *«confort circonstanciel»* du capitalisme sauvage qui, d'une manière ou d'une autre, exploite la donne pour affûter leurs armes et propager le poison d'une atroce pédagogie de haine. La peur de la vie s'est interrogée l'anthropologue Marc Augé aurait-elle remplacé la peur de la mort? En réalité, le monde du XXI siècle a instillé le doute, la loi de la finance a décrété la fin des valeurs, le lobbying d'intérêts célèbre chaque jour le droit du cuissage de la féodalité médiévale, la dictature du désir, de la mode et de l'instant a tué le génie, l'inventivité et la création. Pris de vertige, l'humanité n'a jamais tenté la moindre approche salutaire, se contentant, bernée, de se soulager dans son scepticisme optimiste et recueillant les dividendes de l'échec. A leur tour, l'occident matérialiste se despiritualise, l'orient spiritualiste se matérialise, l'inconcevable succession des reniements s'égrenent avec une constance pathétique, un précipité des pires dérives et errements. Le plaisir de trahir les idéaux, le goût de s'enrichir à la minute près et la joie de décevoir la morale ne sont-ils pas les épices de cette folle théâtralité d'un monde sans repères? Un monde, du reste, formaté et réduit à un état d'abrutissement quasi général.

LA CHRONIQUE  
DU BLENDARD

Paris : Akram Belkaid



## Chronique d'un drame annoncé



C'est une chronique écrite il y a plus de deux ans, quelques jours après les attentats perpétrés par Mohamed Merah dans le sud de la France. Après réflexion, je n'ai pas voulu la publier. Peut-être pour conjurer le mauvais sort, pour éviter d'avoir à jouer le rôle d'oiseau de mauvais augure. Aujourd'hui, ce mercredi 7 janvier, alors que, comme des milliers de personnes, je suis encore sous le choc de l'attaque terroriste contre l'équipe de l'hebdomadaire Charlie Hebdo, je la cherche dans mon ordinateur mais je ne la trouve pas. Peut-être l'ai-je effacée. Pour ne pas avoir à la ressortir. Pour ne pas avoir à vivre ces moments difficiles que nous sommes nombreux à avoir pressenti. Mais il ne sert à rien de chercher à conjurer le sort. Il ne sert à rien de s'opposer à des mécaniques infernales enclenchées par des inconscients et des apprentis-sorciers.

Dans cette chronique, j'évoquais cette peur récurrente que je ressens depuis des années, parfois au détour d'une réflexion, d'une lecture ou d'une simple prémonition. La peur d'un attentat d'envergure qui viserait Paris ou un autre endroit de la France. Un attentat qui serait perpétré par un groupe islamiste armé et qui stupéfierait l'opinion publique avant qu'elle ne bascule dans la colère, l'amalgame et la haine. Plusieurs de mes confrères partageaient cette appréhension. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, depuis ceux de Madrid en 2003 et ceux de Londres en 2005, nous savions que cela était possible. Que cela devait tôt ou tard arriver. Nous y sommes. Une grande vague de merde déferle sur la France et il va falloir nager à contre-courant...

A chaque incident, à chaque fait divers, nombre de maghrébins vivant en France (ou en Europe) ont le même réflexe, la même pensée initiale, égoïste. Pourvu que l'auteur ne soit pas un musulman. Pourvu que celui qui a tué n'ait pas prononcé le nom du Créateur. Pourvu qu'il ne jette pas la honte et l'anathème sur des communautés tétanisées à l'idée de faire et refaire la une des médias. Pourvu qu'il s'agisse d'un extrémiste d'un autre camp. Je me souviens ainsi de ce que m'avait avoué un confrère indonésien vivant aux Etats-Unis. En 1995, après l'attentat d'Oklahoma City, en apprenant que l'auteur était un extrémiste blanc, il avait soupiré de soulagement, oubliant que des centaines de personnes avaient péri dans cette attaque à la voiture piégée.

Ce qui vient de se passer à Paris est effroyable. Pour les Algériens, cela va rappeler les 110 journalistes assassinés par les groupes armés durant la terrible décennie des années 1990. Cela va réveiller de mauvais souvenirs, de vieilles angoisses que l'on croyait oubliées. C'est une entrée dans l'inconnu d'autant plus

angoissante que personne ne sait, à l'heure où est écrite cette chronique, qui est l'auteur de cette attaque (l'un des assaillants aurait lancé avoir "vengé le Prophète"). Du coup, les vœux de bonne année, les bonnes résolutions, tout cela devient tellement dérisoire. Dans les prochains jours, nous allons vivre au rythme des nouvelles, des talk-shows, des péroraisons permanentes des spécialistes en tous genre et, peut-être, au rythme d'autres mauvaises nouvelles. Est-ce un acte isolé? Est-ce le début d'une campagne de terreur? On le saura bien assez tôt...

Il ne faut pas se voiler la face. Malgré le discours unitaire et raisonnable du président François Hollande, il va y avoir des représailles. L'islamophobie si vive ces derniers temps, va en être exacerbée. Des milliers de personnes vont payer pour les actes d'extrémistes qui doivent savourer leur triomphe. Les lignes de fractures étaient déjà béantes, elles vont s'aggraver. Les islamophobes, les tenants de la théorie du "grand remplacement", les racistes de tous poils vont pouvoir triompher et répandre leurs idées nauséabondes. Les attentats du 11 septembre 2001 ont libéré la parole raciste et xénophobe. Il est à craindre que ce qui vient de se passer à Paris en fasse de même.

Les musulmans vont de nouveau être sommé de condamner cette atrocité. Qui saura reconnaître (admettre?) qu'eux-aussi sont indignés et écœurés? Dans un tel contexte, faire entendre une voix nuancée, qui condamnerait sans aucune équivoque cette tuerie mais qui refuserait les amalgames, sera difficile. Il le faudra pourtant. Il faudra dire et répéter que cet attentat est odieux, qu'il n'a ni excuse ni justification. Et, dans le même temps, il faudra dire et répéter que revendiquer cette condamnation ne signifie pas que l'on se joint aux apprentis-sorciers qui sèment la haine entre communautés depuis des années.

Il est des journées que l'on n'oublie pas. Celle du mercredi 7 janvier a commencé tôt dans le froid glacial et dans la brume poisseuse qui enveloppait la capitale française. Elle a commencé avec une émission de radio où le service public a tendu un micro plutôt complaisant, ou tout du moins mal préparé, à un écrivain islamophobe patenté. En somme, un début de journée plutôt banal. Et puis s'est affichée sur mon écran la première dépêche annonçant la tuerie. C'est ainsi que j'ai compris qu'il me faudrait ressortir cette chronique longtemps mise de côté...

P.S.: L'auteur de cette chronique adresse ses condoléances les plus sincères aux familles des victimes de l'attentat contre l'hebdomadaire de Charlie Hebdo. Il a aussi une pensée pour tous les proches des journalistes et intellectuels algériens que cette tuerie va brutalement renvoyer dans un passé de larmes et de douleurs.



# L'inévitable transformation d'Israël en un Etat normal



Par Medjdoub Hamed \*

**D**aniel Pipes, journaliste et figure médiatique du courant néoconservateur américain, écrit dans un article « Israël, l'Amérique et les délires arabes » daté de mars 1991 : « Cette guerre qui est menée contre nous est une guerre sioniste », a déclaré Saddam Hussein à un journaliste de télévision à la fin de Janvier, « le sionisme est seulement ici en train de nous combattre à travers le sang américain. » Mais quand Bagdad veut peindre le président Bush comme « un archi-Satan » à la Maison Blanche, Israël, alors se rapetisse en devenant la dupe du mal de l'Amérique. »

Evidemment, seule une de ces caractérisations d'Israël peut être vraie: soit elle dirige la politique du Moyen-Orient de Washington, soit elle sert les intérêts impériaux américains - mais pas les deux. »

Des contradictions similaires ont été avancées depuis le début de la crise du golfe Persique. Le 24 Juin 1990, un peu plus d'un mois avant l'invasion irakienne du Koweït, un journal de Bagdad s'est plaint que le gouvernement des États-Unis simplement faisait écho des décisions prises en Israël, qu'il manquait d'une « politique d'indépendance » sur le conflit israélo-arabe. Puis, quatre jours plus tard, le 28 Juin, un autre quotidien de Bagdad a proposé exactement la thèse contraire, proclamant que les États-Unis depuis des décennies « ont utilisé l'entité sioniste comme instrument pour protéger ses intérêts dans la région. »

Les Irakiens ne sont pas seuls à adopter ces positions contradictoires. Gamal Abdel Nasser, le leader égyptien charismatique, avait l'habitude de déclarer que, si ce n'était pas dû à l'aide britannique, l'idée d'un Etat sioniste serait restée un « fantasme fou. » Dans le même temps, il souscrivait à une forme extrême de théorie du complot juif: « trois cents sionistes, dont chacun connaît tous les autres, gouvernent le sort du continent européen. » Son successeur, Anouar El-Sadate avait même pu décrire Israël comme le « gendarme » de Washington dans le Moyen-Orient, tandis qu'à d'autres occasions il maintenait que la politique américaine met « les intérêts d'Israël avant ceux des États-Unis eux-mêmes. »

**E**n quoi c'est choquant ou faux de dire qu'Israël dirige la politique du Moyen-Orient de Washington, ou qu'elle sert les intérêts impériaux américains ? Pourquoi une seule prémisses est vraie, et non l'autre ? Dire qu'Israël dirige la politique moyen-orientale américaine pour dominer la région moyen-orientale, ou dire que les USA utilisent Israël, pour le même objectif, revient à poursuivre les mêmes buts, la même domination, tant pour Israël que pour Washington. « Les USA et Israël ont besoin de l'un et l'autre pour dominer, via le Moyen-Orient où sont entreposées les plus grandes réserves pétrolières, le monde. »

Une vérité d'ailleurs perçue sur le terrain par la force même des événements qui ont fait l'Histoire du XXe et ce début du XXIe siècle.

Sinon comment expliquer le soutien inconditionnel des États-Unis à Israël ? Comment expliquer cette baisse rapide et excessive du pétrole en moins de 6 mois ? Le baril de pétrole WTI de 105 dollars à moins de 50 dollars, parce que la Banque centrale américaine (FED) a décidé de fermer le robinet monétaire des pétrodollars (Quantitative easing) au premier semestre 2014.

On peut comprendre ce que laisse entendre Daniel Pipes dans ce qu'il écrit « la perplexité arabe tenace - pourquoi le gouvernement américain semble privilégier 4 millions de juifs sur 150 millions d'Arabes. »

## 1. L'HISTOIRE EST FIDÈLE À ELLE-MÊME

Comment est-ce possible, un Etat, à peine né en 1948 par la volonté des grandes puissances, a pu mettre en échec les forces armées de quatre pays arabes (Egypte, Irak, Liban, Transjordanie) ? Un prodige de David contre Goliath ? Bien plus, dans ce conflit, Israël a encore conquis 26% de territoires supplémentaires par rapport au plan de partage.

Peut-on un seul instant penser « que si l'inverse s'est opéré », que ce sont les forces armées arabes coalisées qui ont défait les forces israéliennes, que serait-il advenu de ce nouvel Etat ? Les Palestiniens seraient-ils restés sur leur terre ? Et les communautés juives ? C'est une possibilité, vu le rapport des forces. Qu'en sera-t-il du plan de partage de la Palestine, voté par l'Assemblée générale de l'ONU, à New York, le 29 novembre 1947 ? Sera-t-il lettre morte, comme tant de résolutions qui n'ont pas été suivies d'effet ?

Il est évident que tout a été prévu, tout a été planifié par les puissances occidentales, en particulier par les États-Unis. Même l'URSS a courtoisé Israël dans la perspective d'avoir un pied dans cette région centrale du monde, qui se trouve au confluent de trois continents, l'Afrique, l'Asie et l'Europe. Deux cartes majeures y recèlent, le canal de Suez et les plus grands réservoirs de pétrole du monde.

**D'**ailleurs, en 1956, la donne a changé, l'équilibre des forces de 1948 s'est transformé. Le deuxième conflit israélo-arabe se limite à la seule Egypte. Fait nouveau, ce n'est plus seulement Israël mais « une alliance tripartite entre deux puissances coloniales, la France et le Royaume-Uni et Israël pour agresser un seul pays arabe, l'Egypte ». La guerre qui éclata en 1956, suite à la nationalisation du canal de Suez par l'Egypte, fait ressortir une nouvelle fois la politique impérialiste sioniste, comparable à celle des puissances coloniales. Non seulement Israël a chassé plusieurs centaines de milliers de Palestiniens de leur patrie, et les a traités en réfugiés dans les autres pays, les a expropriés de leurs maisons, de leurs terres et de leurs biens personnels, et a construit des colonies sionistes à leur place, mais cette fois-ci, cherche à mettre la main sur le Canal de Suez. Un lieu géostratégique qui opère une jonction de la mer Méditerranée à l'Océan indien.

Sauf que, cette fois-ci, les deux puissances coloniales et le nouveau Etat sioniste « n'ont pas tenu compte de l'Histoire ».

L'Histoire ne donne pas à tous les coups la victoire sinon l'humanité serait sans sens. Pour la première fois, le rappel à l'ordre de l'Occident est intimé par l'Union soviétique. L'URSS menace la France, le Royaume-Uni et Israël d'une riposte nucléaire, en cas de poursuite de l'offensive. Que l'OTAN rappelle à l'URSS qu'il riposterait ne change rien à la crise. L'URSS s'est engagée publiquement et mondialement à une riposte militaire, ce qui ne pouvait que s'opérer au cas où les puissances-agresseurs n'obtempèrent pas. Une telle menace ne pouvait que faire sortir les États-Unis de leur passivité enclins à l'agression tripartite, et l'amener à demander le retrait des forces occidentales. Bien plus, devant le danger soviétique, les États-Unis envoient leurs forces interférer dans le dispositif franco-britannique.

En juin 1967, l'Histoire du monde ne surprend pas outre-mesure. « Fidèle à elle-même, elle ne fait que confirmer ce qui était en puissance ». En effet, la guerre-éclair des Six Jours a cherché à laver l'affront arabe et de l'Union soviétique de ce qui s'était produit en novembre 1956. Il était évident que, pour mener une telle guerre-éclair contre l'Egypte, la Jordanie et la Syrie et qui s'est soldé par une victoire éclatante pour Israël, c'est que cette guerre a été minutieusement préparée dans les officines occidentales. Israël n'a été qu'un exécutant et probablement avec jonction de forces occidentales. Des avions de guerre occidentaux peuvent être facilement repeints. Qui va contrôler les aéroports de l'OTAN ou d'Israël ? Une « guerre préventive sans déclaration de guerre », à la suite du blocus du détroit de Tiran aux navires israéliens, et qui a mis hors de combat l'aviation égyptienne au sol, ne pouvait qu'octroyer la victoire d'Israël sur les armées arabes, sans couverture aérienne.

## 2. LES « ENJEUX DES TERRES » QUI ONT COMMANDÉ LA NAISSANCE DE L'ETAT D'ISRAËL

Mais là encore rien n'est pérenne en Histoire, la tactique militaire s'apprend. Et surtout ce que l'Occident et Israël oublient, c'est que « La PUISSANCE ENGENDRE La PUISSANCE ». « Une défaite aujourd'hui prépare une victoire demain ». C'est une loi historique. Il y a un équilibre-déséquilibre et de nouveau un équilibre dans les forces qui maintiennent les structures de l'humanité-monde.

Et si dans un sens caché, hermétique, la greffe violente d'Israël en terre d'Islam, puisqu'elle a été rendue possible et s'est réalisée par les forces historiques, qui sont allés au-delà des puissances occidentales, ne relève que des « Lois de la Nécessité ». « Tout ce qui est et vient à être est nécessaire », et CELA ON NE PEUT L'OUBLIER. C'est ce que l'on doit comprendre de la phénoménologie de l'Histoire de l'humanité. Et cela va « au-delà des souffrances des peuples », un passage malheureusement obligé par lequel doivent passer les peuples. Comme on l'a déjà dit dans les écrits précédents, « le Mal historique travaille pour le Bien, et le Bien travaille contre le Mal historique ».

Si Israël n'avait pas existé, les pays ara-

bo-musulmans n'auraient pas été ce qu'ils sont aujourd'hui. Et Israël ne serait pas lié à ce seul Etat d'Israël qui n'aurait certainement pas existé s'il n'y avait pas les formidables réserves de pétrole dans cette région du monde, ni s'il n'y avait pas ce canal de Suez, à l'embouchure du Sinaï. Les puissances occidentales n'auraient aucun intérêt à financer et à armer les sionistes juifs parce qu'il n'y a rien à dominer dans une région qui serait sans intérêt pour leur domination.

De même, s'il n'y avait pas ces richesses pétrolières ni de canal de Suez, il n'y aurait certainement pas d'accords Sykes-Picot, de 1916. Les pays arabes seraient ce qu'ils étaient, des peuples musulmans sans intérêts géostratégiques, mis à part les Lieux Saints.

Aussi, peut-on énoncer cette vérité, l'Homme comme les peuples sont ce que ce ressortent leurs « Terres d'accueil ». Pour l'exemple, si l'Amérique n'était qu'un vaste désert, elle n'aurait jamais été ce qu'elle est aujourd'hui. Une Terre qui rayonne sur les autres terres. Les hommes sont ce par quoi est leurs terres. Une terre pauvre en fera un peuple pauvre, une terre riche en fera un peuple riche.

Précisément, ce sont « ces enjeux des Terres qui ont commandé la naissance de l'Etat d'Israël », et non comme on le croit, la volonté des sionistes. Dusse-t-elle être déterminante dans les affaires américaines et européennes, la volonté sioniste ne reste qu'un instrument au service des grandes puissances pour la domination de ces terres.

La création d'un Etat israélien serait sans sens, sans but s'il n'y avait pas un facteur déterminant, bien au-dessus du facteur sioniste, bien au-dessus des hommes juifs, arabes, européens et américains. On ne finance ni on n'arme jamais rien pour rien, jamais rien sans rien. La Terre pour ainsi dire se finance par elle-même, par ses propres richesses qu'elle détient. Et c'est là une vérité intangible dans les relations internationales et ceci, de tout temps - « l'homme a toujours convoité les terres riches des autres ».

## 3. LES ÉTATS-UNIS QUI NE PATIENTENT PAS SON SURPRISE DE CE QU'ILS ONT TOUJOURS CRU, UNE « SUPERPUISSANCE MONDIALE »

La guerre du Kippour est venue, d'une manière magistrale, démontrer que « La Puissance Engendre la Puissance ». En effet, en octobre 1973, la guerre préventive s'est cette fois opérée du côté égyptien. La « Ligne Bar-Lev » qui était estimée imprenable et qu'elle ne pouvait être détruite que par des armes nucléaires tactiques fut balayée par de simples pompes à eau. Et il fallait y penser, un « génie arabe », force de le dire, ce à quoi n'ont pas pensé les stratèges israéliens, américains et européens. Pourtant censés être les plus intelligents, les plus préparés compte tenu de l'emploi tactique, des rapports de force et du matériel de guerre. Selon l'histoire, c'est un simple sous-lieutenant égyptien qui a donné l'idée à une question de l'état-major égyptien de l'époque « comment abattre la ligne de Bar-Lev jugé imprenable », une ligne défensive israélienne construite sur du sable.

Une guerre qui restera dans les annales de l'Histoire. Pour la première fois, Israël comme les États-Unis ont compris qu'ils doivent lâcher du lest, et doivent tout faire pour amener l'Egypte à sortir du front arabe. Israël n'était pas de taille avec l'Egypte, sinon ni Israël ni les États-Unis n'auraient accepté de négocier avec l'Egypte.

L'Egypte plus que la Syrie et l'Irak, a rompu l'équilibre géostratégique tissé par la superpuissance américaine. Ainsi se comprend que la première phase de l'histoire du Proche et Moyen-Orient s'est terminée, et qu'une nouvelle phase va commencer, mettant en prise cette fois-ci non seulement Israël, mais les puissances occidentales, à la tête desquelles les États-Unis.

Le Liban, après la guerre des Six Jours et l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza en 1967, puis la répression jordanienne contre les fédérés palestiniens en 1970 (Septembre noir) sera amené à devenir le foyer du sentiment panarabe et révolutionnaire. Les séquelles de cette guerre civile libanaise resteront gravées dans la mémoire des communautés libanaises (chiïte, sunnite, druze, chrétienne).

Suite en page 14



# L'inévitable transformation d'Israël en un Etat normal

Suite de la page 13

**M**ais c'est l'irruption de l'Iran islamique, en 1979, qui va changer les données et marquer définitivement la région proche et moyen-orientale. Les Américains, à peine avoir sorti l'Egypte du front arabe, qu'un nouveau pays musulman va de nouveau menacer l'équilibre israélo-américain dans la région. C'est un peu comme « La Nature a horreur du vide ». On peut dire que l'Histoire s'est chargée de remplacer l'Egypte par un acteur encore plus redoutable, l'Iran, qui va menacer entièrement l'ordre israélo-américain de la région proche et moyen-orientale.

Deux guerres atroces, à la suite de l'avènement d'un régime politique islamiste en Iran, vont s'enclencher à un court intervalle et durer presque une décennie. L'Histoire s'est accélérée entre 1975 et 1990. Les atrocités commises dans les trois guerres : guerre Irak-Iran, guerre URSS-Afghanistan et guerre civile au Liban, changeront la nature même de la guerre. Israël est désormais dépassé par les événements. LA PUISSANCE ENGENDRÉE Depuis l'Avènement du Petit Israël A DÉPASSE TOUT CE QUI A D'IMAGINABLE.

Israël n'est désormais cantonné que de ce qui est la Palestine, et ce qu'elle a pris de la Syrie et du Liban. Depuis son retrait du Liban et le peu glorieux fait d'arme le « massacre de Sabra et Chatila » en 1982 – un crime parmi tant de crimes perpétrés contre l'humanité –, elle n'est plus maître ni de son destin ni des intérêts de l'Amérique. Elle doit désormais remettre son sort entre les mains de son protecteur, l'Occident, essentiellement à l'Amérique, et aussi en contrepartie des gages américains, son « arsenal nucléaire » tant médiatisé à dessein.

Avant même que l'Union soviétique soit broyée, il faut dire « broyée par cette région centrale du monde, trois fois sainte », les États-Unis ne patientent pas et s'attaquent déjà à cette terre, en visant d'abord l'« Irak ».

Une guerre peu glorieuse, une guerre essentiellement technologique par les airs, en 1991. Ne pouvant entrer en Irak de peur de se trouver « pris dans les filets d'un deuxième Vietnam » – l'Irak, à cette époque, était considérée la quatrième armée du monde. Les États-Unis attendront plus de douze ans d'embargo et de désarmement pour attaquer et occuper l'Irak en 2003. Cette énième agression américaine sur des pays libres ne s'est faite que lorsque les stratèges du Pentagone, ne tirant pas de leçon de l'histoire, « ont pensé que le Fruit est mûr ». Mais ils l'apprendront à leurs dépens. Les États-Unis n'y échapperont pas, la guerre en Irak se transformera en un véritable Vietnam, dès 2004.

Le doute désormais s'installe dans l'esprit des décideurs du monde. « Comment ce petit peuple irakien qui n'est adossé à aucune grande puissance comme l'était le Vietnam du Nord qui avait la Chine à ses frontières et les rotations de 300 000 chinois dans les théâtres de combat, et l'aide militaire massive de l'URSS et de la Chine, a pu uniquement par des volontaires moudjahidines mettre en échec l'armée la plus puissante du monde ». L'enlèvement des États-Unis en Irak était total, tout ce qui était américain en Irak était attaqué par simplement des mains d'hommes qui luttèrent pour leur liberté, leur dignité. Que peut-il un char américain contre un seul homme embusqué et armé d'un RPG7? La Route de l'Aéroport de Bagdad était appelée la « route des RPG7 ».

**P**récisément, ces hommes qui combattaient avaient la Terre irakienne pour eux, « un esprit de la terre les protégeait », et malgré les milliers de morts irakiens, l'esprit renaissait dans ceux qui vivaient. Alors que l'esprit de ceux qui agressaient les abandonnait. La Terre irakienne était elle-même contre les Américains – ils semaient la mort.

Il y a une « Métaphysique-monde dans le rapport agresseur-agressé », qui n'est pas perçue par l'homme. Non qu'il ne la pense pas, mais qui ne se laisse pas penser par celui qui poursuit une cause injuste. Et, c'est ce qui ressort dans tout conflit, quelle que soit sa durée. Avant même l'homme, c'est cette Métaphysique-monde qui règle les problèmes des hommes. Pour l'exemple, l'Amérique n'a rien appris du Vietnam, ni de l'Union soviétique en Afghanistan. « Elle a eu, à son tour, à l'apprendre en Irak. » A l'instar de l'URSS qui a disparu de la scène

de l'Histoire, les Américains, depuis leur échec en Irak et en Afghanistan, doutent probablement de leur statut de superpuissance. Pour la raison unique qu'ils ne peuvent vaincre les peuples. Le temps de l'ancienne Rome est désormais révolu, en ce début de troisième millénaire.

## 4. ISRAËL FACE À LA « MÉTAPHYSIQUE-MONDE »

Il faut le dire « Le pouvoir de la force ne peut rien contre l'esprit des hommes, a fortiori lorsque les hommes ont conscience de leur terre, qu'ils doivent la défendre quel que soit le prix qu'ils ont à payer ». La Terre est porteuse d'espoir, l'homme ne fait qu'espérer en son sein. La différence entre un Irakien, un Libanais et un Israélien, c'est que l'Irakien comme le Libanais espère dans leur terre, elle est à eux, octroyée par la « Métaphysique-monde ». Ce qui n'est pas le cas des Israéliens qui ont agressé, tué, avec l'aide des puissances, rejeté la plus grande partie du peuple qui y vivait. Il y a cette conscience de cette spoliation qui reste dans les consciences des hommes. Israël ne pourra jamais s'en départir jusqu'à ce qu'elle y remédie, y apaise cette blessure infligée au peuple palestinien.

**C**ependant, Israël n'est pas seul dans le conflit avec cette terre qu'elle occupe pour ainsi dire indûment puisqu'elle l'a occupée par la force, et par les intérêts géostratégiques qu'Israël peut apporter aux grandes puissances. Donc il y a un double facteur qui fait que cette « terre convoitée » a un rôle historique à jouer dans l'évolution du monde. Donc Israël com-

été spoliés de leurs terres. » Il faut qu'il y ait une éclaircie de vision chez tous les acteurs en Israël pour sortir de cette situation sans avenir.

Il faut se dire qu'il y a une « Métaphysique-monde » qui règle les problèmes du monde, et ne pas croire que cette « Métaphysique-monde » impose tout aux hommes. Une telle situation serait sans sens, une situation fatale et sur laquelle l'homme n'a pas de prise serait incompréhensible, voire impossible. Mais il y a une alternative où la « Métaphysique-monde agit lorsque l'homme n'agit pas, lorsqu'il devient aveugle, lorsqu'il ne réfléchit qu'à son intérêt immédiat, sans penser aux conséquences de ses actes ». Il y a une possibilité pour Israël encore disponible pour sortir de « ce cercle vicieux de puissance qu'il veut encore faire durer », alors qu'Israël n'est qu'un petit pays, que toute sa puissance est artificielle, et le doit surtout à la superpuissance américaine.

## 5. IL EST ENCORE TEMPS POUR ISRAËL DE CORRIGER LE TIR – L'HISTOIRE N'ATTENDRA PAS

Israël doit cesser d'être un bastion avancé des intérêts occidentaux, et penser à s'intégrer dans cette grande communauté que constituent le Proche et le Moyen-Orient. Comme le laisse entendre Daniel Pipes. « Est-ce que les Arabes voient Israël comme le bastion avancé des intérêts occidentaux ou la puissance cachée derrière la prise de décision de l'Occident ? La logique veut que soit Washington dise à Jérusalem ce qu'il faut faire, soit Jérusalem intimide Washington. Pourtant, de nombreux musul-

ans et s'est étendue à une grande partie du monde. La Deuxième Guerre a terminé le reste, elle a changé la face du monde.

Et un « Iran nucléaire claironné depuis plus d'une décennie » ne peut que maîtriser tout le cycle nucléaire, par conséquent « le conflit entre Israël et l'Iran peut se transformer en conflit nucléaire ». « Un Téhéran rasé ou un Tel-Aviv rasé ne changera rien aux données de l'Histoire. » L'Amérique aura simplement actionné un « fusible », il aura sauté comme il le fut pour Hiroshima et Nagasaki pour obtenir la reddition du Japon.

« Téhéran rasé sera le prix à payer pour asseoir l'Iran en grande puissance nucléaire dans le monde. » Mais un « Tel-Aviv rayé de la carte aura un coût beaucoup plus grand pour le peuple juif ». Il reste que ni l'AIPAC ni toute la multitude d'organisations juives à travers le monde n'effaceront cette événement, qui ne sera plus une blessure ni une plaie béante mais la plus grande calamité, le plus grand désastre qu'aurait connu le peuple juif dans l'Histoire.

C'est précisément dans ce tournant de l'Histoire, en ce début du XXIe siècle, qu'Israël doit chercher pacifiquement en mettant tout ce qu'il faut pour s'intégrer dans le monde proche et moyen-oriental. Et ne pas attendre que la « Métaphysique-monde » s'en charge, qui le fera certainement avec d'autres méthodes beaucoup moins pacifiques que l'homme pourrait penser. Quel que soit le cours de l'histoire à venir de cette région centrale du monde, Israël n'a pas de choix sinon de se concilier avec les peuples environnants et débiter une nouvelle histoire



me les grandes puissances se trouvent enserrées dans cette problématique-monde.

Aujourd'hui, après la débâcle américaine en Irak, et son retrait annoncé d'Afghanistan, les États-Unis se sont vus signifiés les limites de leur puissance. Ils ne sont puissance que si, en face, cette puissance est corrélée par la faiblesse de l'autre puissance. Or, aujourd'hui, au vu même de l'évolution des conflits armés, il est réaliste de dire qu'il n'y a pas de faiblesse, que toutes les terres comme leurs peuples se valent. Par conséquent, au lieu de s'arc-bouter dans une position chimérique d'assiégée, alors que c'est Israël qui assiège, et de croire à son protecteur américain qui lui-même n'arrive pas à sortir de ses contradictions, ce nouvel Etat juif doit apprendre à aller dans le sens de l'Histoire. « Créer des bantoustans autour de lui, c'est créer la menace, c'est ne pas sortir de la menace même sur son existence. »

Il y a des appels pacifiques de la communauté internationale aujourd'hui pour régler le problème de la Palestine, et ces appels sont réels, et Israël doit tout faire pour régler, pour tourner cette page de l'Histoire. « Il y a aussi le peuple israélien lui-même pris en otage, il y a des Israéliens qui sont conscients que leur survie en tant qu'Etat passe par faire la paix avec ceux qui ont

mans, Arabes et Iraniens (même quelques Turcs) semblent ne pas sentir de contradiction entre ces deux visions d'Israël qui leur sont chères. Elles coexistent galement côte à côte, même chez le même individu et dans le même discours-sans même un soupçon de tension intellectuelle ou d'incohérence. »

**P**récisément, point besoin de soupçon de tension intellectuelle ou d'incohérence, l'incohérence réside précisément dans le lien qui lie Washington à Israël, qui veut que lorsque Washington ne peut rien, c'est à Israël de pouvoir à la place de Washington. Or, la région au Proche et Moyen-Orient est mouvante est extrêmement dangereuse. Et pour ne citer que les menaces israéliennes de bombarder l'Iran, nous avons ce duo de menaces « toutes les options posées sur la table américaines contre l'Iran » qui alternent avec les « plans d'attaques des sites nucléaires iraniens par Israël, relayés par tous les médias du monde ». Ce jeu de mise en scène psychologique peut aller très loin, et si ces menaces avaient été mises à exécution ? Peut-on croire qu'une guerre contre l'Iran se serait limitée à une guerre conventionnelle ?

La Première Guerre 1914-1918 était censée durer quelques mois, elle a duré quatre

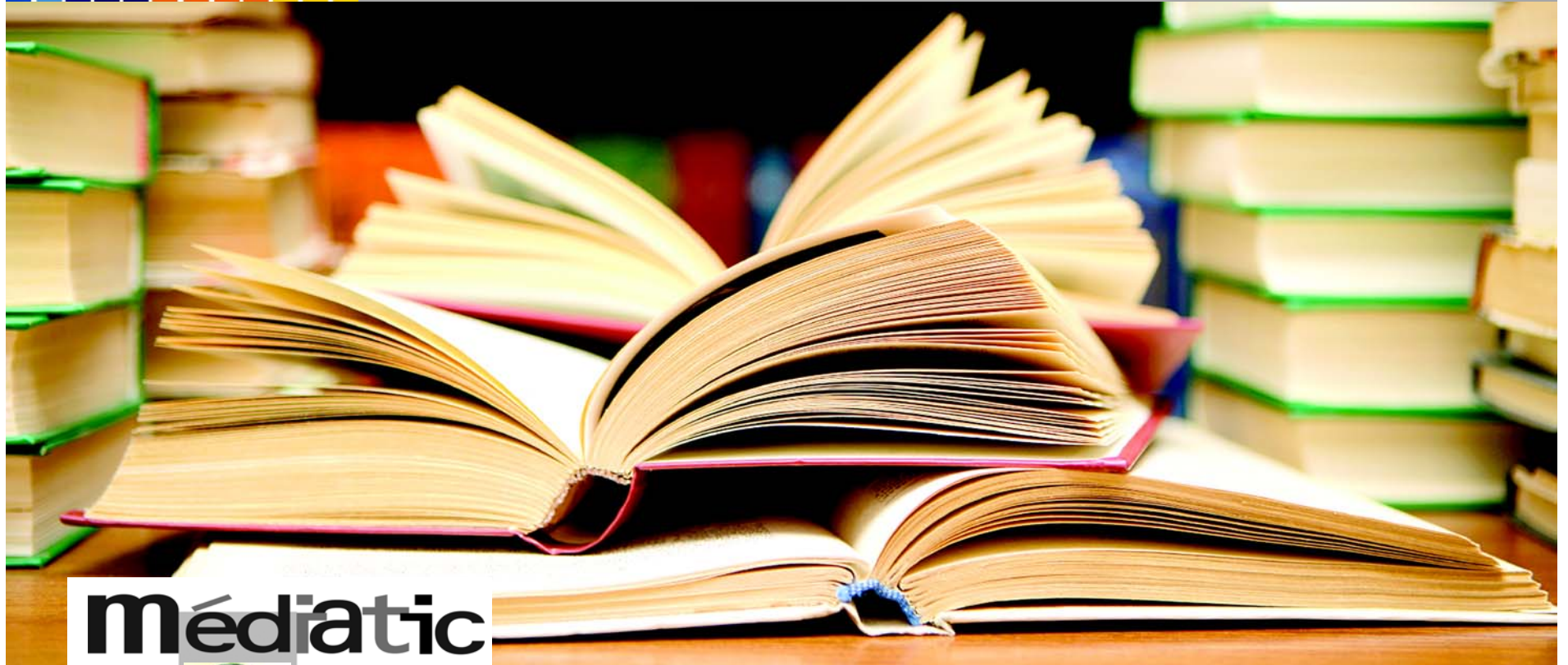
pour son existence. Un proverbe arabe dit « Faire comme son voisin, ou changer la porte de sa maison », ce qui signifie que s'intégrer à son voisinage, ou changer d'endroit, de domicile.

**P**our clore cette analyse, il faut dire que l'erreur d'Israël est d'avoir cru en 1948 qu'il allait remplacer la puissance coloniale britannique et régner sur le monde arabe comme la France et le Royaume-Uni l'ont fait avant lui. Mais l'Histoire avance, et « Hier n'est pas aujourd'hui ». Les peuples musulmans ont appris, la puissance s'est équilibrée. De plus, on ne règne sur une terre que si l'on construit, or Israël, sous la houlette et le blanc-seing de l'Amérique, n'a fait que détruire hommes, femmes, enfants et maisons pour qu'il survive et survive la puissance de l'Amérique. Ce qui n'est pas juste aux yeux de l'« Histoire et de l'Essence ». Il est encore temps de corriger le tir. L'Histoire n'attendra pas, et « il ne tient qu'à Israël de prendre le bon chemin historique ».

M. H.

\* Auteur et chercheur spécialisé en Economie mondiale, Relations internationales et Prospective.



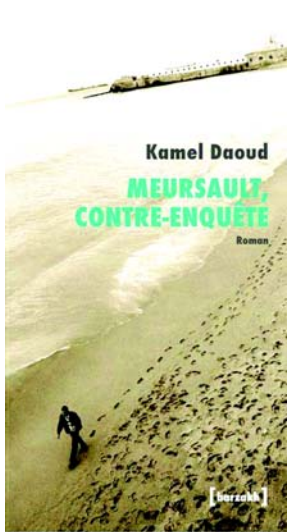


# Médiatic

Par Belkacem  
Ahcene-Djaballah  
**Livres**



## MON TOP 15\*



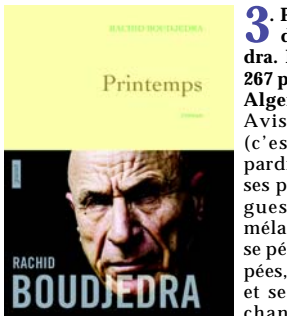
**1. Meursault, contre-enquête...** Un roman de Kamel Daoud. Editions Barzakh, Alger 2013. 191 pages, 700 dinars.

Avis : Le nouveau roman est enfin arrivé. On le rencontre avec cet ouvrage. De l'écriture compliquée, mais si bien construite qu'elle est compréhensible et claire. Un livre qui se lit d'un trait. De la philo pour tous, avec, en plus, l'arme favorite du chroniqueur que l'on connaît si bien : des formules choc, qui frappent fort et visent juste. Ça fait mal là où les gens se sentaient bien. Un livre éminemment nationaliste mais ouvert sur l'universel et qui règle son «compte», une bonne fois pour toutes, au colonialisme. Tout le reste n'est que mauvaise querelle de la part d'ignorants, de jaloux, de rancuniers et d'éternels (et vieux) improductifs, les habituels enc...rs de mouches.



**2. Mémoires d'une combattante de l'ALN.** Zone autonome d'Alger Mémoires de Zohra Drif. Chihab Editions, Alger 2013. 607 pages, 1 450 dinars.

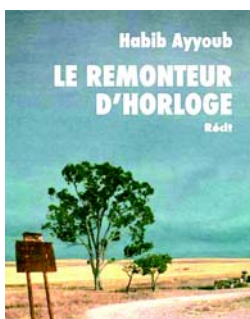
Avis : Un véritable ouvrage d'histoire et de psycho-sociologie politique, véritable «concurrent» des livres déjà édités et du film sur «La Bataille d'Alger». Madame, merci ! Car, vous avez permis à beaucoup d'entre-nous de nous remémorer certaines atmosphères (heureuses ou, hélas, surtout dramatiques et tragiques) du passé. Votre «confession» sera le livre de chevet de nos enfants et de nos petits-enfants.



**3. Printemps.** Roman de Rachid Boudjedra. Editions Barzakh, 267 pages, 1 050 dinars, Alger 2014

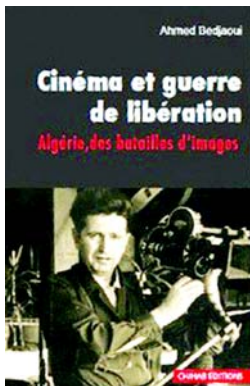
Avis : Difficile à lire (c'est du Boudjedra, pardi ! Avec ses mots, ses petites (ou très longues) phrases qui se mélangent, s'enlacent, se pénètrent, se échappées, ses mots excessifs et ses jugements tranchants), mais à lire.

C'est une de ses plus belles œuvres, peut-être la plus aboutie. Elle montre, aussi, que Rachid Boudjedra, l'écrivain, reste le plus grand, le plus fort de la littérature nationale et plus (+)... tout ceci, mis à part son caractère qui ne s'améliore pas avec le temps. Avec la Répudiation, on a eu les mémoires romancées d'un homme en devenir. Aujourd'hui, on a les mémoires (sous forme de roman et une histoire-alibi) d'un homme-citoyen accompli, bien mûr... Fin de parcours ? Espérons que non !



**4. Le remonteur d'horloge...** Roman de Habib Ayyoub. Editions Barzakh, Alger 201, 119 pages, 400 dinars

Avis : Un petit roman, mais une grande œuvre satirique. Une critique corrosive - cachée sous un humour simple mais efficace - d'une société totalement décadente, et qui n'arrive pas à vivre sa réalité, à se sortir de sa servilité et de ses viles passions humaines, se suffisant de ses rêves et acceptant toutes les «arnaques» de ses gouvernants.



**5. Cinéma et guerre de libération.** Algérie, des batailles d'images. Etude de Ahmed Bedjaoui. Chihab Editions, 308 pages, 1 000 dinars, Alger 2014

Avis : Evolution historique et analyse de contenu complètes sur le sujet. En remontant le temps et en retraçant la naissance et la vie de l'Information nationale, on arrive à mieux comprendre le pourquoi du comment actuel (dans le domaine de la communication et de la culture). Livre incontournable !



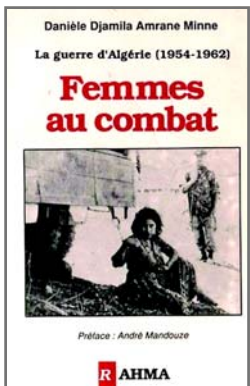
**6. Une éducation algérienne...** Récit mémoriel de Wassyla Tamzali. Chihab Editions, 372 pages, 950 dinars, Alger 2013.

Avis : Récit plein d'émotion et de triste nostalgie d'un temps mal-aimé, pas encore digéré, mais aussi regretté. Des rêves et des désillusions. Remuera surtout les intellos septuagénaires et plus (s'il en reste encore) : 20 ans ou un peu moins ou un peu plus à l'Indépendance. Pleure, ô mon pays bien-aimé !



**7. Aicha et les autres nouvelles.** Pour ne jamais oublier Novembre. Recueil de nouvelles de Abderrahmane Chergou (avec une préface du Dr Y. Khatib, colonel Hassan, dernier chef de la wilaya IV). Lazhari Labter éditions. Alger 2013. 229 pages, 500 dinars

Avis : Nouvelles fanées ? Pas du tout. De l'émotion plein les pages. Attention aux larmes car, bien que ce soit des nouvelles, la réalité est là, bien vraie. La guerre de libération comme elle n'a jamais été racontée. Un seul héros, le Peuple !



**8. Les femmes algériennes dans la guerre...** Etude historique de Danièle Djamila Amrane Minne (préface de André Mandouze). Editions Barzakh, 316 pages, 900 dinars, Alger 2014.

Avis : Un ouvrage riche en infos sur les femmes en guerre, et audacieux par ses vérités et sa franchise. Devrait être le livre de chevet de toutes les femmes (jeunes et moins jeunes) algériennes. Ouvrage fortement conseillé pour lecture (à condition que les lecteurs sachent comprendre ce qu'ils parcourent des yeux) à certains de nos (les anciens et surtout les «jeunots») hommes dits «politiques» afin qu'ils reviennent leur copie en matière d'égalité des genres... en ce début du 21<sup>e</sup> siècle



**9. La Brèche et le Rempart...** Roman de Badr Eddine Mili. Chihab éditions, Alger 2009, 335 pages, 550 dinars

Avis : Souvenirs, souvenirs ! A lire absolument car l'œuvre peut concerner tous les Algériens, ceux de toutes les villes.



**10. Une poussière d'étoiles.** Roman de Fadela M'Rabet. Editions Dalimen, 114 pages, 600 dinars, Alger 2014.

Avis : Un essai réussi ! Des étoiles éblouissantes. A conserver comme livre de chevet. Madame, faites-le lire (à et) par votre... homme. Et, même à vos enfants (lycéens et plus)... pourquoi pas ?



**11. L'Âne mort** Roman de Chawki Amari. Editions Barzakh, 180 pages, 600 dinars, Alger 2014.

Avis : L'histoire en elle-même, bien qu'originale, est moins importante que les échanges du groupe de «fuyards»... des «harraga» à l'intérieur du pays. Et, surtout, les réflexions et autres commentaires de l'auteur. Pleine cible ! Et, aussi, de la hauteur et de l'épaisseur.



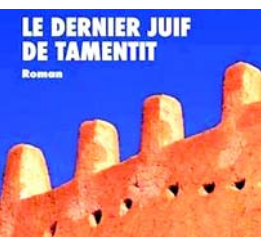
**12. Le choix de l'Algérie.** Deux voix, une mémoire... Ouvrage mémoriel de Pierre et Claudine Chaulet (Préface de Redha Malek). Editions Barzakh, Alger 2012. 502 pages, 900 dinars

Avis : Un combat ininterrompu contre le colonialisme et l'injustice, puis d'une lutte contre le sous-développement et pour la justice sociale. A lire absolument et sans retard !



**13. La Parfumeuse.** La vie occultée de Madame Messali Hadj... Roman de Mohamed Benchicou. Koukou Editions, Alger, 2012, 257 pages, 650 dinars.

Avis : Passionnant ! A lire, même si on n'est pas d'accord avec la fin de parcours de Messali Hadj, saisi par le «zaïmisme». Même si on n'est pas d'accord avec certaines approches, de la vie politique d'alors, par l'auteur. Ce n'est pas qu'un roman. Il faut croire l'auteur quand il dit que «les faits historiques rapportés sont réels et que seuls quelques épisodes ont été romancés...». Bien sûr, certaines parties de la famille révolutionnaire ne vont pas apprécier cette manière d'écrire l'histoire, mais il est certain que le simple citoyen-lecteur aimera l'héroïne et ses sacrifices pour l'indépendance du pays. Il faut se dire que... peut-être... si Emma n'était pas tombée malade en mai 52 (paralysie), et malgré tous les «machos» qui commençaient à pulluler au sein du parti et autour de Messali Hadj, le cours de l'Histoire aurait certainement pris un autre sens.



**14. Le dernier juif de Tamentit...** Roman de Amin Zaoui. Barzakh, Alger 2012, 141 pages, 500 dinars

Avis : Selon vos sens et vos appétits. Interdit aux moins de 18 ans.



**15. Un brin de menthe à l'oreille...** Roman de Abderrahmane Mekhlef. Apic Editions, 428 pages, 880 dinars, Alger 2014

Avis : Livre intéressant à lire, pour tout savoir sur les années algéroises 40- début 50).

\*Il s'agit uniquement d'ouvrages produits en Algérie, par des éditeurs nationaux, durant les années 2012-2013 et 2014... ouvrages présentés par Mediatic/Le Quotidien d'Oran.

Note : Pour tous les mordus de philosophie politique, il y a, en «hors-concours», l'ouvrage de Redha Malek, «L'empreinte des jours, 2004-2012», un livre d'essais réussis, publié en 2013 à Casbah Editions, 485 pages, 1 300 dinars. Avis : Pour «penser le monde et l'Algérie» avec un grand homme de la politique non politicienne et, aussi, diplomate, ancien grand journaliste. Ajoutez-y les désormais fameux dictionnaires et autres encyclopédies de Achour Chourfi.



# Pétrole : l'avenir sombre de l'or noir

L'Amérique, dopée par sa production de pétrole, rêve à nouveau d'indépendance énergétique. Le monde s'apprête à lui emboîter le pas sur le chemin de l'exploitation des hydrocarbures non-conventionnels. Mais dans l'euphorie, certains experts voient toujours l'avenir en noir.



Un événement a secoué l'industrie pétrolière en septembre dernier. Dans un contexte de tension des cours, Total, l'une des six «supermajors» qui dominent le marché, a décidé de réduire ses investissements dans le forage et l'exploration. L'entreprise française a dépensé entre 28 et 29 milliards d'euros pour découvrir de nouveaux puits cette année; elle vise de n'en investir plus que 24 à 25 en 2017.

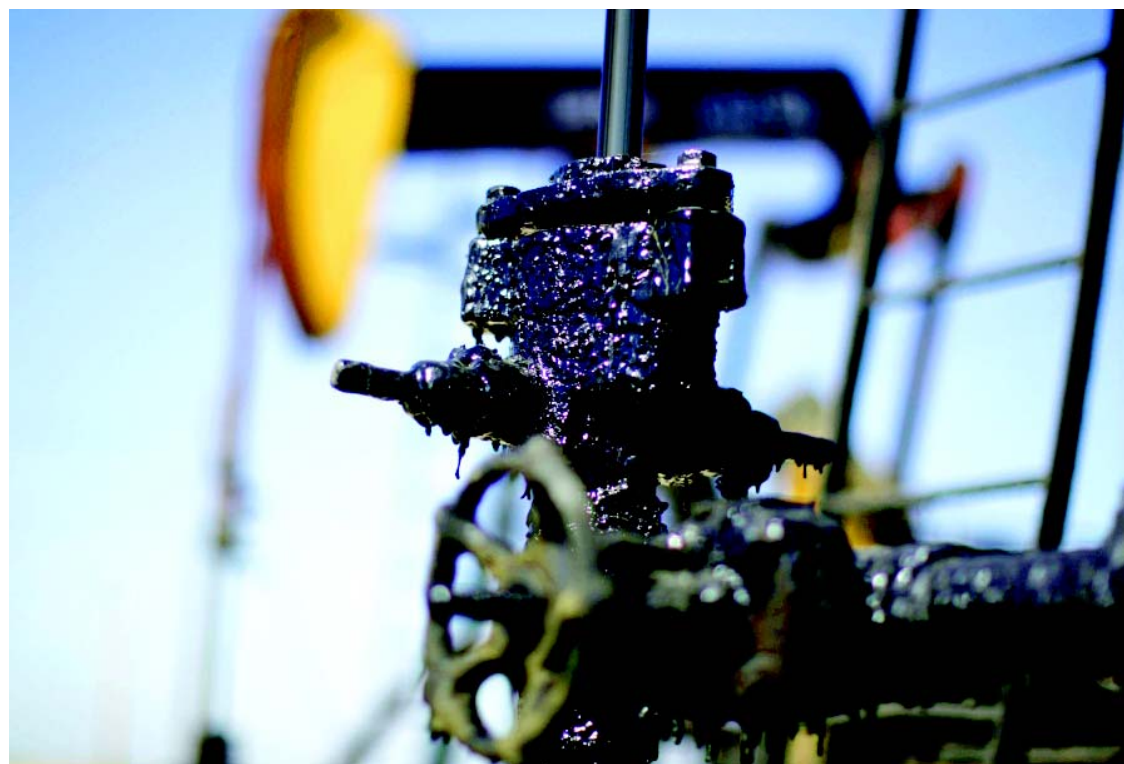
Total aurait-il du mal à partager l'euphorie pétrolière qui semble s'être emparée du reste du monde? Il est pourtant difficile de résister face aux prouesses des Etats-Unis, qui peuvent de nouveau rêver d'une indépendance énergétique perdue il y a plus de 60 ans. Grâce aux hydrocarbures non-conventionnels, l'Oncle Sam est de nouveau exportateur net de produits pétroliers. Et à en croire les plus optimistes, tel le chercheur Leonardo Maugeri, cette «révolution américaine» est une véritable bénédiction pour l'économie du pays. Dans un rapport publié en juin, cet Italien, ancien dirigeant du pétrolier Eni, avance que «l'industrie pourrait connaître une renaissance sans précédent et profiter d'une compétitivité enviable vis-à-vis du reste du monde».

Tous les experts ne partagent pas cet enthousiasme. «Les Etats-Unis, comme beaucoup de pays, produisent à pleine capacité. Ils ne gardent pas de réserves comme l'Opep, qui produit par quota. Le jour où ils atteindront l'indépendance énergétique, s'ils l'atteignent, ça ne durera pas», analyse Thomas Porcher, économiste spécialiste du pétrole. De plus, la méthode américaine a un revers. Les

forages nécessaires pour atteindre ces pétroles non-conventionnels sont considérablement plus compliqués. «L'économie des hydrocarbures non-conventionnels ne ressemble pas du tout à l'économie pétrolière», explique Jean-Marc Jancovici, spécialiste de l'énergie. Dans l'économie pétrolière, on fait un gros investissement au début, on en profite pendant 20, 30, 40 ou 50 ans. Dans les hydrocarbures non-conventionnels, on fait le trou, il sort du pétrole, et deux ans après, il ne sort plus rien. C'est de l'économie manufacturière standard. Le forage n'est plus un investissement mais un coût de production.»

## LE PÉTROLE BON MARCHÉ FAIT BEL ET BIEN PARTIE DU PASSÉ

Pétroles tirés des sables bitumineux du Canada ou issus de petites poches étanches dans la roche -on parle de réservoirs compacts-, ces nouveaux produits sont plus chers à produire que le brut conventionnel, par exemple en provenance du Moyen-Orient. Dans une étude publiée en octobre dernier, l'Institut français du pétrole - énergies nouvelles (IFPEN) note qu'«entre 1978 et 2012, les investissements en exploration et production ont crû de 340%, le prix du baril de 180% et la production de pétrole et gaz de 70%». Fait notable, l'augmentation des investissements s'est concentrée sur les dix dernières années: depuis 2002, ils ont été multipliés par plus de 4, sans que le niveau de production ne s'élève en proportion. Jean-Marc Jancovici cite un exemple éloquent: le gisement pétrolier de Kachagan, en mer Caspienne. «Le ticket initial de l'infrastructure de production, c'était 6 milliards de dollars. Ils sont rendus aujourd'hui à 45 milliards. Les gens travaillant sur le réacteur nu-



claire EPR sont des rigolos en comparaison!», s'exclame-t-il.

Le pétrole sera-t-il un jour à nouveau bon marché? Tout porte à croire que non. Les pétroles difficiles d'accès, qui alimentent notamment le renouveau énergétique américain, ne seraient pas rentables si les cours du brut n'avaient pas explosé. «L'augmentation des coûts d'extraction stabilise les prix à la hausse», note Thomas Porcher. S'ajoute une demande mondiale vouée à augmenter, selon les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie. «La demande augmente plus vite aujourd'hui avec un prix à 100 dollars que quand le prix était à 20 dollars», rappelle Thomas Porcher, qui souligne en outre que le pétrole le moins cher, celui qui «ne demande qu'à jaillir de terre», est déjà exploité. Et la production de ce brut conventionnel, ajoute Jean-Marc Jancovici, «n'augmente plus depuis 2005». La demande en hausse et les coûts d'extraction élevés ne peuvent conduire qu'à un avenir où l'or noir portera mieux que jamais son nom.

S'ajoute à cette certitude une série d'incertitudes quant à la réalité des réserves restantes. Selon que l'on est plutôt prudent ou optimiste, le scénario de la fin du pétrole change de visage. Du côté des

moins catastrophistes, le directeur de «Pétrostratégies», Pierre Terzian, juge ainsi que la théorie du «peak oil», qui prévoit un pic de production avant une érosion plus ou moins rapide, est «tout bonnement intenable». «[Cette théorie] supposerait que, pour la première fois dans l'Histoire, l'homme sapiens cesserait de faire des progrès scientifiques et techniques», estime-t-il dans «Perspectives énergétiques»\*. D'autres experts, en revanche, sont plus que sceptiques sur ce que peut apporter la technologie à l'extraction de pétroles jusqu'à présent inaccessibles. Les pétroles non-conventionnels réservent parfois des surprises. «Shell a demandé un permis en Guyane. Ils l'ont obtenu. Ils ont fait cinq forages d'exploration, ces cinq forages sont secs», explique Jean-Marc Jancovici. Et l'estimation des réserves par les grandes compagnies pétrolières est également sujette à caution. «Les chiffres annoncés par les compagnies sont très différents des chiffres annoncés par les gouvernements», pointe Thomas Porcher. L'économiste explique également qu'une incertitude existe quant aux réserves disponibles dans les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), qui diffusent leurs propres évaluations.

## LA QUESTION CLIMATIQUE, GRANDE IGNORÉE DU DÉBAT, EST POURTANT CRUCIALE

La promesse de prix élevés et les doutes quant aux réserves ne suffiront pas nécessairement à enclencher une transition énergétique attendue depuis le premier choc pétrolier de 1973. «En 2002, on imaginait qu'un prix à 40 dollars, c'était le jackpot pour les pays producteurs. Aujourd'hui, le prix dépasse les 100 dollars. Tout le monde pensait à l'époque que la transition énergétique allait se mettre en place automatiquement, par le marché. Mais ça n'est pas le cas», déplore Thomas Porcher. «Nous sommes tellement drogués au pétrole dans notre économie qu'on a accepté un prix du litre d'essence à 1,50 euro. Il y a dix ans, on n'aurait pas pu y croire!» Une addiction qui fait parfois oublier les prévisions très alarmistes des spécialistes du climat, qui plaident pour une réduction des émissions de CO2, liées en grande partie à la consommation d'hydrocarbures. «La limite, martèle Thomas Porcher, ce ne sont pas les réserves de pétrole, c'est le climat. Avant même que l'on ait consommé la dernière goutte de pétrole, le monde sera apocalyptique en 2060 en raison des problèmes climatiques».

# Le dur quotidien des «tortues» humaines aux frontières entre l'Europe et le Maroc

30 000 Marocains, commerçants ou porteurs, viennent chaque jour à Sebta et Melilla pour gagner leur vie. Un quotidien pénible et un commerce qui ne profite pas vraiment à la population.



## TEL QUEL

Hassan Ibrahim, handicapé, tombe à genou face aux commerçants du marché de l'enclave espagnole de Sebta, chargeant deux ballots de 100 kg sur sa chaise roulante. Il la poussera en claquant jusqu'à la «frontière» marocaine, où

ces mules humaines sont légion. Hassan garde le sourire. Handicapé psychomoteur, il est prioritaire face aux milliers d'hommes et femmes qui se pressent quotidiennement à ce poste frontière piétonnier de Tarajal à Sebta, mais aussi à Melilla. A 400 km à l'est de Sebta, aux portes de Melilla, Naima Fakhri, 46 ans, deux enfants, est amère. Elle s'est tordue la cheville, mais va quand même de l'avant, portant un baluchon de couvertures de 20 kilos. Des

marées humaines de Marocains comme Hassan Ibrahim et Naima Fakhri sont chargés de cette contrebande tolérée aux portes de l'Europe. Le principe est qu'ils sont autorisés à passer avec tout ce qu'ils seront capables de porter, sans avoir à payer de taxes.

## 600 MILLIONS D'EUROS DE MARCHANDISES

Les porteurs ont un surnom, les «tortues», dit un vigile de Sebta en pointant des vieilles dames courbées, écrasées par leurs lourds fardeaux. Hassan Ibrahim gagne quelque 15 euros par ballot et fait vivre une épouse, trois enfants, cinq sœurs, aux prises avec la pauvreté à Fnideq. Naima obtient de son côté un euro par couverture acheminée, environ cinq par ballot. Les autorités estiment que 30 000 Marocains, commerçants ou porteurs, viennent chaque jour à Sebta et Melilla, deux enclaves que le Maroc revendique.

A Sebta, les Marocains de la région voisine de Tetouan peuvent entrer sans visa. C'est aussi le cas pour ceux de la région marocaine de Nador qui veulent se rendre à Melilla. Les experts estiment que la valeur des marchandises acheminées atteint annuellement 600 millions d'euros pour chaque enclave.

Aux portes de ces territoires disputés, les règles fluctuent et les contrôles sont aléatoires, pour la plus grande joie des commerçants et trafiquants, y compris de drogue. A Sebta, une quarantaine de policiers tente d'organiser le flux de voitures et de «porteurs» venus du Maroc: les femmes par une entrée en contre-bas, les hommes en haut. Les resquilleurs sont

chassés à coups de bâtons, provoquant de dangereux mouvements de foule.

A Melilla, «nous essayons de faire que tout soit compatible, que les gens puissent faire leur commerce et que la police puisse travailler dans les meilleures conditions possibles pour assurer la sécurité», affirme à l'AFP le préfet de Melilla Abdelmalik El Barkani.

## «L'ESPAGNE TOLÈRE CE COMMERCE ILLÉGAL POUR CALMER LE MAROC»

Les couvertures de Naima pourraient arriver directement au port de Nador, au Maroc. Mais les taxes y sont plus élevées, explique Gonzalo Escibano chercheur à l'Institut d'études madrilène Elcano. Du coup, elles sont acheminées jusqu'à celui de Melilla, puis transportées à dos d'homme ou de femme jusqu'au Maroc. «A qui cela profite? Aux compagnies de transports mais pas à la population», ajoute-t-il en soulignant que 40 à 50 entreprises se partagent le marché d'importation jusqu'à Melilla et de sa distribution en vue notamment de son acheminement au Maroc par les porteurs.

L'Espagne tolère ce commerce illégal pour calmer le Maroc qui revendique les deux enclaves et où il fournit des milliers d'emplois, estime Gonzalo Escibano par ailleurs professeur d'économie. Et ce d'autant plus que le Maroc collabore activement en contenant les assauts d'immigrants illégaux et luttant contre le terrorisme, relèvent des sources policières. Du coup, «à court terme, le statu quo est beaucoup plus facile pour les deux pays».



# La police auxiliaire voit le jour

Une nouvelle catégorie de policiers va être créée et recrutée sur simple certificat des études préparatoires. Ce qui soulève un vif débat : elle aura, en effet, le droit de procéder à des arrestations.



**L**e président Abdel-Fattah Al-Sissi a ratifié, cette semaine, un amendement de la loi sur la police, permettant la création d'une nouvelle catégorie d'agents de police: les agents auxiliaires. Il s'agit de sous-officiers recrutés avec le certificat des études préparatoires. La loi leur octroie des pouvoirs judiciaires, dont le droit d'arrêter les citoyens et le droit de rédiger des procès-verbaux. Le recrutement de ces nouveaux policiers a commencé le 27 septembre dernier (et continuera jusqu'au 17 janvier 2015). La première promotion sera composée de 1500 agents qui prendront leurs fonctions en septembre 2016 après une période d'étude de 18 mois qui débutera au mois de mars prochain. Selon les critères d'admission, établis par le ministère de l'Intérieur, l'âge des personnes recrutées est compris entre 18 et 23 ans. Il faut pour se présenter avoir une taille minimum de 170 cm, être en bonne santé et être apte physiquement. Les candidats doivent être titulaires du certificat des études préparatoires ou son équivalent. Ils doivent être Égyptiens de souche, ne pas être naturalisés, et être de parents égyptiens. Ils doivent, de même, avoir un casier judiciaire vierge. Enfin, ils ne doivent pas être licenciés de la fonction publique.

## UNE NÉCESSITÉ SÉCURITAIRE

Pourquoi cette nouvelle police ? Et surtout pourquoi donner le droit de procéder à des arrestations à des policiers, dont le niveau d'étude est le certificat des études préparatoires, alors qu'il

existe des agents de police qui sont déjà en service et qui sont recrutés avec le baccalauréat ?

Les responsables au ministère de l'Intérieur affirment que cette police servira à élargir l'appareil de sécurité pour pouvoir faire face aux «défis colossaux auxquels il est confronté». En effet, depuis la destitution du président islamiste Mohamad Morsi en juillet 2013, les forces de sécurité sont régulièrement prises pour cible. Selon les statistiques du ministère de l'Intérieur, 500 policiers ont été tués dans des actes terroristes depuis cette date. Le général Adel Réfaat, assistant du ministre de l'Intérieur pour les affaires du personnel, a déclaré lors d'une conférence de presse au Club de la police que la création de cette nouvelle police vise à «renforcer les rangs des appareils de sécurité en ayant recours à une nouvelle génération de jeunes. Les jeunes qui seront recrutés suivront des études et un entraînement de très haut niveau. Les nouveaux agents de police travailleront dans plusieurs secteurs dont la défense civile, le service des passeports, celui de la circulation et bien sûr la sécurité». Des arguments qui ne dissipent pas les craintes de Mohamad Zarée, président de l'Organisation arabe pour la réforme pénale. Zarée se demande quelle est l'utilité de créer une nouvelle catégorie de policiers, surtout qu'il existe déjà des sous-officiers de police. «Octroyer de larges prérogatives à des personnes de formation et de culture médiocres engendrera des problèmes. Les gens doivent avoir confiance en la compétence et l'honnêteté des instances exécutives. Mais l'octroi de pouvoirs judiciaires à des titulaires du certificat des études préparatoires créera des problèmes avec les citoyens qui n'auront



plus confiance dans les procédures», pense Zarée. Il rappelle qu'une expérience similaire a eu lieu il y a quelques années avec les «délégués de police». «Ces délégués étaient aussi des jeunes admis avec le certificat des études préparatoires. Ils suivaient des études dans une académie spéciale pendant 3 ans. Mais les abus et les dérives de cette catégorie ont poussé le ministère de l'Intérieur à l'annuler, et cette académie a été fermée il y a 4 ans», affirme Zarée. Et d'ajouter : «C'est vrai que la police a besoin de plus de personnel pour affronter les défis du terrorisme et de la hausse de la criminalité. Mais cela peut se faire à travers d'autres moyens, comme l'augmentation du nombre de recrues à l'Académie de Police et des agents de police déjà existants», conclut Zarée.

Avis partagé par l'ex-général de police, Tareq Hamad, qui estime que les titulaires du certificat des études préparatoires ne sont pas suffisamment qualifiés pour ac-

complir cette mission. «C'est illogique de mettre à pied d'égalité, en ce qui concerne les pouvoirs, un officier de police qui a fait 4 ans d'études supérieures à l'Académie de Police et qui a obtenu un diplôme de droit, et un quasi-illettré. Dresser un procès-verbal est une question délicate, et ce pouvoir ne doit pas être attribué à n'importe qui. Au lieu de se surcharger avec un nouveau personnel non qualifié, mieux vaut améliorer les compétences des officiers», estime Hamad.

## ARMÉE D'HOMMES DE MAIN

Pour sa part, Gamal Eid, avocat et activiste de droits de l'homme, redoute que cette police ne soit qu'une armée d'hommes de main pour réprimer les libertés. Il s'interroge : «Le choix de ces catégories laisse craindre une volonté d'user de ces gens comme un outil de répression». Des craintes exagérées pour l'expert sécuritaire, Fouad Alam, qui trouve qu'il s'agit

d'une initiative positive qui permettra de renforcer la police. «La police est tiraillée entre la sécurisation des installations, des rues, des matchs, des personnalités publiques visées. Pourquoi ne pas créer une catégorie intermédiaire entre l'officier et le soldat», estime Alam. Quant au droit de procéder à des arrestations, il vise, selon lui, à officialiser les procédures, mais c'est le Parquet général qui décide de l'acte d'accusation, estime Alam. Au-delà des compétences mêmes de cette catégorie policière, c'est le but même de sa présence qui alimente les interrogations. «Tout le monde sait que les appareils de sécurité ont recours à des hommes de main. S'agit-il alors d'un moyen pour légaliser ces hommes de main ?», s'interroge Amal Charaf du mouvement du 6 Avril. Pour d'autres, la création de cette catégorie de policiers vise simplement à remplacer les anciens agents de police, auteurs de plusieurs grèves.

# L'explosif rapport sur les méthodes de torture de la CIA

LE FIGARO

**O**n ne connaît pas encore les détails, mais craignant qu'ils suscitent une flambée de sentiments anti-américains, Washington a déjà renforcé ses mesures de sécurité autour de ses bases et de ses ambassades. Attendue depuis huit mois, la synthèse parlementaire sur les méthodes de torture de la CIA après les attentats du 11-septembre 2001 va être mise en ligne mardi. Le texte sera accompagné des remarques critiques de la CIA et des républicains, hostiles à sa publication.

Le rapport, qui décrit les méthodes utilisées par la CIA pour interroger les membres présumés d'al-Qaïda dans le cadre du programme «Rendition, Detention and Interrogation» de l'administration Bush, a été rédigé par la commission du Renseignement du Sénat. Originellement bi-partisane, les républicains se sont rapidement désolidarisés de l'initiative. Le texte de 500 pages a été approuvé à huis clos en décembre 2012 et le principe de sa publication accepté en avril dernier. Cette synthèse est une version expurgée et censurée d'une évaluation de 6.000 pages qui a demandé plus de trois ans d'enquête entre 2009 et 2012.

## LA PRIVATION DE SOMMEIL POUSSÉE AU-DELÀ DU RAISONNABLE

D'après les sources ayant eu le rapport entre les mains, celui-ci dépeindrait en détails la mort de détenus lors d'interrogatoire et les mesures d'intimidation prises pour les faire parler. Le cerveau de l'attentat contre le destroyer USS Cole ainsi été torturé avec une perceuse électrique, non pas directement mais à travers son bruit. Un autre détenu a été menacé d'abus sexuels, ses geôliers lui mettant un balai sous le nez.

Fruit de trois ans d'enquête, un rapport fait la lumière sur le programme secret utilisé pour interroger des militants présumés d'al-Qaïda après le 11-Septembre et donne des détails sur la simulation de noyade ou la privation de sommeil. Les républicains sont vent debout contre cette opération transparence.



Le texte devrait aussi lever le voile sur le recours aux gifles, au froid, aux simulations de noyade et à la privation de sommeil. Si cette dernière tactique était autorisée, elle a parfois été poussée au-delà du raisonnable. Un Palestinien a été interrogé sans discontinuer et empêché de dormir pendant cinq jours. Face à ce type de débordements, la pratique a été plus fermement encadrée à partir de 2003. Plusieurs détenus ont aussi été soumis à des simulacres d'exécution, ce que n'avaient jamais validé les experts juridiques de l'administration Bush.

Bilan ravageur, le rapport estimerait que ces interrogatoires musclés n'ont pas permis d'obtenir des informations pertinentes, notamment pour retrouver la trace d'Oussama Ben Laden, qui vivait caché au Pakistan. Toujours selon lui, la CIA aurait sciemment menti au Congrès sur l'étendue et l'efficacité de la torture.

## «NOUS AVONS FRANCHI UNE LIGNE»

Les conclusions du rapport sont «choquantes», avait prévenu Dianne Feinstein, présidente démocrate de la commission, au prin-

temps dernier. Elle évoquait «de terribles erreurs» tandis que Barack Obama regrettait «des techniques que toute personne honnête devrait considérer comme de la torture». «Nous avons franchi une ligne», déploierait-il. C'est à la Maison-Blanche et à Dianne Feinstein que l'on doit la publication du document, transparence qui a mis vent debout les républicains.

«Nous avons la chance d'avoir des hommes et des femmes qui travaillent dur à la CIA, ce sont des patriotes», a défendu l'ancien président George W. Bush qui regrette un rapport «hors sujet». Son vice-président de l'époque Dick Cheney, qui a toujours défendu la CIA, a juré que «si c'était refaire, il ne changerait rien». «Je ne crois pas que la CIA ait déformé la réalité. Il ne faut pas oublier que notre objectif était d'éviter un nouveau 11-Septembre», assure-t-il.

## «GRANDE HYPOCRISIE DES POLITIQUES»

Le président républicain de la commission du Renseignement de la Chambre des représentants, a jugé que publier ce rapport était «une très mauvaise idée». «Nos services ont estimé que cela allait entraîner des violences et des morts», a-t-il mis en garde. La crainte semble même avoir été partagée par une partie de l'administration Obama: le secrétaire d'Etat John Kerry a en vain plaidé auprès de Dianne Feinstein pour qu'elle change d'avis. Dans une tribune publiée en fin de semaine dernière dans le Washington Post, Jose Rodriguez, ancien responsable du programme au sein de la CIA, a pour sa part dénoncé la «grande hypocrisie» des politiques sur ce dossier. «Nous avons fait ce qui nous a été demandé. Nous savons que cela a été efficace», a-t-il plaidé. «Une décennie plus tard, en guise de récompense nous entendons certains de ces mêmes politiques faire part de leur indignation et - pire - déformer les faits et minimiser les succès obtenus».



# France : le commerce du kebab, un enjeu politique

Considéré comme un symbole de la présence des musulmans en France par l'extrême droite, le kebab reste néanmoins un plat très prisé. Au point que le New York Times lui consacre un reportage.

**Courrier international**

**D**epuis les cuisines du luxueux hôtel Mandarin Oriental, Thierry Marx (deux étoiles au Michelin) fait la guerre au racisme culinaire : il prépare le kebab. Cela fait plusieurs mois que des responsables du Front national (FN) vitupèrent contre cet emprunt particulièrement populaire à la cuisine orientale. Pour eux, la prolifération de ces échoppes aux rôtissoires verticales n'est rien moins qu'une menace pour l'identité nationale.

"J'ai grandi dans un quartier difficile de Paris avec des immigrés d'une centaine de nationalités, explique Thierry Marx, qui dirige également une école de street food dans l'est de la capitale. Tout le monde n'apprend pas que je fasse ce genre de cuisine, mais les symboles sont importants pour moi. La street food est un moteur d'intégration."

Il faut reconnaître que le kebab du chef, qu'il sert parfois pour le brunch dominical, relève plus de la création gastronomique que du fast-food : les tranches de selle d'agneau sont roullées dans des miettes de pain avec du cumin et sautées dans du beurre et de l'huile avec des herbes et des morceaux de fruits séchés. Le tout est servi accompagné d'un houmous crémeux, d'une sauce au yaourt et au concombre et d'un pain pita moelleux à la semoule.

## HOMMES BARBUS ET FEMMES VOILÉES

La "kebabophobie" est d'abord apparue en France dans des blogs de militants d'extrême droite en 2013 avant de s'inviter dans les campagnes électorales locales et européennes du printemps dernier. "Ces attaques n'ont rien à voir avec la gastronomie, affirme Philippe Faure, responsable au ministère des Affaires étrangères de la promotion du tourisme et de la gastronomie

française. C'est une manipulation de la gastronomie à des fins politiques. C'est du racisme pur et simple."

Lors de sa campagne pour la mairie de Béziers, Robert Ménard, cofondateur du site d'information Boulevard Voltaire, avait évoqué avec nostalgie la disparition d'une France "traditionnelle". En 2013, son site avait publié un article imaginant la France en 2047 : toutes les femmes étaient voilées et le kebab avait remplacé la célèbre baguette. L'installation de vendeurs de kebab "s'accompagne trop souvent d'hommes barbus et de femmes voilées", disait l'article.

Aujourd'hui maire de Béziers, Robert Ménard fait valoir un droit de préemption municipal sur tout commerce cessant son activité dans le centre historique de la ville, ceci afin d'éviter la prolifération des vendeurs de kebab. "Je veux pouvoir choisir les commerces qui pourront s'installer dans le centre-ville, déclare-t-il au cours d'une conversation téléphonique. Les Français sont attachés à leur histoire, à leur culture. Lorsque la présence des étrangers devient trop visible, les gens se sentent menacés. Trop de vendeurs de kebab menacent l'image et l'identité historique de la ville."

## IL Y A AUSSI LA QUESTION DE L'HYGIÈNE

De son côté, Marine Le Pen n'a pas repris la cause des anti-kebab. La dirigeante du FN préfère rester au-dessus de la mêlée en matière de guerre culturelle. Mais la victoire de douze candidats soutenus par le FN aux municipales du printemps 2014 en a enhardi certains qui n'hésitent plus à utiliser la gastronomie comme une arme politique.

Durant la campagne à Beaucaire, dans le sud de la France, le candidat FN Julien Sanchez s'était plaint de la présence de quatre vendeurs de kebab dans le centre historique de la ville. Il s'était alors engagé,



s'il était élu, à user de son autorité de maire afin d'empêcher l'ouverture de nouveaux commerces "communautaires". Peu après sa victoire, l'agence Associated Press avait rapporté certains de ses propos selon lesquels il ordonnerait des patrouilles de police chez les vendeurs de kebab afin de vérifier que ces commerces ne dissimulent pas d'activités illégales.

A Blois, dans la vallée de la Loire, plusieurs vendeurs de kebab se sont récemment installés dans le centre historique, non loin du château pluricentenaire où ont résidé sept rois et dix reines. Michel Chassier, secrétaire départemental du Loiret-Cher du FN, espère bien obtenir leur fermeture. "Ces commerces sont incompatibles avec l'image de Blois, joyau de l'histoire de France qui attire des visiteurs du monde entier, explique Michel Chassier au téléphone. Blois devient petit à petit un lieu banal et mondialisé." Il dresse un tableau encore plus sombre des vendeurs de kebab. "Certains servent-ils à blanchir de l'argent sale ?, demande-t-il. Je ne fréquente pas ces établissements bien sûr, mais il y a aussi la question de l'hygiène."

En dépit de toutes ces attaques, aucun indice ne laisse deviner un déclin de cette activité. D'après le cabinet Gira Conseil, près de 300 millions de kebabs sont consommés chaque année dans près de 10 000 points de vente en France. Les kebabs arrivent en troisième position, après les hamburgers et les pizzas, au hit-parade des fast-foods préférés des Français.

## RAPIDE À FAIRE ET BON MARCHÉ

Le kebab qui dérange tant l'extrême droite française n'est pas tout à fait pareil que celui servi par Thierry Marx au Mandarin Oriental. Il s'agit du classique doner kebab turc, appelé gyro aux Etats-Unis. Il se compose de multiples couches de viande (veau, poulet, dinde, agneau), tranchées à même la broche. Il est servi avec des rubans de salade et une sauce dans un pain plat, avec ou sans frites.

Le doner kebab est arrivé en France à la fin des années 1980 avec l'immigration turque. Il s'est diffusé et a été modifié par l'importante communauté de migrants d'Afrique du Nord, habitués à consommer de la viande grillée avec du pain plat. Le kebab a néanmoins conservé son image de nourriture sur le pouce : un sandwich rapide à faire et bon marché, préparé dans une petite échoppe et nécessitant peu d'investissement, d'équipement et de qualification. Il est rarement considéré comme français.

En Allemagne en revanche, où vit une importante communauté turque, le doner kebab est tellement entré dans les mœurs que Berlin compte désormais plus de vendeurs de kebab qu'Istanbul. La chancelière Angela Merkel a été photographiée à plusieurs reprises à côté de ces énormes pièces de viande à la broche.

Au Royaume-Uni, l'industrie du kebab célèbre chaque année la remise des British Kebab Awards, à laquelle participent plusieurs parlementaires. Parmi les récompenses, on peut citer "le meilleur kebab de

Londres à emporter" et le "meilleur nouveau vendeur de kebab".

## VOUS ÊTES CE QUE VOUS MANGEZ

Dans les cuisines du restaurant Anatolie situé à Montreuil, Philippe Celik et ses cinq salariés proposent une dizaine de kebabs différents : doner, shish ou kefte. Philippe Celik travaille dans la restauration depuis qu'il a quitté le Kurdistan turc pour s'installer à Paris en 1989. "Il y aura toujours des stéréotypes sur les étrangers. Les Kurdes viennent des montagnes, et les Siciliens sont des mafieux", soupire-t-il. Mais qui a construit ce pays ? Qui sont les ouvriers du bâtiment ? Les étrangers." En 2013, l'excellent artisan boucher Hugo Desnoyer s'est associé avec un chef français et un autre partenaire pour ouvrir Le Grillé, sur la rive droite, à Paris. Il y sert des "kebabs de luxe", dont un à partir de veau de lait. Depuis 2012, la Kebab Academy de Saint-Lo en Normandie forme ses étudiants à l'art du kebab. Parmi eux, l'année dernière, se trouvait un boucher de 33 ans originaire de Chengdu, en Chine.

"Le kebab séduit les Français par son exotisme, son prix peu élevé et sa facilité à le consommer même en marchant dans la rue, explique Pierre Raffard, spécialiste français de la cuisine turque. C'est un produit nomade qui n'est pas près de disparaître. Pour la droite, le kebab est devenu le symbole de l'invasion des musulmans en France. C'est un moyen d'attaque très efficace. Vous êtes ce que vous mangez. Vous touchez un point particulièrement sensible de l'identité."

# Une compagnie saoudienne veut séparer femmes et hommes à bord de ses vols

Saudia Airlines répond ainsi aux plaintes de certains hommes qui n'acceptaient pas que leurs femmes et leurs filles soient assises à côté de passagers mâles.



## Le Point

**V**oilà une pratique digne du Moyen-Âge. La compagnie aérienne saoudienne Saudia Airlines veut interdire aux femmes et aux hommes de s'asseoir côte à côte à bord de ses avions. Pour répondre aux plaintes de passagers hommes qui étaient "choqués" que leurs épouses, filles, soeurs ou mères soient assises à côté de voyageurs mâles "étrangers", la société a ainsi décidé d'établir une ségrégation sexuelle, indique le site d'information Emirates247. Le directeur adjoint du marketing, Abdul Rahman Al Fahd, s'est félicité dans les colonnes du journal saoudien Ajel d'avoir trouvé "une solution à ces problèmes". "Nous allons bientôt introduire de nouvelles règles qui satisferont tout le monde", a-t-il ajouté. En appliquant la non-mixité des vols, la compagnie respecte ainsi une stricte interprétation de la charia - la loi islamique - et harmonise ses règles avec les prescriptions religieuses établies par les autorités du royaume wahhabite.

## "INTERDIT AUX FEMMES"

Le personnel de bord devra ainsi veiller à la séparation des sexes, sauf si les passagers sont de la même famille. La religion est déjà très présente à bord. Ainsi, avant chaque décollage, un verset du Coran ou une prière est récitée. Les

hommes peuvent se rendre dans un espace qui leur est dédié pour les cinq prières quotidiennes. On ne trouve dans les avions ni alcool ni porc et encore moins d'hôtesse de nationalités étrangères, y compris sur les vols internationaux. Une compagnie de l'interdit où il fait décidément bon voyager... En Arabie saoudite, les femmes sont placées sous l'autorité légale de tuteurs masculins. Des restaurants affichent parfois des panneaux "Interdit aux femmes". Les Saoudiennes ne peuvent étudier que dans les universités 100 % féminines où on ne trouve pas de professeurs ou d'étudiants de sexe masculin. Des gardiens empêchent d'ailleurs l'entrée d'homme au sein de ces universités non mixtes. Une étudiante est décédée des suites

d'un malaise cardiaque en février 2014 alors que la direction de l'université - au nom de la non-mixité - a refusé de faire entrer un ambulancier sur le campus pour la secourir, car aucun responsable masculin de la jeune fille n'était présent. L'Arabie saoudite est également le seul pays au monde où les femmes n'ont pas le droit de conduire. Des militantes avaient bravé cette interdiction en prenant le volant en octobre dernier défiant le pouvoir de Riyad et provoquant la colère des extrémistes religieux. Deux d'entre elles ont été renvoyées devant un tribunal spécialisé en affaire... de terrorisme !

## FEMMES ET RELIGIONS

Le sexisme n'est pas l'apanage de la compagnie Saudia Airlines ou des Saoudiens. En septembre 2014, refusant de s'asseoir à côté de femmes, des passagers juifs ultra-orthodoxes d'un vol New York-Tel-Aviv avaient provoqué un véritable scandale et avaient causé un retard de près de onze heures. En 2011 déjà, des heurts avaient éclaté dans la ville de Beit Shemesh, près de Jérusalem, entre des policiers israéliens et plusieurs centaines d'ultra-orthodoxes qui réclamaient une séparation stricte entre hommes et femmes. La religion catholique n'est pas non plus en reste. Exercer un ministère sacré est une des rares occupations auxquelles les femmes ne peuvent toujours pas accéder. Si la société civile et les catholiques s'expriment en faveur de l'amélioration de la condition féminine depuis plusieurs années, l'Eglise n'a toujours pas entamé de réelle réforme à ce sujet. Le texte du dernier synode limite la question féminine à la sphère de la famille.



## AIR ALGÉRIE

Jeudi	
Vol	Départ
Oran - Alger	08h50
Oran - Alger	11h20
Oran - Alger	16h25
Oran - Alger	20h15
Oran - Ouargla	07h00
Oran - In Amenas	07h00
Oran - Adrar	09h00
Oran - Annaba	15h30
Oran - Ghardaïa	15h10
Oran - Tamenrasset	15h10
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	10h00
Alger - Oran	13h20
Alger - Oran	18h25
Alger - Oran	20h30
Ouargla - Oran	14h00
In Aménas - Oran	11h50
Adrar - Oran	12h05
Annaba - Oran	18h10

Vendredi	
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	10h50
Oran - Alger	13h25
Oran - Alger	13h15
Oran - Alger	14h50
Oran - Alger	19h00
Oran - Alger	19h00
Oran - H. Messaoud	09h00
Oran - Constantine	15h30
Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	13h00
Alger - Oran	17h10
Alger - Oran	20h30
H. Messaoud - Oran	11h45
Constantine - Oran	17h50
Tamanrasset - Oran	08h00
Ghardaïa - Oran	11h00

## INTERNATIONAL

Jeudi	
Vol	Départ
Oran - Alicante	07h25
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Barcelone	08h25
Oran - Lyon	09h00
Oran - Casablanca	12h10
Oran - Paris-(CDG)	14h00
Oran - Marseille	15h25
Oran - Toulouse	15h45
Oran - Jeddha	17h40
Vol	Arrivée
Alicante - Oran	10h40
Paris-Orly - Oran	14h10
Barcelone - Oran	12h05
Lyon - Oran	14h20
Casablanca - Oran	16h10
Paris-(CDG) - Oran	20h10
Marseille - Oran	20h00
Toulouse - Oran	19h45
Jeddha(j+1) - Oran	07h05

Vendredi	
Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Toulouse	08h50
Oran - Marseille	09h00
Oran - Casablanca	14h00
Oran - Paris-CDG	14h00
Oran - Alicante	15h15
Oran - Medine	14h50
Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	14h10
Toulouse - Oran	12h50
Marseille - Oran	13h35
Casablanca - Oran	18h00
Paris(CDG) - Oran	20h10
Alicante - Oran	18h15
Madrid - Oran	18h30

AIGLE AZUR	
VOL	DEP/ARR
Mer / Jeu/ Ven /Dim	
Paris-Orly - Oran	15h00/ 16h25
Mer/ Ven	
Paris-CDG - Oran	15h15/ 16h45
Mer/Jeu/Ven/Dim	
Marseille - Oran	09h00 / 09h40
Jeu	
Mulhouse - Oran	15h15 / 16h35
Mer / Jeu/ Ven /Dim	
Oran - Paris-Orly	17h40/ 21h00

الخطوط التونسية TUNISAIR	
Tunis/ Oran	Oran / Tunis
Arrivée	Départ
Lundi / Jeudi	
09h45	10h30



## TRAIN

Départ	Arrivée
ORAN - ALGER	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ALGER - ORAN	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ORAN - MAGHNIA	
07h30	11h05
12h50	16h22
16h00	19h42

MAGHNIA - ORAN	
04h45	08h09
08h50	12h22
14h05	17h26

ORAN - RELIZANE	
17h15	18h47

RELIZANE - ORAN	
05h25	07h17

ORAN - BECHAR	
20h30	05h46

BECHAR - ORAN	
20h00	05h00

ORAN - CHLEF (AUTORAIL)	
16h15	18h22

CHLEF - ORAN (AUTORAIL)	
06h50	09h11

ORAN - TÉMOUCHENT	
08h10	09h11
17h02	18h03

TÉMOUCHENT - ORAN	
06h15	07h14
15h05	16h05

ORAN - SBA	
17h00	18h22

SBA - ORAN	
05h40	06h58



## ALGÉRIE FERRIES

DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALICANTE	
Jeu 08 - 18h00	Ven 09 - 07h00
Mer 14 - 18h00	Jeu 15 - 07h00
Mer 21 - 18h00	Jeu 22 - 07h00
Lun 26 - 18h00	Mar 27 - 07h00
Ven 30 - 18h00	Sam 31 - 07h00

ALICANTE / ORAN	
Ven 09 - 19h00	Sam 10 - 07h00
Jeu 15 - 19h00	Jeu 16 - 07h00
Jeu 22 - 19h00	Jeu 23 - 07h00
Mar 27 - 19h00	Mer 28 - 07h00

ORAN / MARSEILLE	
Dim 18 - 12h00	Lun 19 - 14h00

MARSEILLE / ORAN	
Mar 20 - 12h00	Mer 21 - 14h00
Ven 30 - 12h00	Sam 31 - 14h00

## THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

► Vendredi 09 janvier à 10h au TRO  
«En-Nahla»

Auteur : Abdelkhalek Houari  
Mise en scène : Abdelkhalek Houari (TRO)

► Vendredi 09 janvier à 16h au TRO  
«Ethoni Visa»

Auteur et Mise en scène : Miloud Boumediene  
Union des Associations d'Oran

► Samedi 10 janvier à 15h au TRO  
«Hakki Mel Gâteau»

Auteur et Mise en scène :  
Kaddour Ibrahim Abdelfatah  
(Ouchak el Mesrah)

► Dimanche 11 janvier à 14h TRO  
Célébration Maoulid

Ennabaoui

(Maison de la culture d'Oran)

► Mardi 13 janvier à 15h TRO  
«En Nahla»

Auteur : Abdelkhalek Houari  
Mise en scène : Abdelkhalek Houari (TRO)

► Mercredi 14 janvier à 14h au TRO  
Après-midi poétique

Par l'Association «Art Et culture el Fadhl»  
(Ass/El Fadhl)

## Cinémathèque d'Oran



► Jeudi 08 janvier à 14h30:

«Dead Man Dobn» de Niels

Arden Oplev. (USA 2012)

-16h30 : «LES FEMMES

DU BUS 678»

De Mohamed (Egypte 2010)



## Ciné manga

Arrietty, le petit monde  
des chapardeurs



► Samedi 10 janvier à 15h à l'IF d'Oran

Ciné manga De

Hiromasa Yonebayashi

Dans la banlieue de To-

kyo, sous le plancher

d'une vieille maison per-

due au coeur d'un im-

mense jardin, la minus-

cule Arrietty vit en secret

avec sa famille.

## Cinéma

L'Algérie son cinéma et moi

► Samedi 10 janvier à 17h à l'IF de Tlemcen

► Mardi 13 janvier à 15h00 à l'IF d'Oran

► Mercredi 14 janvier à 15h00 à l'IF d'Alger

Animé par Hadj Bensalah (ancien directeur de la Ci-

némathèque d'Oran). De Larbi Benchiha,

Des premiers films de Charlot découvert dans un

camp de réfugié aux séances glorieuses du cinéma

algérien en pleine apogée, nous refaisons avec Larbi

Benchiha toute l'histoire de l'Algérie moderne à tra-

vers les films qui ont marqué une époque et un pays.

Mohamed Chouikh,  
un cinéaste résistant

► Mardi 13 janvier à 18h00 à l'IF d'Oran

► Mercredi 14 janvier à 18h30 à l'IF d'Alger

Animé par Hadj Bensalah (ancien directeur de la Ci-

némathèque d'Oran). L'esthétique cinématographique

de Mohamed Chouikh relève de l'archéologie socia-

le. Chacun de ses films est une exposition de frag-

ments de l'histoire des algériens au regard de leur

présent. Pour autant, Chouikh n'est pas un cinéaste

passéiste. Au contraire, son cinéma est visionnaire, il

balise le futur et donne du relief au présent.

## Concert Jazz

DUO AIRELLE

► Jeudi 15 janvier à 19h30 à l'IF d'Alger

► Mardi 20 janvier à 18h00 au conservatoire

municipal ahmed wahby d'Oran

► Mercredi 21 janvier à 18h à l'IF de Tlemcen

► Dimanche 18 janvier à 18h à l'IF de Annaba

► Samedi 17 janvier à 18h à l'IF de Constantine

Avec Aïrelle Besson - Trompette et Nelson Veras -

Guitare, Musiciens au lyrisme raffiné et à la virtuosi-

té retenue, Aïrelle Besson et Nelson Veras se lan-

cent dans l'exercice du duo peu habituel trompe-

te-guitare avec une grande délicatesse.

## MÉTÉO

AUJOURD'HUI	DEMAIN
ORAN	
Ensoleillé Max.18-Min.4	Peu nuageux Max.18-Min.2
MOSTAGANEM	
Ensoleillé Max.18-Min.4	Peu nuageux Max.18-Min.3
TLEMSEN	
Ensoleillé Max.17-Min.2	Ensoleillé Max.19-Min.4
MASCARA	
Ensoleillé Max.16-Min.3	Ensoleillé Max.17-Min.2
TIARET	
Ensoleillé Max.14-Min.-1	Ensoleillé Max.15-Min.-2
CHLEF	
Ensoleillé Max.18-Min.6	Ensoleillé Max.18-Min.6
BÉCHAR	
Peu nuageux Max.16-Min.6	Peu nuageux Max.18-Min.4
ALGER	
Peu nuageux Max.16-Min.4	Ensoleillé Max.16-Min.3
CONSTANTINE	
Ensoleillé Max.14-Min.4	Peu nuageux Max.14-Min.1
ANNABA	
Peu nuageux Max.16-Min.6	Peu nuageux Max.17-Min.6

Unité de Recherche en Sciences Sociales et Santé vous convie à une :

## TABLE RONDE

| Jeudi 8 Janvier 2015 à 09h30  
Salle des conférences, GRAS

### La santé reproductive et ses enjeux sociaux

Intervenants :

- Mebtoul Mohamed
- Hachem Amel
- Daheur Kamel
- Mouffok Nadjer
- Araoui Karima
- Benabed Aïcha

Unité de Recherche en Sciences Sociales et Santé  
Université d'Oran, Ex-I.A.P., Es-Sénia  
www.gras-oran.org

Unité de Recherche en Sciences Sociales et Santé vous convie à une :

## CONFÉRENCE-DÉBAT

| Mercredi 14 janvier 2015 à 14h00  
Salle des conférences, GRAS

### La responsabilité sociale de la Faculté de Médecine d'Oran : Impact sur la santé

Dr. Farah BENDJELID  
Maître assistante en épidémiologie et médecine préventive, SEMEP du CHUO/ Université d'Oran

Unité de Recherche en Sciences Sociales et Santé  
Université d'Oran, Ex-I.A.P., Es-Sénia  
www.gras-oran.org



Nigeria

## Shell verse 70 millions d'euros à des pêcheurs pour compenser une pollution pétrolière



Le groupe pétrolier Royal Dutch Shell a accepté de verser 55 millions de livres (70 millions d'euros) à quelque 15.600 pêcheurs du Nigeria en compensation de deux cas de pollution pétrolière survenus en 2008, ont annoncé mercredi les avocats des deux parties. La filiale au Nigeria du géant néerlandais-britannique, SPDC, a accepté de verser 35 millions de livres aux plaignants, des pêcheurs de Bodo, une ville du sud du Nigeria, et 20 millions de livres à la municipalité de Bodo, ont indiqué Shell et le cabinet d'avocats londonien Leigh Day,

qui défendait le dossier des pêcheurs. Cet accord à l'amiable, qui met fin à une bataille juridique de trois ans, permet au géant pétrolier d'éviter un procès devant la Haute Cour de Londres qui avait été programmé pour mai 2015. Les compensations ont été versées aux avocats des plaignants. Chacun des 15.600 pêcheurs qui réclamaient une compensation pour les pertes subies à cause de la pollution provoquée en 2008 par deux fuites dans le pipeline du groupe dans le delta du Niger recevra 2.200 livres, soit l'équivalent d'environ trois années de salaire mi-

nimum au Nigeria, a précisé Leigh Day. SPDC avait reconnu en novembre dernier avoir minimisé l'importance des fuites, qui avaient été estimées à 4.144 barils. Le groupe pétrolier n'avait cependant pas donné de nouveau chiffre. Amnesty International a estimé pour sa part que la première des deux fuites de 2008 avait été de plus de 100.000 barils. Et Leigh Day a évoqué un total de quelque 600.000 barils pour les deux fuites. SPDC a déclaré que ces fuites étaient «très regrettables», mais que la plus grande partie de la pollution pétrolière dans la région du delta du Niger était causée par les vols de pétrole et le raffinage clandestin. Indépendamment de l'accord annoncé mercredi, SPDC s'est engagé à nettoyer la zone polluée par les fuites de 2008. Ce nettoyage devrait commencer dans deux ou trois mois.

Le chef Sylvester Kogbara, qui préside le conseil des chefs et des anciens de Bodo, a déclaré que sa communauté était heureuse qu'un accord ait enfin été conclu. «Nous espérons que cela créera de bonnes relations avec Shell dans l'avenir, pas seulement avec les gens de Bodo mais avec toutes les communautés du delta du Niger qui ont été affectées de la même manière que nous», a-t-il dit. «Nous espérons que le nettoyage de l'environnement de Bodo suivra rapidement», a-t-il ajouté. Le Nigeria est le plus gros producteur de brut d'Afrique. Des décennies de fuites ont causé une pollution massive dans le delta du Niger.

## Autonome et hyperconnectée, la voiture du futur s'expose à Las Vegas



Elles conduisent sans chauffeur, ne polluent plus et communiquent via internet avec votre montre: les voitures du futur sont très présentes au salon d'électronique grand public International CES de Las Vegas. Le constructeur automobile allemand Daimler présente le prototype le plus ambitieux. Dans sa Mercedes-Benz F 015 électrique et pleine d'électronique, on n'est plus obligé de se servir du volant, ni même de regarder la route. Les deux fauteuils avant pivotent pour faire face aux passagers à l'arrière, créant une sorte de salon roulant. Le véhicule se déplace tout seul, et interagit même avec l'extérieur: il projette par exemple un passage-piéton virtuel sur le sol devant lui pour indiquer à une personne au bord de la route qu'elle peut traverser. «L'autonomie totale, ce sera pour la prochaine décennie», indique toutefois à l'AFP le patron de Daimler, Dieter Zetsche, évoquant des problèmes de régulation, ainsi que de fiabilité dans certains environnements spécifiques (nuit, pluie, neige). «Il y a ce qu'on sait faire techniquement, et ce que le grand public est prêt à accepter», prévient également Guillaume Devauchelle, vice-président pour l'innovation et le développement scientifique chez l'équipementier automobile français Valeo. Une voiture qui conduit toute seule, «ça va faire très peur», reconnaît-il. «L'idée est d'acquiescer de la confiance avec des fonctions plus simples et moins chères.» Valeo en montre un exemple dans une

Volkswagen Passat partiellement automatisée qui emmène des journalistes dans la circulation normale de Las Vegas. Le chauffeur appuie sur un bouton près du volant, et lève les mains et les pieds. La voiture prend les commandes, freine pour s'arrêter et repart automatiquement, en se calant sur le comportement de celle immédiatement devant elle. Tout repose sur un seul élément, un scanner «lidar» placé sous la plaque d'immatriculation avant, pour identifier les autres voitures, les piétons, ou les marquages au sol des lignes de circulation. Un système informatique embarqué occupe également la moitié du coffre. Mais Valeo promet qu'à terme, la technologie tiendra dans un petit boîtier. M. Devauchelle envisage un usage en série d'ici 2017, sur autoroute jusqu'à 200 kilomètres/heure ou dans les embouteillages du périphérique, car «c'est la fonction de base, qui fera le moins peur».

Il faudra probablement en revanche «plusieurs générations de véhicules» avant que les gens se laissent conduire dans des situations plus complexes, tourner dans un carrefour encombré par exemple. Le constructeur allemand Audi, qui a utilisé le système de pilotage d'un prototype sur les 900 kilomètres l'amenant de la baie de San Francisco au salon, dit aussi avoir une «approche évolutionnaire» et installer par étapes les fonctions automatisées sur ses véhicules. En outre, «il faudra une sorte de supervision pour s'assurer que le conducteur peut reprendre la main» en cas d'incident, «qu'il n'est pas inconscient

ou victime d'une crise cardiaque», note Daniel Lipinski, en charge de son projet de conduite automatisée.

Sur les voitures électriques i3 exposées par un autre constructeur allemand, BMW, le volant tourne carrément tout seul devant un siège conducteur vide. A côté du véhicule, le démonstrateur appuie sur l'écran tactile de la montre connectée à son poignet pour faire partir la voiture. Cette démonstration au CES s'effectue à petite vitesse sur un parcours de quelques dizaines de mètres légèrement incurvé. Mais Georg Tanzmeister, ingénieur spécialisé dans la recherche sur la conduite automatisée chez BMW, assure que le système fonctionne aussi pour faire du parking automatique: «On peut simplement laisser la voiture à l'entrée du garage» et la laisser aller chercher une place toute seule. Valeo se sert pour sa part d'une smartwatch ou d'un smartphone pour stocker une «clé virtuelle» permettant d'ouvrir les portières et de démarrer. Une fonction potentiellement utile pour les sociétés de location de véhicules ou le covoiturage. BMW présente même une application de contrôle à distance du véhicule depuis le téléviseur du salon, permettant d'ouvrir ou fermer les portes et les fenêtres, d'allumer la climatisation... Un gadget ? Pas forcément, selon Robert Hein, chargé des questions de mobilité personnelle dans sa division de recherche. Certains utilisateurs «pourraient verrouiller la porte de la voiture, parce qu'ils avaient oublié», avance-t-il.

## Une dent humaine dans des frites chez McDonald's



Une dent humaine a été trouvée l'an passé dans des frites vendues dans un menu de l'enseigne McDonald's au Japon, chaîne de restauration rapide dont la filiale nipponne est malmenée par une série de pépins dont les médias japonais font leurs choux gras. Selon la télévision TBS et d'autres chaînes, la dent a été découverte par une cliente d'Osaka le 26 août dernier dans un menu «Big Mac Set». La trouvaille a été immédiatement signalée au magasin dont les responsables se sont excusés, sans toutefois rembourser le prix du mets immangeable. L'analyse de «l'objet étranger» confiée à un laboratoire extérieur a confirmé qu'il s'agissait d'une dent humaine, «sur la base de la matière et du fait que des soins médicaux ont antérieurement été apportés à cette dent». La cliente, qui a témoigné à la télévision, a indiqué avoir déplo-

ré ne pas avoir eu plus d'explications. «J'ai un enfant en bas âge, alors cela fait peur de penser qu'il aurait pu avaler cela et même s'étouffer», a dit l'intéressée dans un entretien par téléphone accordé à TBS. La filiale nipponne de McDonald's n'en finit pas de subir des péripéties ces derniers mois et jours. Deux morceaux de sac en plastique ont été découverts récemment dans ses nuggets au poulet, en cas très prisé déjà victime l'an passé d'un retentissant scandale sanitaire. Un client d'un McDo de la ville de Misawa s'est plaint samedi d'avoir trouvé un bout de cette matière non comestible dans un nugget issu d'une usine de Thaïlande, et un autre, à Tokyo, dit avoir eu il y a peu une surprise similaire. Les médias font aussi état d'un morceau de plastique dans une sorte de crème glacée servie dans un McDo à Koriyama.

## L'abus d'alcool tue six personnes par jour aux Etats-Unis

Plus de 2.200 personnes meurent chaque année d'abus d'alcool aux Etats-Unis, selon un rapport des autorités sanitaires publié mardi. Trois décès sur quatre se produisent chez des adultes de 35 à 64 ans, surtout des hommes blancs non hispaniques, précisent les auteurs de cette recherche des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC). Les Amérindiens et les peuples autochtones d'Alaska présentent la plus forte mortalité par abus d'alcool. «Cette étude montre que les décès résultant de l'intoxication éthylique n'est pas un problème qui touche seulement les jeunes», relève le Dr Robert Brewer des CDC, le principal auteur du rapport. «Cette recherche met aussi en lumière l'importance d'une approche étendue

pour réduire les beuveries», consommation occasionnelle et excessive d'alcool, fréquente aux Etats-Unis. Plus de 38 millions d'adultes américains se livrent à ces «binge-drinking» quatre fois par mois en moyenne, absorbant pour chacune de ces occasions huit verres d'alcool, selon les CDC. Une beuverie est la consommation d'au moins cinq verres d'alcool pour les hommes et de quatre verres pour les femmes. Les décès résultant d'un abus d'alcool résultent de la consommation d'une très grande quantité d'alcool sur une courte période, qui entraîne une alcoolémie très élevée dans l'organisme pouvant bloquer des mécanismes dans le cerveau contrôlant la respiration, le rythme cardiaque et la température du corps.

## Nouvelle-Zélande Les parachutistes quittent in extremis leur avion tombé du ciel



Les treize passagers d'un avion appartenant à une société de chute libre se sont fait une grosse frayeur mercredi en Nouvelle-Zélande: ils se sont jetés dans le vide et ont déployé leur parachute peu avant le crash de l'appareil. L'avion transportait six clients et leurs moniteurs de parachutisme, ainsi que le pilote, pour un saut en tandem au-dessus du lac Taupo, sur l'île du Nord néo-zélandaise. L'avion a con-

nu une panne de moteur peu après le décollage et a rapidement piqué du nez à un peu plus de 1.000 mètres d'altitude, selon les autorités locales. «Tous les parachutistes, ainsi que le pilote, ont pu quitter l'avion et se sont posés sains et saufs», a déclaré dans un communiqué Roy Clements, le patron de la société Skydive Taupo. L'avion s'est abîmé dans le lac, à une faible profondeur, selon des images de la télévision néo-zélandaise.



La circulaire de 2006 interdisant d'introduire literie et nourriture réactivée

## Dix services de l'hôpital d'Oran désignés sites pilotes

La circulaire du ministère de la Santé de juin 2006 portant interdiction formelle d'introduire dans les structures sanitaires de la literie et de la nourriture sera réactivée à l'hôpital d'Oran.

S. M.

« La décision de réactiver les directives de cette circulaire a été prise par la DG de cet établissement hospitalier suite à une réunion du staff administratif qui a eu lieu au début de cette semaine. L'interdiction d'introduire de la literie et de l'alimentation sera appliquée dans dix services choisis comme site pilote avant d'être étendue à l'ensemble du service de l'hôpital d'Oran. La DG a donné des instructions au staff administratif pour œuvrer à améliorer les conditions d'accueil, de prestations, d'hospitalisation et d'accès aux soins des malades », affirme le chargé de communication de cet établissement hos-

pitalier. La fameuse circulaire du ministère de la Santé de juin 2006 avait été appliquée brièvement dans les hôpitaux et à travers le territoire national avant d'être abandonnée car la quasi-totalité des établissements hospitaliers gèrent difficilement la logistique, et essentiellement les ruptures des stocks qui peuvent résulter de dysfonctionnements dans l'approvisionnement aussi bien pour la restauration, le linge, les médicaments et les différents stocks de consommables. Les repas servis dans nos hôpitaux sont fétides de l'avis de la majorité des malades hospitalisés, alors que pour la literie (matelas, draps, oreillers...) l'hygiène n'est pas le meilleur atout de nos hôpitaux. Les draps et oreillers de nos hôpitaux ont

perdu leur couleur blanche d'origine pour devenir gris auréolés de tâches. Personnel médical et administratif ferment ainsi les yeux devant le ballet des marmites, des couvertures et autres produits «prohibés» parce qu'ils savent que les prestations de nos hôpitaux ne répondent aucunement à la qualité et l'hygiène requises. Les lacunes de gestion logistique des hôpitaux ne sont pas les seules entraves à la mise en vigueur des directives de cette circulaire. Il y a surtout les habitudes qui ont la peau dure. Le refus farouche des malades et de leurs proches qui n'acceptent pas de se contenter des draps et des plats cuisinés dans les établissements sanitaires restera la principale entrave à la mise en vigueur de cette circulaire.

Lutte contre la consommation de la «chicha»

## Les directions de la santé, du commerce et la police se mobilisent

K. Assia

Face à l'ampleur du phénomène de consommation du tabac à narguilé appelée communément « chicha », la direction de la santé a tiré, hier, la sonnette d'alarme sur les maladies et les conséquences néfastes qu'occasionne ce tabac.

Parmi ces pathologies, l'on cite le cancer du poumon, les maladies contagieuses, le cancer de la gorge, l'hépatite, entre autres. Selon Mme Meguenni Aicha, responsable du département de la communication et de l'information à la direction de la santé, une vaste campagne de sensibilisation sera lancée en collaboration avec la police et la direction du commerce.

Celle-ci sera menée dans les milieux juvéniles où, depuis l'avènement de phénomène, le commerce illicite du tabac a narguilé explose. Les initiateurs prévoient également la diffusion d'une émission radiophonique, une action qui sera menée à la fois par les équipes de la santé et du commerce. Les responsables de la santé ont proposé l'interdiction de la vente de ce produit. Des brigades mixtes composées des

représentants de la santé, du commerce et de la police ont été également mises en place pour mener cette opération que les initiateurs jugent indispensable pour prévenir contre les dangers, ajoute Mme Meguenni. En proposant cette mesure d'interdiction au wali d'Oran, les services de la santé espèrent qu'un arrêté sera émis pour mettre un terme à ce phénomène.

Le contrôle des cafés, des salons de thé et restaurants orientaux où on fume le narguilé, reste recommandé pour éviter à des jeunes et moins jeunes de tomber dans l'emprise de cette chicha qui a complètement modifié les habitudes des Oranais.

Un appel de sensibilisation a été lancé hier pour prévenir contre le risque de maladies que la chicha occasionne en l'absence de mesures urgentes visant à son interdiction. Selon des enquêtes réalisées par les services de la santé, près de 19 % de jeunes âgés entre 16 et 25 ans sont accros à la chicha à Oran. Aussi, de plus en plus de jeunes femmes et de jeunes hommes fument la chicha. Il suffit, pour s'en rendre compte, de voir les al-

lers et venues incessantes dans certains cafés réputés pour leur chicha qui produit des effets similaires à ceux du cannabis, selon certains habitués qui en sont devenus accros. Le jeune âge des fumeurs de chicha devrait inquiéter et soulever des interrogations sur cette tendance qui peut avoir des conséquences sur la santé combien fragile de nos enfants. Contrairement aux idées reçues, fumer la «chicha» est très nocif pour la santé. Fumer le narguilé provoque une augmentation du risque de cancers, de bronchites chroniques ou de problèmes cardiovasculaires. Plus préoccupant, la consommation du narguilé expose à des risques de transmission microbienne, comme la tuberculose, car les fumeurs utilisent le même embout. Le tiers des nouveaux cas de tuberculose recensés ces derniers mois à Oran serait directement lié à la consommation de la «chicha». Le narguilé serait parmi les causes du retour en force de la tuberculose, une maladie ré-émergente qui fait des ravages parmi certaines franges de la population à Oran.

Destinés aux jeunes dans le cadre du programme du président

## 40 locaux commerciaux à El Kerma à l'abandon

Alors qu'on parle de plus en plus du problème du chômage ; notamment dans les zones rurales, ou l'emploi se fait de plus en plus rare, dans certaines communes, les locaux commerciaux destinés aux jeunes chômeurs, dans le cadre du programme du président de la République, sont livrés à eux même. En effet de nombreux locaux ont été achevés, mais sont toujours désertés par les bénéficiaires pour absence de commodités.

C'est le cas des locaux de la commune d'El Kerma. Livrés à leurs bénéficiaires depuis quelques années les 40 locaux professionnels situés à l'entrée de la commune d'El Kerma n'ont pas été exploités.

Les locaux qui étaient restés trop longtemps fermés avaient été saccagés à plusieurs reprises et certains ont été transformés en urinoirs, dépotoirs et lieu de rencontre pour les délinquants.

Cette situation a poussé les riverains à lancer un appel aux autorités locales pour trouver une solution à ce problème. Le cas de ces locaux n'est pas unique ; notamment dans les zones rurales, ou l'emploi se fait de plus en plus rare, dans certaines communes, les locaux commerciaux destinés aux jeunes chômeurs, dans le cadre du

programme du président de la République, sont livrés à eux même. Les raisons de l'échec actuel de ce projet sont multiples et inextricables. Des locaux souvent centrés des agglomérations, à structures étagées du genre bazar commercial, dans la plupart des cas ne disposant ni de VRD, ni électricité, ni toilettes, ni aménagement extérieur et encore moins la sécurité.

Les communes d'Oran où il y a eu effectivement réalisation et occupation de ces locaux sont vraiment minimes et leur nombre est insignifiant comparativement au nombre global des APC que compte la wilaya.

Pour rappel, annoncé par le président de la République lors de la réunion avec les walis en 2003, le programme prévoyait la réalisation de 150.000 locaux à travers tout le territoire national et avec, pour ambition, la création moyenne de deux emplois par local, ce qui générera quelque chose comme 300.000 emplois. Ces locaux à usage professionnel et artisanal sont destinés aux chômeurs entrepreneurs âgés de 18 à 50 ans, ayant engagé un projet de micro-investissement par le biais de l'un des dispositifs d'aide à l'emploi en vigueur en la matière.

Direction régionale des douanes

## Plus de 60 kg de kif saisis au port d'Oran en 2014

K. Assia

Une quantité de 60, 180 kg de kif traité a été saisie durant les onze premiers mois de l'année 2014 par les services de la direction régionale des douanes d'Oran, selon un premier bilan dressé par la direction. Cinq affaires ont été traitées par les services des douanes. Cette quantité dont la valeur qui dépasse les 2 millions de dinars a été saisie conformément à l'ordonnance 05-06 du 23 août 2005 et l'ordonnance 04 / 18 du 25 septembre 2004 relative la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicite des stupéfiants et substances.

Des pénalités dépassant les 49 millions de dinars ont été dressées dans le cadre de ces affaires. En 2013, près de cinq tonnes de résine de cannabis ont été saisies, par les mêmes services. Parmi ces affaires, deux importantes prises effectuées par les douaniers de l'aéroport et ceux de la brigade mobile d'Arzew. La saisie record est celle des 2,7 tonnes de cannabis effectuée, au niveau de l'axe Oran-

Zaghloul dans la wilaya de Mascara. La quantité de résine de cannabis provenant des frontières a été interceptée à bord d'un camion de marque Isuzu. Une autre quantité de 15 quintaux de kif traité a été saisie par la brigade mobile des douanes d'Oran extérieur et ceux des douanes de Mascara En 2013, 150 tonnes de kif traité ont été saisies par les services de sécurité dont 60 tonnes par les douaniers et ce au niveau national.

La direction générale des douanes algériennes a procédé durant ces derniers mois au renforcement de son dispositif avec un redéploiement humain et matériel. Des mécanismes qui permettront de lutter efficacement contre la contrebande et surtout le trafic de drogue compte tenu de son ampleur.

Une autre quantité de 15 quintaux de kif traité a été saisie par la brigade mobile des douanes d'Oran extérieur et ceux des douanes de Mascara En 2013, 150 tonnes de kif traité ont été saisies par les services de sécurité dont 60 tonnes par les douaniers et ce au niveau national.

Akid Lotfi

## Découverte d'un cadavre en décomposition

Une découverte macabre a été faite, avant-hier à Oran. Un corps en état de décomposition très avancée a été découvert dans une maison au quartier Akid Lotfi. La victime est un homme âgé de 55 ans. La dépouille mortelle a été déposée à la morgue de l'hôpital 1<sup>er</sup> Novembre. Une enquête a été découverte pour déterminer les circonstances exactes du décès.

J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

BOUZAR Mokhtar, 84 ans, 22, rue Brahimi Abdelkader

ABDELLAH Tahar, 84 ans, Choupot

MORSLI Youcef, 70 ans, Sidi El-Houari

SOUALMIA Ouafi, 79 ans, 3, rue Baghdadi Ben Mohamed

Horaires des prières pour Oran et ses environs

17 rabie el aouel 1436

El Fedjr  
06h43

Dohr  
13h10

Assar  
15h48

Maghreb  
18h10

Icha  
19h32



## Tranche de Vie

Par El-Guellil

### S.D.F, S.D.H, est-ce vrai ?



profil. Un comportement. Une stigmatisation qui ne dit pas son nom. Etre de Sidi el Houari si je comprends bien c'est être marginal. Ça traîne tous les maux sociaux. Ceux de ce quartiers ne ressemblent pas

aux autres jeunes du centre-ville au des cités « bidonvillas ». Arrêtons messieurs. Les jeunes se ressemblent. Qu'ils soient de Saint-Hubert, de tirigou, el kmine, de haï ennakhil, ou haï ezzi-toun, « haï aalikoum » ils sont pareillement accotrés, ils ont le même gestus, la même carte mentale, les mêmes aspirations et la même révolte. Vous êtes loin de la réalité. Ou alors sont-ils moins beaux, différemment « sapés » que les autres. C'est vrai, ils communiquent moins en langue française, ils ne se font pas la bise quand ils se rencontrent, mais cela ne fait pas d'eux une population spécifique. Le seul qui existe, c'est vous. Y'aurait-il plus d'oisifs, de chômeurs et de marginaux au quartier Sidi el Houari ? Barakat, Messieurs les Subventionnés d'installer des clichés pour justifier je ne sais quoi. Sortez de vos sectes, ouvrez les yeux sur la ville, toute la ville. Il n'y a pas un camp de réfugiés à Oran. Le seul qui existe, c'est vous. Vous vous réfugiez derrière votre doigt. Le Majeur.

Voilà un communiqué qui refuse de s'installer normalement dans ma casa. « Une trentaine de jeunes Oranais issus essentiellement du quartier de Sidi El Houari, participent du 22 au 28 décembre 2014 à un atelier musical conduit par l'artiste chanteur franco-algérien BELOUZAA Khalifa.

Dans le cadre du projet Music 'Algérie, l'association « Terre-mère » en partenariat avec notre association propose un travail d'écriture, de chant et de (en) musique aux jeunes adolescents du pôle socioculturel du quartier de Sidi El Houari. Cette expérience artistique, sociale et éducative a déjà été réalisée au camp de réfugiés d'Askar à Naplouse en Palestine. » Décryptage : « Une trentaine de jeunes oranais issus essentiellement du quartier Sidi El houari ».

Comme si être issu du quartier sidi El Houari était différent. En France, on aurait dit « issus des banlieues ». ça donne déjà un





ORDRE DES ARCHITECTES

الهيئة الوطنية للمهندسين المعماريين

CONSEIL LOCAL DE CONSTANTINE

الجلس المحلي للولاية قسنطينة

## COMMUNIQUÉ

Sous le haut patronage de Monsieur le ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville et de Monsieur le Wali de la wilaya de Constantine. Un Séminaire international ayant pour thème " L'architecture, défi du 21ème siècle ", a été organisé à l'auditorium de l'université des Frères Mentouri le 29 novembre 2014 par l'ordre local des architectes de Constantine et en collaboration avec le conseil national de l'ordre des architectes, avec la participation active de 45 ordres locaux des architectes. S'est déroulé dans un climat serein, détendu et positif d'échange. Après un débat fructueux qui fut porté sur les trois sous thèmes ci-dessous énumérés. Dix communications en plénière et en ateliers de haut niveau sont exposées. Les discussions et les débats qui se sont tenus aux ateliers ont permis de dégager des conclusions et des recommandations, qui sont le résultat d'un travail collectif. Elles ne représentent pas la position individuelle de chaque participant au séminaire qui a conduit à leur élaboration, ni l'expression d'une seule vision. Mais c'est l'émergence de la synthèse des points de vue qui s'avère la meilleure.

### I - L'atelier maîtrise d'œuvre

A l'issue des travaux de l'atelier qui ont fait l'objet d'analyses et d'enrichissements, des recommandations sont ainsi rédigées et adoptées par la plénière.

#### 1- Maîtrise d'œuvre

L'architecture est la traduction et l'émanation de la culture. Elle est interprétée comme un art majeur et investie d'une irrévocable mission d'intérêt public. L'architecte étant auteur de créativité, Il est nécessaire de repositionner son métier au cœur de la maîtrise d'œuvre, du projet préliminaire au grand projet d'aménagement de ville.

#### 2- Relations entre architectes

Rétablir la relation de travail entre les architectes d'une part et entre les différents conseils locaux par l'organisation des journées de travail, des séminaires thématique et des rencontres d'échange consacrées aux débats des situations problématiques socioprofessionnelles en partenariat avec les différents acteurs de la ville : les gestionnaires, les administratifs et les représentants de la société civile.

#### 3- Relations avec le grand public

Restaurer, dans la société et dans la ville, le rôle incontournable de l'Architecte dans le processus de l'acte de bâtir : de la planification et la programmation à l'aménagement de l'espace de la ville et l'espace public et la construction des bâtiments. Une action de partenariat et de gouvernance large et publique afin de revaloriser l'acte de bâtir la ville pour donner partout et à tous une envie d'architecture indispensable à tous les niveaux. Elle doit toucher aussi bien le grand public, la société civile et les décideurs. Par l'information, la publicité et la découverte de l'architecture de notre patrimoine et celle de la sphère universelle.

#### 4- Création de la maison de l'architecte

Il a été recommandé la création d'une " maison de l'architecte " par tous les CLOA qui serait la meilleure occasion de diffuser la culture de l'architecture. Susciter chez le grand public un attrait pour la qualité de l'architecture. Elle apporte également sa pleine contribution à la formation de leur goût et à leur désir et leur curiosité pour l'architecture.

#### 5- Concours d'architecture

Nous recommandons que le concours d'architecture soit la règle et que le critère "architecture" prime sur les critères "financier & expérience." Cependant, l'absence de références et d'expériences pour les jeunes architectes sont des handicaps qui leur laissent peu de chance d'accéder à la commande publique.

#### 6- Participation aux différentes commissions

Instituer la présence d'un représentant de l'Ordre des architectes à toutes les commissions comme une obligation réglementaire (jury de concours, permis de construire, commissions techniques, études et approbation des plans : PDAU, POS, PPSMVSS, PPMVSA etc. ...)

#### 7- Insertion des ouvrages d'art

L'article 4 du décret législatif 94-07 dans son deuxième paragraphe stipule : " Pour les constructions d'ouvrage d'art, les maîtres d'ouvrages sont tenus de faire participer les architectes pour l'insertion de l'ouvrage dans le milieu environnant " nous ne demandons rien d'autre que l'application de la loi.

#### 8- Réforme et unification des modes de rémunération

Le rapport direct entre le montant prévisionnel des travaux et le temps consacré par un architecte à un projet donne l'impression généralement erronée que la rémunération de l'architecte est excessive. Mais en réalité les taux actuels appliqués qui, ne sont pas revus depuis 1988, ils ne couvrent presque que les dépenses engagées. Procéder à la réforme du mode de rémunération de façon à mieux prendre en compte la durée du travail accompli. Unifier les deux modes : l'arrêté de 1988 relatif aux bâtiments et le décret de 2008 fixant les honoraires d'études et de suivi pour la restauration

#### 9- Permis de construire

Actuellement l'examen de demande de permis de construire se réduit à un contrôle administratif, axé sur le droit de construire et occupation des sols et sans évaluation de la qualité architecturale du projet, de son impact dans le paysage urbain. L'instruction devrait examiner la qualité de l'insertion du projet dans son environnement urbain ou rural. Une réforme de l'instruction de permis de construire s'impose de façon à mieux privilégier la démarche qualitative et non le parcours bureaucratique vide de l'essentiel. Cette réforme passe obligatoirement par le renforcement des compétences architecturales des services instructeurs du permis de construire. Les dossiers doivent être cultivés uniquement par des architectes en vue de hausser le niveau de conception de la qualité architecturale des projets et ce avant de penser à une simple autorisation de construire.

#### 10- Compléter le décret législatif 94-07 par les textes d'application prévus aux 6 articles

La corporation des architectes est totalement attachée aux acquis du décret législatif 94-07. Par contre elle recommande la promulgation des textes réglementaires proposés par le décret législatif et aspire à être associée à la concertation et à la rédaction de ses textes d'application.

#### 11- Projets des communes réalisés sans étude et sans suivi

Si l'architecture est porteuse d'une irrévocable mission d'intérêt public, les communes sont tenues de recourir à des architectes dans tous les projets qui concernent l'espace et le territoire de la ville, à savoir comme exemple les interventions spatiales sur les espaces publics où les chantiers sont souvent importants (Aménagements, réalisation de jardins publics, réhabilitation des écoles, extension de réseau d'éclairage public qui s'avère défectueux dans la majorité des cas, réalisation de chauffage pour les écoles où le risque touche en premier les écoliers). Il est important que l'intervention de l'architecte aille jusqu'au suivi de chantier, pour prémunir les communes contre les aléas du temps ou les carences des entreprises.

#### 12- Compétence de l'architecte pour les actes d'urbanisme

Les architectes préconisent que les plans et projets d'urbanisme ( Permis de construire, permis de lotir, permis de démolir, certificat d'urbanisme, certificat de morcellement et certificat de conformité) soient Inscrits dans le champ de compétence de l'architecte pour leur mise au point. Dans le cas des projets exceptionnels tel que le projet de réhabilitation d'une portion d'une ville, tel le cas de Constantine, l'implication de l'architecte est primordiale à toutes les échelles du projet : di diagnostic à l'opération architecturale de la réalisation du projet. A noter que ses actes sont en rapport direct avec l'architecture ; la ville est édifiée par l'architecture à travers l'histoire urbaine.

#### 13- Constantine capitale de la culture arabe 2015

Nous, ordre local des architectes de Constantine, et en relation avec les autorités locales, déclarons prêt à contribuer et avec ardeur au grand événement que connaîtra la ville de Constantine et ce par l'organisation de conférences, visites, expositions, tables rondes à destination des hôtes et du grand public d'horizons différents qui se succéderont sur le territoire de la Wilaya.

### II - L'atelier de la qualité architecturale

Dans cet atelier, une vingtaine de participants très attentifs a examiné au cours de la séance de travail, le contexte de la qualité architecturale. D'un commun accord les participants à l'atelier recommandent ce qui suit :

#### 1- Création d'un observatoire de qualité

Créer un observatoire de la qualité architecturale et urbaine pour soutenir l'Etat, les collectivités locales, le privé ; dans la programmation et le choix des projets.

#### 2- Création d'une structure de soutien

Création d'une structure de soutien et de conseil aux maîtres d'ouvrages publiques composée d'architectes et de sociologues, d'historiens et de diverses compétences (etc...) pour améliorer la qualité des constructions et le cadre de vie.

#### 3- Comité d'architecture d'urbanisme et du cadre bâti

Revoir le rôle du comité d'architecture d'urbanisme et du cadre bâti pour qu'il ne soit pas uniquement facultatif. (Articles 35 & 36 du décret législatif 94-07, relatif à la production architecturale et l'exercice de la profession d'architecte.

#### 4- De la loi 08/15 relative à l'achèvement des constructions et leur mise en conformité

Faire appliquer la loi 08/15 en ce qui concerne l'amélioration du cadre bâti, de l'harmonie, de la qualité architecturale, de la viabilité des quartiers en plus du respect des normes de construction et d'urbanismes (voir le texte de la loi).

#### 5- De l'agenda 21

Proposer une démarche globale de gestion de la ville. (Agenda 21 siècle pour l'Algérie).

#### 6- Délai des études

Donner le temps nécessaire et suffisant pour la maturation des études des projets d'architecture et d'urbanisme (délai).

#### 7- Les études

Revoir la politique de l'étude et de la réalisation, la politique urbaine des grands ensembles et les études des projets d'adaptation.

#### 8- Refonte des instruments d'urbanisme

Promouvoir un habitat intégré dans le cadre du développement de la ville par une refondation des instruments d'urbanisme. Les instruments d'urbanisme actuels ne favorisent plus la création de tissus urbains qui assurent la continuité urbaine de nos vieilles villes : casbah d'Alger de Constantine, El oued, Ghardaïa qui participent à cultiver notre patrimoine et notre identité... Cette architecture intelligente est une richesse en références architecturales pour nos acteurs de la ville qui mérite découverte et pérennité.

#### 9- formation en l'architecture

Rechercher une formation qualitative de l'enseignement de l'architecture capable de répondre aux besoins de comment faire la ville par l'architecture.

#### 10- Mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage

Vulgariser la mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage et encourager les missions de l'O.P.C (organisation et pilotage de chantiers) et C.O.P (conduite opérationnelle de projet.)

#### 11- Séparation des missions d'architecte et de l'ingénierie

Restructuration de la mission de maîtrise d'œuvre, en séparant la mission de l'architecte des missions d'ingénierie et encourager l'émergence d'un outil d'engineering national performant.

### III- L'atelier Patrimoine

L'Algérie dans le cadre de son programme de développement social et économique a inscrit la question du patrimoine parmi les priorités. Si durant les années précédentes ce secteur avait connus des attentions " timides ", les dernières manifestations organisées par notre pays depuis les années 2000, " Alger Capitale de la culture arabe, Tlemcen capitale de la culture islamique et aujourd'hui Constantine capitale de la culture arabe " révèle l'intérêt accordé à la question du patrimoine.

Si ce thème largement abordé dans les sphères académiques avait connus des avancées certaines, il n'en demeure pas moins que la translation vers le terrain devait impérativement connaître sa percée. Cette prise de conscience a concerné le patrimoine culturel, culturel, mais aussi les tissus urbains plus récents car constituant un pan de notre histoire. Il est également utile de souligner la prise en charge de ces tissus qui ont répondu favorablement à des conjonctures sociales particulières, témoins de notre histoire urbaine. Cette tendance a fait apparaître une succession de situations qui nécessitaient des opérations de projets de restauration, de réhabilitation, de restructuration voire de requalification. Cette demande confiée à des professionnels restreints ayant choisis ce créneau " architectural " appelle aujourd'hui une mobilisation massive de la corporation des architectes de part son ampleur et sa diversité, car elle reste de l'apanage de l'architecture et de l'architecte. Toutefois la sensibilité à notre patrimoine, dans sa grande diversité représentée par ses enjeux, et les richesses qu'il recèle, est à développer. Il est indispensable de baliser son approche, ses diagnostics, sa mise en valeur et sa préservation. Elle s'agirait de lui réserver une attention particulière vu qu'il représente un large pan de notre riche histoire urbaine. Seuls des professionnels avérés doivent en avoir le contrôle depuis le dessin jusqu'au dessin : la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et de sa réalisation jusqu'à la reprise et la production des matériaux.

Il importe dans cette phase de conjuguer les efforts et les concertations entre les décideurs et la corporation des architectes afin de préserver mais aussi de transmettre ce patrimoine ainsi que les techniques de sa préservation et de sa conservation que les générations futures nous réclameront. A ce titre, afin de permettre et d'insérer dans cette dynamique " National " le plus grand nombre d'architectes, des orientations et des recommandations doivent être édictées.

L'accès à toutes questions relevant du patrimoine requiert des critères que nous suggérons dans le cadre des recommandations de ce séminaire. Cet accès sera privilégié aux architectes remplissant les conditions suivantes:

1- Disposer d'un diplôme d'architecte et ayant accompli une formation complémentaire dans les domaines spécifiques à la préservation du patrimoine.

2- Acquisition durant une période précise d'une formation qualifiante auprès d'écoles ou facultés spécialisées.

3- Justifier en plus du diplôme d'architecte d'une PGS (Post graduation spécialisée).

4- Avoir effectué une formation ou une activité reconnue auprès d'un cabinet d'architecte qualifié dans les projets de la préservation du patrimoine.

Dans tous les cas d'activité, les connaissances des sujets sur le patrimoine doivent être au minimum acquises par une formations d'une année et d'une période de stage de six mois validée.

Cette formation complémentaire et ce stage doivent être dispensés auprès d'institutions de formation reconnues accompagnées de pratique sur au niveau de chantiers opérationnels. Une réflexion complémentaire sera menée afin de définir les modalités de ce stage et l'obligation des parties concernées pour son bon fonctionnement.

Ces recommandations appellent néanmoins une assise juridique et réglementaire qu'il convient d'uniformiser et d'harmoniser avec les textes qui régissent la production architecturale et la profession d'architecte.

Tous les acteurs impliqués dans le processus des sujets du patrimoine doivent souscrire aux obligations liées à l'activité régissant les professions libérale et notamment les formes d'exercice contenues dans le Décret législatif 94/07 du 18/05/94 relatif aux conditions de la production architecturale et l'exercice de la profession d'architecte.

**Les participants aux ateliers ont exprimé leurs sincères reconnaissances au conseil l'ordre local des architectes de Constantine, d'avoir organisé ce séminaire.**

Le conseil local de l'ordre des architectes de Constantine



**TLEMCEM**

## Vers l'achèvement du cadastre

*L'établissement du cadastre général des zones rurales de la wilaya de Tlemcen (53 communes) est en phase d'achèvement.*

**Khaled Boumediène**

Ce grand chantier, engagé de puis plus de trois décennies 1982, sera achevé le mois de mars prochain dans le territoire de la commune de Béni Boussaid Daïra de Zouïa. "Actuellement près de 52 communes ont été cadastrées, il nous reste pratiquement que la commune de Béni Boussaid et on achèvera la remise définitive de toutes les communes à la conservation foncière pour la délivrance du titre de propriété. Les propriétaires fonciers de ces zones rurales cadastrées peuvent, désormais, solliciter du cadastre la délivrance du livret foncier de leur propriété", a expliqué mardi dernier, la directrice de l'agence nationale du cadastre de la wilaya de Tlemcen, Mme Fatiha Ouinas. S'agissant du cadastre des zones urbaines de la wilaya, "l'opération de cadastre de l'urbain a touché jusqu'à présent les communes de Remchi, Ghazaouet, Maghnia, Nedroma, Chetouane et Tlemcen. Cette opération se poursuivra, également, en collaboration avec la direction générale de l'agence nationale du cadastre, le mois de mars de l'année en cours, au niveau des autres communes qui restent, dès la réception des restitutions et supports de base. Un programme de confection du cadastre pour l'ensemble de ces communes sera ainsi établi. Des brigades d'arpenteurs-géomètres sillonneront toutes ces communes. Le cadastre général donne la situation topographique et juridique de chaque propriété foncière de la commune qu'elle soit publique ou privée. Il comporte le plan cadastral, ou le plan topographique parcellaire normalisé, qui donne la représentation graphique de toutes les propriétés et parcelles de la commune. La matrice cadastrale comportant la liste et description de tous les biens immobiliers

appartenant à un même propriétaire dans la commune, l'état de section et la table des comptes, c'est-à-dire la liste des propriétaires fonciers. Dans chaque commune, les opérations cadastrales feront l'objet d'un arrêté du wali, qui indique notamment la date d'ouverture des opérations postérieures, d'un mois au plus, à la date de publication de l'arrêté. Celles-ci sont portées à la connaissance du public par voie d'affiches apposées aux sièges de la daïra, de la commune intéressée et des communes avoisinantes, dans un délai de quinze jours avant l'ouverture des opérations. Une commission cadastrale de délimitation, présidée par un magistrat, est créée dans chaque commune dès l'ouverture des opérations cadastrales. La commission a pour mission de réunir tous documents et indications de nature à faciliter l'élaboration des documents cadastraux, de constater, s'il y a lieu, l'accord des intéressés sur les limites de leurs immeubles et en cas de désaccord, de les concilier si faire se peut, et de statuer, à l'appui de tous documents fonciers, et notamment des titres ou des certificats de propriété délivrés à la suite des opérations de constatation du droit de propriété effectuées sur les contestations n'ayant pu être réglées à l'amiable». Selon la responsable du cadastre de Tlemcen, le territoire de la wilaya comporte plus de 100 000 ilots fonciers. À l'heure actuelle, près de 121 868 et 71 653 propriétaires sont inscrits dans la matrice cadastrale. Ils peuvent donc acquérir leur livret foncier. Commentant les relations de son agence avec le public, Mme Fatiha Ouinas, a affirmé que les propriétaires fonciers des zones rurales et urbaines des communes cadastrées, peuvent solliciter du cadastre la délivrance d'extraits de documents cadastraux (extrait de plan cadastral, extrait de matrice cadastrale). «Nos

services de travaux cadastraux, de mise à jour et des affaires de la wilaya exploitent les plans graphiques, bases de données et toutes transactions entre les particuliers ou l'État, et assurent la mise à jour des plans, des actes, la concession des exploitations agricoles et de l'expropriation. Le particulier s'adresse directement au guichet de consultation et information pour le dépôt de sa demande et le retrait de l'extrait du plan cadastral ou par lettre via le site web [www.an-cadastre.dz](http://www.an-cadastre.dz) au cadastre. La copie de l'extrait est remise au demandeur moyennant le paiement symbolique de droits de reproduction». Par ailleurs, dans le cadre des travaux de préparatoires du cadastre général, une opération de dématérialisation des anciens plans, a été lancée ce mois de décembre pour la régularisation des dossiers, la mise à jour et le contenu, a-t-on appris auprès de la directrice. "Notre stratégie est de rendre le cadastre général multifonctionnel au service des services de l'habitat, urbanisme, travaux publics, agriculture, APC, impôts, Sonelgaz etc. Le cadastre représente la propriété sur un plan et l'identifie par un numéro de lot. Ce plan montre les mesures, la superficie, la forme et la position de la propriété par rapport aux aux propriétés voisines. Compte tenu de la dynamique du développement que connaît notre pays sur tous les plans, et des exigences croissantes des utilisateurs publics et privés de la donnée cadastrale, l'ANC a lancé un vaste et ambitieux projet de valorisation de la donnée cadastrale et de facilitation aux utilisateurs l'accès à cette information et ce, dans une dynamique de renforcement des liens de rapprochement contribuant sans nul doute à renforcer les liens entre l'administration du cadastre et le citoyen, qu'il soit propriétaire, partenaire ou utilisateur», a-t-elle précisé.

**MASCARA**

## 35 communes gérées par l'ADE

**Khenouci Mostefa**

Désormais la gestion en matière de l'alimentation en eau potable pour les 35 communes parmi les 47 que compte la wilaya de Mascara, sera assurée par les services techniques de l'Algérienne des Eaux (ADE).

Selon M. BENCHENNOUN DJILLALI responsable de la cellule de communication, «une réunion

de travail et de concertation a eu lieu enter les responsables de l'ADE et les élus de la commue de SIDI SAID et le chef de DAIRA de GHRISS en vue de discuter des procédures de transfert de la gestion des douars autrefois géré par la commune».

Sur la base du contrat conclu entre les deux parties, la gestion de la commune dépendra de l'unité de MATEMORE. De ce fait le nombre

des communes gérées par l'ADE s'élève à 35 communes en attendant la signature d'autres contrats avec le reste, à savoir les 12 autres, pour leurs transfert vers l'ADE. Cette nouvelle politique permet de soulager les communes, déjà débordées par les différents problèmes de gestion de l'AEP, notamment durant la saison estivale où des grandes perturbations et de coupures sont enregistrées.

**MOSTAGANEM**

## L'A.P.C. voit grand

**Ayache Djamel**

L'A.P.C. de Mostaganem a inscrit pour l'année 2015 des dizaines de projets, dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie des citoyens, avons-nous appris auprès du maire Mr Mohamed Abdenour Belmiloud, un nouveau siège pour l'A.P.C. regroupant toutes les directions. L'hygiène, l'urbanisme, l'état-civil et autres activités sera implanté sur la route d'Oran, dont les travaux devant être lancés dans les prochains jours.

L'infrastructure qui a nécessité une enveloppe initiale de 350 millions de DA disposera de 3 étages et un parking sous terrain. L'autre projet de grande envergure dont les études vien-

nent d'être finalisées pour une enveloppe de 1 milliard de centimes, et la réalisation d'un pôle culturel et commercial qui reflétera le passé historique de la ville de Mostaganem selon le 1er responsable de la ville qui comportera un parking sous terrain, une salle de conférences, une galerie d'art des locaux commerciaux modernes et une salle de cinéma, il sera réalisé au centre-ville au niveau de la salle Hamada actuellement.

Par ailleurs, la commune vient de dégager 2 milliards de centimes pour l'aménagement de l'ancienne unité de textile (Sonitec), l'ancienne bâtisse avec un nouveau look sera transformé un 280 boxe qui seront destinés aux commerçants informels de la route de

lion, bijoutiers ambulants + vendeurs de textiles, réparateurs de portables et autres.

Nous avons appris encore que le jardin public disposant d'arbres millénaires situés au centre-ville a bénéficié de 8 milliards de centimes. Les espaces verts + l'éclairage public et les aires de jeux devront être refaits à neuf. Par ailleurs, une piscine semi-olympique toutes activités confondues pour un montant de 60 millions de DA sera construite dans la cité administrative de la Salamandre.

Il est à noter que 312 quartiers ont été récemment reliés à la fibre optique pour faciliter la délivrance de documents administratifs et se rapprocher davantage du citoyen, termine, le maire de Mostaganem.

**AÏN-TEMOUCHENT**

## Le théâtre vert ou sensibiliser sur l'environnement par le rire

**Mohamed Bensafi**

La salle des spectacles de la bibliothèque «Malek Bennabi» d'Aïn-Temouchent a accueilli, lundi après-midi, la générale de la pièce de théâtre «Nimby, Takhti Rassi». Un spectacle qui s'inscrit dans une première tournée, à travers plusieurs wilayas du pays, organisée dans le cadre de ses activités d'éducation et de sensibilisation environnementales, par le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, en collaboration avec l'Agence Allemande de Coopération (GIZ). Nimby est l'acronyme de l'expression «not in my back yard», qui signifie «pas dans mon arrière-cour». Le terme est utilisé péjorativement pour décrire soit l'opposition par des résidents à un projet local d'intérêt général dont ils considèrent qu'ils subiront des nuisances, soit les résidents eux-mêmes. Ecrite et mise en scène par Mahfoud Fellous dans un style mêlant comédie et tragédie, la pièce, d'une durée de 80 mn, expose le cas d'un citoyen, Merzak (rôle interprété par le talentueux Djamel Bounab), soudainement contrarié dans sa transaction immobilière, par un projet environnemental d'utilité publique (réalisation d'un centre d'enfouissement technique des déchets ménagers) prévu dans son voisinage. Pris de panique et méconnaissant totalement

les voies de recours prévues par le droit algérien de l'environnement, il décide d'en découdre à sa façon». Quiproquos et rebondissement se suivent alors, jusqu'à l'arrivée de Brahim (Boualem Mohammed El Hadj) un jeune spécialiste des questions environnementales et ami de Merzak. Cette pièce théâtrale à caractère pédagogique tente de montrer aux citoyens comment faire usage des principes de participation consacrés dans le droit environnemental algérien et de promouvoir une culture environnementale par le biais de la promotion de l'écocitoyenneté. La trame, conçue dans la pédagogie du propos, a permis la vulgarisation, dans le genre comique, de plusieurs concepts scientifiques en liaison avec l'écologie et la protection de l'environnement dont les CET, le réchauffement climatique, les OGM (organismes génétiquement modifiés), etc. On notera aussi que la scénographie et les costumes, signés Abdelghani Khebil, ont permis une bonne mise en situation de la trame, servie par deux décors illustrant une intérieure maison et un extérieur avec un éclairage adéquat aux différentes atmosphères contenues dans la pièce. Enfin, et pour tout dire, la pièce «Nimby, Takhti Rassi» a été bien accueillie par le public Temouchennois venu, cette fois-ci, nombreux, découvrant un spectacle dans le plaisir et l'allégresse.

**SOBHA**

## Le bureau de poste d'Ouled Fatti fermé depuis une année

**Bencherki Otsmane**

Une année s'est écoulée depuis le départ en retraite du principal agent exerçant au niveau du bureau de poste de la localité d'Ouled Fatti dans la commune de Sobha et ce dernier demeure toujours fermé au grand dam des 1900 habitants que compte ce bourg dépendant de la commune de Sobha. Les usagers d'Algérie Poste notamment les plus âgés, sont dans l'obligation de faire plusieurs kilomètres pour une simple opération postale. Un retraité d'un âge très avancé rencontré justement à la poste de Sobha, visiblement lassé et épuisé par le voyage qu'il venait d'effectuer (près de 20 km) fulminera : «Algérie Poste et les autorités locales doivent agir rapidement pour rouvrir notre bureau et nous prémunir de ce genre de tracasseries que nous serions

bien passés. Ce n'est pas à mon âge que de prendre le transport collectif et de faire cette interminable queue pour toucher mon pécule. Avec tous les risques et l'insécurité actuelle, il est risqué de se promener avec sa pension en poche. ». Un autre habitant dira : «pour effectuer n'importe quelle opération (retrait ou dépôt d'argent, achat de timbres etc.) nous sommes contraints de nous déplacer au chef-lieu de la commune alors qu'il suffirait de nous affecter un agent à notre bureau de poste pour que le problème soit réglé ». Cet avis est partagé par l'ensemble des habitants de ce bourg qui s'interrogent pourquoi l'affectation d'un agent à ce bureau de poste pose problème à l'administration d'Algérie Poste. De toute évidence, un sentiment d'être abandonné à leur sort est bien visible chez les citoyens de cette localité.

**BÉNI-RACHÉD**

## Les entrepreneurs réclament leurs dûs

**Bencherki Otsmane**

Des entrepreneurs ayant réalisé des projets pour le compte de la commune de Béni-Rached, ont protesté ce mardi, contre le non-paiement de leurs prestations, et réclament leur argent. Ils ont organisé un sit-in devant le siège de la mairie. Il s'agit en fait de travaux réalisés au niveau du chef-lieu de commune, par ces entreprises dans le cadre de programmes d'urgence ayant trait avec l'alimentation de l'eau potable et du réseau d'assainissement. Selon Mr. Maghzaoui Nour-Eddine représentant du collectif de ces entrepreneurs, «après la suspension du P/APC par décision du wali à la suite de sa condamnation par la justice d'un an de prison pour émission de chèques sans provision, son successeur désigné par l'administration refuse

d'entamer les procédures nécessaires et légales afin qu'on soit payé».

Ce blocage n'est pas resté sans conséquences sur les entreprises puisque Mr Maghzaoui dira «certaines entreprises engagées ont du mettre la clé sous le paillason et ont donc fait faillite à cause justement de l'endettement causé par ce blocage». Toujours selon ce dernier «les entreprises concernées ont accompli leurs travaux conformément aux cahiers de charge et nous exigeons d'être payés pour honorer nos engagements vis-à-vis de nos ouvriers en matière de paiement de leurs salaires, de nos pourvoyeurs en matière de matériaux de construction et enfin des services des impôts ».

Par ailleurs, nous avons appris de source sûre, que le Wali a été saisi de l'affaire et devra donner une réponse dans les prochains jours.



## APARTEMENTS

■ **SIDI BEL-ABBES** : Vend ou Loue F2 - 2<sup>ème</sup> étage. C-Ville. P/Bureau + Loue F5 - 170 m² dans nouvelle construction 1<sup>er</sup> étage - Tél : 048.66.17.47

■ **A ORAN** : Vds F2 + F3 2<sup>ème</sup> étage, mitoyens, 2 Faç. S/Gd Bd Akid Lotfi. Construit pour Bureaux. Libre de suites + **A TLEMCCEN** : Vds F4 dans une villa à Kiffane les Dahlias pour Bureaux ou Habitation – Tél : 0774.54.93.15 – 0554.96.24.41

■ **Vends Appart F3 - 2<sup>ème</sup> étage - Acté - Superficie 55 m² à Maraval. Cité Sonatrach. ORAN – Tél : 0561.69.42.94**

■ **!!!!!! Espagne** : Alicante, Benidorm et province, Vente Appartements, Maisons, Villas et Entreprises. Immob. RSL !!! www.realspainlink.com – E-mail : invest@realspainlink.com – Contact : +34.601.193.237 – Fixer : +34.965.86.25.46

■ **A louer F4 aux 200 Logts ES-SENIA - Top – Tél : 0557.19.57.21**

■ **A vendre Appart F3 - 1<sup>er</sup> étage. 70 m². Acté - en plein centre Aïn El-Turck - ORAN - en face Nvelle daïra – Tél : 0771.13.16.44**

■ **A louer un F4 meublé + 02 grandes cours. Point du Jour. Quartier résidentiel. Bon voisinage – Tél : 0798.75.32.39**

■ **Vends Duplex F7. 580 m² étage de villa 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>, 2 C., 2 SDB, 2 WC, 5 terrasses. Prix sacr. – Tél : 0774.40.90.11 - Hai Essabah**

■ **Vends Appart F5. 4<sup>ème</sup> étage. 135 m². Double porte. Deux climatiseurs. Réservoir 2.000 L. Bar-reaudage. Cité clôturée. Palier sécurisé - Aïn El Bya - BETHOUIA - Prix après visite – Tél. 0662.74.74.06**

■ **Loue 1 F3 (80 m²) au 1<sup>er</sup> étage à ORAN - cité sécurisée + parking. Libre de suite - Prix 3 U Nég. - Avance 1 année - Pour d'autres informations contacter : 0794.19.70.04**

■ **TLEMCCEN - SIDI LAHCEN** : Médecin vend F2. 4<sup>ème</sup> étage ou Echange contre similaire RDC + complètement - Etude tte proposition - Courtier s'abstenir – Tél. 0551.32.12.32

■ **Affaire à Saisir** : Vds Appart Ht Stand. Refait à neuf. Haute gamme. 140 m². Acté. 3<sup>ème</sup> étage Rue Larbi Ben Mhidi. ORAN - Curieux et Agence s'abstenir S.V.P. – Tél. 0553.04.82.28 – 0771.11.06.54 – Prix après visite

■ **A vendre Appart en cours de construction** : F3. 80 m². 5<sup>ème</sup> étage + Ascenseur et garage souterrain - Livrable en fin Année - Hai Yasmine. ORAN – Tél. 0551.69.19.35

■ **A vendre F3. 2 Faç. 70 m². 9<sup>ème</sup> étage avec 2 Ascenseurs. B. voisinage. Immeuble fermé, cité clôturée Hai Yasmine à côté Dar Essalim sur un grand Bd - Tél. 0550.57.68.88 - H.B. - Curieux et Intermédiaire s'abstenir**

■ **A vendre F3 superposé R+1 étage - 1<sup>er</sup> étage - Refait à neuf. Bien aménagé + terrasse 80 m² + buanderie - à Cité 48 Logements Hassi Ben Okba en face lycée – Tél. 0550.50.67.11**

■ **A vendre Appart F3 RDC à Av. Canastel - Gambetta - Acté + petite cour - Courtier s'abstenir - Contacter le : 0551.55.79.95**

■ **Vends à GDYEL par Désist.** : F3. Cité 222 Logts. 2<sup>ème</sup> étage. Refait à neuf (Dalle de sol et Faïence) + citerne d'eau + barreaudage - Libre de suite - Prix 4.300 MDA négociable – Tél. 0661.25.09.18

■ **Vends Appart F4. 88 m². 02 Faç. (Bien ensoleillé) 5<sup>ème</sup> étage au 51. Av. Emir Khaled (en face la Poste d'Eckmühl) - Contacter : 0792.86.30.78 ou 0774.53.04.15 - Intermédiaire s'abstenir.**

■ **A louer** : F3 les HLM. 1<sup>er</sup> étage. Bureaux ou Crèche. Prix : 35 U + Studio HLM 1<sup>er</sup> étage. Prix : 2 U – Tél. 0555.48.73.78

■ **A vendre Appart F3. Refait à neuf. 1<sup>er</sup> étage. Acté + grande cour à Bd Adda Benaouda - Plateau - Prix offert 710 - Possibilité Promesse de vente - Me contacter au : 0771.77.72.25 – 0552.52.65.41**

■ **A vendre appartement 5 pièces. 195 m². Très grande cuisine, grande salle de bain. Mobilart. 9<sup>ème</sup> étage Bloc A avec garage pour deux voitures - Prix intéressant – Tél. 0550.14.04.67**

■ **A vendre appartement F3 / 2<sup>ème</sup> étage à Hai Es-Seddikia - Tél. 0558.08.02.45 - Curieux s'abstenir**

### NAISSANCE

*Le 03/01/2015, le jour du Mawlid*

*El Nabaoui Charif et pour*

*perpétuer le prénom de Jamil*

*BEKHECHI, Dieu a offert à*

*Imène et Amir BEKHECHI un*

*poupon JAMIL accompagné de*

*son frère KAMIL.*

*Félicitations aux parents, bon*

*rétablissement à Imène et longue*

*vie aux jumeaux.*

*HAMDOULILLAH WA*

*CHOUKROU LILLAH.*

■ **SIDI BELABBES** : A vendre appartement F2 premier étage - Acté - 53,7 m² - Dobai la Route d'Oran – Tél. 0662.72.51.83

■ **A vendre appartement sur grand boulevard** Millenium 2 de 75 m². Fini à 70% - Avec Facilité de paiement en deux tranches : 50% - Après 1 an 50% - Tél. 0790.48.22.62

■ **A louer Appart Niveau de villa avec cour - situé à Trouville / Aïn Turck - ORAN - pour couple ou petite famille – Tél. 0542.82.52.92**

■ **Vds bel F3. Acté. Bât. B3 287 Logts USTO0. Eq. Domest. Installés. Ensoleillé. Proximité Gd Esp. vert, école, crèche, CEM, lycée, Poste - Parking sécur. - Tél : 0560.63.81.91 - 0541.78.89.18**

■ **A.V. F3 + 2 cours. Rez-de-chaussée. LSP. Aïn El Beïda (90 m²) – Tél : 0781.33.30.19**

■ **A vendre ou Echange F3 - 82 m² - Acté – Promotionnel. 3<sup>ème</sup> étage, double façade, à Hai Bensmir - Aïn Turck – 0773.42.34.17**

■ **A louer Appart tout confort : 1 chambre, 1 grande salle, cuisine, SB, garage, cour, chauffage central, climatisation - situé à Aïn El Turck - Trouville - Loyer 30 000 DA – Tél : 0658.44.68.36**

■ **A louer F3 à l'USTO - 2<sup>ème</sup> étage à côté de AADL en face l'Université, nouvelle cité – Tél : 0777.38.18.46**

■ **Vends F3 - Acté - 1<sup>er</sup> étage - avec eau et gaz - situé au 15, Bd Zabana (Plateau) ORAN en face Hôtel Charm Cheikh – N° 0780.65.41.80**

■ **A vendre** : Appartement F4. Cité Protin. 1<sup>er</sup> étage. 2 façades : Salon - 3 Chambres - Cuisine - Citerne d'eau - Parking gardé - Bon voisinage – Tél : 0555.777.453

■ **Vends appartement F4. Toutes commodités. 1<sup>er</sup> étage à St-Hubert. Cuisine équipée. Grand salon avec climatiseur – Tél. Mob : 0664.33.71.88 - 0665.86.03.69**

■ **A vendre appartement F4 - Acté - 4<sup>ème</sup> étage Cité Dar El Hayet - ORAN – Tél : 0559.23.86.14**

■ **A vendre Appart F2 - Acté - 2<sup>ème</sup> étage. Sup. 54 m² - Eau H24 - Bien situé sur l'Avenue Chakib Arslane - Cuvelier – Tél : 0773.52.55.31**

■ **TLEMCCEN** : Loue F6, haut standing, à Kiffane, Résidence Larabi - Tél : 0796.07.98.43

■ **A vendre Appart F3. Acté. 4<sup>ème</sup> étage. Refait à neuf. Maraval les Oliviers. ORAN – Tél : 0698.41.34.74**

■ **Vends F5. 117 m². Acté. 2<sup>ème</sup> étage avec ascenseur. Prix de vente 1,7 M en plus garage 18 m² à l'entrée de l'immeuble. Acté - P.O. 300 - P.D. 500 - situé à Akid Lotfi - ORAN – 0782.16.92.46 - 0781.18.35.68**

■ **A vendre un bel F3 - Acté - 4<sup>ème</sup> étage à Maraval les Oliviers / Possibilité Promesse de Vente – Tél : 0550.20.50.69**

■ **A louer un F4 + 02 grandes cours. Meublé. Bon voisinage. Quartier résidentiel - Point du Jour - ORAN - Me contacter : 0798.75.32.39**

■ **Vds F4 - 120 m². Standing. Construction neuve. 3<sup>ème</sup> et dernier étage. Terrasse accessible. Quartier résidentiel ORAN-Est - Possibilité de garage individuel – Tél. 0778.28.28.73**

■ **Appartement grand standing, immeuble de 2 étages à Plateau, appartement de 4 P + C. au 2<sup>ème</sup> étage. Superficie 115,26 m² - 3 façades - sans vis-à-vis – Tél. 0558.87.61.60**

■ **Vends F4 au 2<sup>ème</sup> étage. 3 façades. 3 balcons. Cuis. WC. Sanitaires - à Yaghmoracen Hosn El Djivar près de Pincocchio immeuble neuf de 3 étages, un seul Appart par étage, Sup. 127 m² - Acté + L.F. – Tél. 0558.01.89.26**

■ **Part. Vds F5 - 171 m² - Acté - à ORAN Résidence les Oeillettes - Plaza - 3 façades. Vue magnifique sur mer. Sécurité H.24. 7 j x 7. Affaire rare, à saisir - Curieux ou intermédiaire s'abstenir – Tél. 0771.654.506**

■ **A louer un Studio dans une Maison de Maître à l'USTO – Contactez : 0774.26.38.69**

■ **A vendre F3 + WC + SDB à USTO 790 Logts. 4<sup>ème</sup> étage. Acté. Prix 09 Unités négociable – Tél. 0664.40.58.84 – de 8 H à 20 H**

■ **Vends** : Bel F3. 100 m² avec garage à Front de Mer. Vue sur mer - F4 Mobilart - F3 Promotion Benaabad en face Hôpital Pédiatrie – Tél. 0550.30.12.41

■ **Particulier vend F3 - 1<sup>er</sup> étage – Rue Béranger - ORAN – Tél. 0772.70.36.46**

■ **A.V. bel F3 - Acté - au RDC Hai Zitouna Dar El Beïda près du Commissariat 10<sup>ème</sup> avec un jardin. Peut servir pour Habitation ou Fonction libérale avec beaucoup d'avantages et prix intéressant – Tél. 0550.248.110**

■ **Vends Appart F4 - 287 Logts USTO – ORAN - 1<sup>er</sup> étage à 50 m du Tramway – Tél. 0542.88.63.15**

■ **Appartement meublé à louer F2 avec cuisine + SDB dans villa au Traversin (en face la Maison HYUNDAI - Temmar) entrée individuelle – Tél. 0771.13.78.45**

■ **Loue 02 Apparts à usage professionnel dans une villa en 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> étage. Superficie 90 m² chacun, pour 100.000 DA/mois les 2 Apparts – Tél. 0771.85.21.97**

■ **ORAN** : Vends Appart F4, Boulevard des Chasseurs à côté du Club Mouloudia d'Oran – Tél : 0560.38.18.38

■ **Vends bel Appart 105 m², ensoleillé, composé d'un F3 modifié en F4 + hall + grande cuisine + SDB + WC + débarras - au Plateau Place café Nadjah à ORAN – Tél : 0658.04.32.68 - Prix après visite**

■ **Vends Appartement F4 - Acté - 3<sup>ème</sup> étage les Amandiers (derrière le marché) – Tél : 0773.85.56.36**

■ **Vends Appartement F3. RDC - Acté - Cité les Glycines (Othmania) Bt A4. Escalier 4. Porte N° 1 – Tél : 0773.85.56.36**

■ **Loue 2 Apparts meublés niveau de villa, entrée indépendante, avec garage à Cité Point du Jour côté El Morchid, pour Société ou couple - Tél : 0553.07.99.29**

■ **Promo V / 100 Logts à USTO et vue sur mer. Finis + sur plan A.V. / Loue villas + Logts + Terr. + locaux W. ALGER – BOUMERDES - AG. 041.39.21.08 - 0661.20.32.99 - 0770.51.69.38**

■ **Vends Duplex 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> étage dans une villa située à Hai Khemisti, pas loin de l'hôpital de pédiatrie de Canastel. Le prix après visite – Tél : 0790.62.85.77**

■ **Vends F4 AADL 427 Logements. Prix après visite – Tél : 0558.63.71.45**

■ **A vendre F3 - 3<sup>ème</sup> étage. 85 m². Luxueux - avec Ascenseur - Boulevard Emir AEK centre-ville d'Oran – Tél : 0550.59.01.57**

■ **A vendre Appart 3 pièces, cuisine, salle de bain. Au 1<sup>er</sup> étage. 2 façades. Ensoleillé. Bon voisinage. Cité Hai Sadâa (ex-Protin). Acté. Livret foncier - Le prix après visite – Tél : 0672.54.46.38**

■ **TLEMCCEN** : Vds Appart F3 Cité Dib Mounir. Toutes commodités. Sup. 68 m² - Possibilité Promesse de vente – Tél : 0541.76.86.97

■ **Bureau d'Affaires AHLEM** : A vendre F4, 100 m², 4<sup>ème</sup> étage, rénové, à Hai Yasmine 2 (Visite après 17 h 00) - Alouer F5, 110 m², 3<sup>ème</sup> étage à Maraval. 43.000 DA – Tél : 0560.20.06.46 / 0771.32.47.19

■ **A vendre F4 Larbi Ben Mhidi, 1<sup>er</sup> étage en face la Place des Victoires. ORAN (P.D. 1,6 M) - Tél : 0556.42.92.20**

■ **Partic. Vend 2 Apparts F4. 108 m² immeuble 3 étages + Terrasse commune à Belgaïd - P.O. 1,3 et 85 m² Cité les Falaises Gambetta en face Hôtel IBIS. P.O 1,4 – Tél : 0559.42.15.58 - 0795.88.46.87**

■ **A vendre Appart F4 refait à neuf, luxueux, équipé de tout, situé à St-Hubert à côté du Stade de Tennis - ORAN – N° Tél : 0778.84.62.37 – Fixe : 041.24.66.24**

■ **Vends Appart F3 centre-ville ORAN (Miramar) d'une superficie de 78 m² avec une cour – Tél : 0550.59.02.02**

■ **Loue** : F4 Bd Millenium 120 m² 1<sup>er</sup> étage - F2 centre-ville 1<sup>er</sup> étage en face wilaya pour Bureau - ORAN – Tél : 0661.20.14.18

■ **Vends F3 – 3<sup>ème</sup> étage Cité Zabana - ARZEW – N° Tél : 0791.07.20.42**

■ **Vends un appartement F3 en plein centre-ville d'Oran - Superficie 58,24 m² - Adresse : 3, Rue Ouled Kara Said - N° Tél : 0770.32.80.03**

■ **Loue à ORAN-Centre Appart 2 PC. Toilettes. Usage bureau. Rue parallèle à Rue Mirauchaux - 1<sup>er</sup> étage – 2,8 Négoc/Mois – Tél : 0664.20.09.22**

■ **A louer** : Joli magasin 16 m² + sedda 10 m² à la Cité AADL / CNEP à Hai Yasmine dans la ligne du tram à côté de la nouvelle mairie et dans une nouvelle cité - 0556.86.78.80

■ **A louer appartement F4 - 5<sup>ème</sup> étage à USTO 1500 Logements - Pas de courtier S.V.P. - Tél. de 9 H à 16 H au : 0541.68.78.80**

■ **Location 2 Apparts F3 de 120 m² et F4 de 110 m² au 2<sup>ème</sup>, très bon prix : 5 Millions/mois, avec ascenseur, immeuble très propre au centre-ville + Location F4 de 200 m² neuf, immeuble de 2 étages et avec 2 Gde terrasse avec place parking à Maraval côté cité douanière. Prix : 8 Millions – Tél : 0550.12.20.67**

■ **Vends à Résidence Plaza Seddikia F4 de 136 m² Gérianium et F5 de 209 m² Camélia + Vends F4 4<sup>ème</sup> étage, Bd Millenium en face Nille Daïra - Tél : 0550.12.20.67**

■ **Location studio, 1 chambre, petite cuisine, SDB, dernier prix 35.000 DA - Tél : 0550.12.20.67**

■ **Location F5 Duplex à très bon prix 09 Millions par mois sans meuble, à Promotion Hasnaoui 4<sup>ème</sup> Périph. avec parking sous-sol + location 4 Gds Apparts de 200 m² usage bureau avec bon prix : 6 Millions côté Bât. Pyramides USTO - Tél : 0550.12.20.67**

■ **Location F5 Duplex Promotion Plaza Seddikia avec de très beaux meubles. Prix : 13 millions + Location pour Sté F3 meublé luxe au C.V. avec bon prix : 10 Millions – Tél : 0550.12.20.67**

■ **Vends 8 Apparts F3 promotion immobilière moderne, immeuble de 5 étages avec parking sous-sol, sur Bd Millenium (4 F3 de 100 m², prix définitif : 2 Millions + 4 F3 de 130 m², prix définitif : 2 Millions 300 – Tél : 0550.12.20.67**

■ **Cherche des appartements pour location, Promotion Hasnaoui, 4<sup>ème</sup> OPériphérique. – Tél : 0771.19.18.39**

■ **Location F4 1<sup>er</sup>, neuf avec parking sous-sol, en face Acyl Bâtiment EPLF, côté Promotion Hassan. Prix : 7 Millions + location F3 2<sup>ème</sup>, en face l'Hôtel Méridien immeuble propre. Prix : 5 Millions – Tél : 0550.12.20.67**

■ **Vends F3 7<sup>ème</sup> étage de 100 m² immeuble très propre, rentrée sur le Boulevard Front de Mer et la vue sur mer, refait à neuf – Tél : 0550.12.20.67**

■ **Vends 5 Apparts F3 au 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> étage. Sup. 104 m², 97 m², 77 m². Petit immeuble de 3 étages construction neuve. Dalle de sol. Faïence. Mischler 1<sup>er</sup> choix + parking sous-sol - 4<sup>ème</sup> Périphérique en face nouvelle Station essence – Tél. 0790.54.54.89 – 0553.51.49.00**

■ **A vendre F5 complètement rénové. Sup.140 m² situé à ORAN face à Direction Ooredoo Hai Yaghmoracen - Rez-de-chaussée - Curieux s'abstenir - Prix après visite - Tél. 0561.42.78.21**

■ **Particulier met en location à ORAN centre-ville : 01 Appartement 01 pièce, cuisine, salle de bain. Grand standing - 01 Appartement 02 pièces, cuisine, salle de bain. Grand standing – Contact : 0780.12.42.94**

■ **A louer appartement F3 meublé - toutes commodités (Eau + Chauffage - Chauffe-bain - Gaz) - ensoleillé - parking - cité à Aïn Turck - ORAN - Tél : 0551.91.47.77**

## VILLAS

■ **Loue Etage de Villa 180 m² F5 avec garage - Seddikia Traversa – Tél. 0560.244.246**

■ **Vends villa 300 m². R+2 : 3 locaux commerciaux + garage - avec toutes commodités –centre-ville – N° Tél : 0661.16.21.50**

■ **Vends ou Loue** : RDC villa 2 F. Sup. en act. Local aménagé. Local aménagé lavage. Surf. 250 m² Hai Essabah – Tél : 0774.40.90.11

■ **A TLEMCCEN** : Vds villa Gd Bd Comm. 290 m². 3 Faç. ou Echange contre F3 à TLEMCCEN ou à ORAN + Vds carcasse 150 m² rentrée juste à Oujida. Prix après visite – Tél : 0774.54.93.15 – 0554.96.24.41

■ **Vente villa 2 étages. 2 façades. 162 m². 2 garages - en face piscine El-Bahia – Femandville - 90% finie - 2 milliards 600 millions – Tél : 0771.25.21.69 / 0668.31.88.86**

■ **A.V. Maison de Maître. Sup. 400 m² à Clair-Soleil - ES-SENIA – Tél : 0557.19.57.21**

■ **Vds villa 500 m² R+2. Actée. Grand Bd Oran. RDC : 500 m² commerce 3 Rideaux. 1<sup>er</sup> : 500 m². 2<sup>ème</sup> : 500 m² - Habitation. Ttes activités ou Promoteur – Té : 0771.52.73.25/24 – 0560.34.10.34**

■ **Vends Carcasse 200 m² bâtée dans les normes. R+1. Avec acte. 12 m façade. Coopérative Felaha côté la Poste – Tél : 0772.99.32.23**

■ **Vends villa 250 m². R+2 avec toutes commodités, garage 200 m² - à GDYEL près de la piscine – 0540.40.30.81**

■ **Vds M.M. R+1 - 380 m² à Maraval. ORAN. RC : Gd garage 300 m² avec 2 entrées + puits + B. eau en activité comme Lavage Auto. 1<sup>er</sup> : F3 avec SDB, WC – 2<sup>ème</sup> : F3 avec Gde terrasse – Tél : 0771.01.39.56**

■ **Vends Maison + piscine 500 m² à Canastel. ORAN – Tél : 0662.84.80.25 - Intermédiaire s'abstenir**

■ **A.V. : Maison de Maître avec cafétéria en activité sur rue très commerçante à Delmonte – Tél : 0551.46.04.46**

■ **TLEMCCEN** : A vendre Chalet avec terrain de 360 m² Cité des Roses N° 32 IMAMA – Mansourah – Tél : 0554.35.35.71

■ **Vends Maison Maître 210 m² à Boulanger. R+2 - 2 Faç. + 2 locaux. RDC : 4 Pces. Cuis. Cour. 1<sup>er</sup> : 6 Pces. 2 Cuis. + 2 Sanit. 2<sup>ème</sup> : 3 Pces. 1 Cuis. Sanit. + 1 Gde terrasse – Tél : 0552.48.09.47 - 0541.38.57.36**

■ **A vendre** : Grande villa à MOSTAGANEM. 1.154 m². Actée et Livret foncier - Rez-de-chaussée : Sept pièces, un WC et réduit - 1<sup>er</sup> étage : 3 pièces, grand salon, cuisine, salle de bain, WC et hall et deux grandes terrasses – Entresol : Dépôt 684 m² - Prix intéressant – Tél : 0550.14.04.67

■ **A vendre villa 233 m² Hai Khemisti - Bir El Djir sur boulevard 32 m. Actée + Conformité - comprenant 3 appartements + 2 locaux + garage 2 voitures – Tél : 0771.24.98.16**

■ **Loue Immeuble Ht Stand. de 4 Apparts + Studio, équipé Clim + Chauffage / Garage 150 m² - Convient Sté – Clinique, à Hassi Benokba - Prix après visite – Tél : 0791.90.96.41 - Curieux s'abstenir**

■ **Vends Cabanon. Sup. 130 m² bord de mer pieds dans l'eau à Corallès - Tél : 0541.83.12.61**

■ **A vendre Maison Nvile construction. Sup. 295 m².**



■02 locaux à louer à El Kerma (ORAN) mitoyens, très bien situés, chacun son portail, 4 m de Ht. avec Eau + Elect. : 1<sup>er</sup> local 120 m<sup>2</sup> - 2<sup>ème</sup> local 50 m<sup>2</sup> - Convientement Dépôt commercial - Tél : 0779.41.32.78 ou 0540.68.16.42

■Vends ou Echange local avec Studio 35 m<sup>2</sup> - Acté - 6 m hauteur - Eau. Gaz. Elect. - à Hai Bensmir - Ain Turk - 0773.42.34.17

■Vends Hôtel au Centre-ville ORAN - Sous-sol - R+8 : 34 Chambres - 1 Appartement 250 m<sup>2</sup> - Salle de conférence - Parking - Air conditionné - Ascenseur - Tél : 0666.43.19.36 - Email : consulting.h@my.com

■Local à louer pour stockage. Superficie de 140 m<sup>2</sup> et hauteur de 4, 20 m équipé d'une pièce + cuisine + sanitaires, situé devant une place à Hai Moustakbel 3 - Bir El Djir - Tél : 0662.03.27.15

■A louer Local à Choupot plus de 200 m<sup>2</sup>. R+1 - Convient Restau - Pizzeria - avec ou sans matériels - très bien aménagé - 0672.46.58.18 - Pas de courtier

■A louer local. Sup. 20 m<sup>2</sup> en activité, endroit commercial, magasin de cosmétique + A vendre Matériel et Produit cosmétique. Adresse : Hai Chahid Mahmoud - Boudjemaâ - ORAN - Tél : 0551.43.55.50

■Cherche Location d'un local commercial à Delmont - ORAN : Avenue Sidi Chahmi ou Rue Agadir - Tél : 0560.030.333

■L. Local 100 m<sup>2</sup> - H. 4 m - situé face Hôpital de Pédiatrie Canastel (Avec Elect. - Gaz - Eau - Sanitaires) - Convient (Brx - Atelier - Dépôt) - Tél : 0553.08.48.08 - 0552.68.15

■A louer Magasin 200 m<sup>2</sup> environ. 2 grands rideaux. Bd Maâta - ORAN - Tél : 0559.26.40.55 - 0661.31.07.49

■A louer 01 Bureau nouvelle construction. Superficie 30 m<sup>2</sup> avec sanitaires, situé à : 14, Av. Emir Khaled (Eckmühl) - ORAN - 2<sup>ème</sup> étage - 0550.98.92.29

■HASSI AMEUR - Village : 1) A louer local comm. de 100 m<sup>2</sup> avec souppente + WC + Elect. 380 - Peut servir de Dépôt ou Atelier - 2) Au 2<sup>ème</sup> étg. Loue F3 + hall + Cuis. - B. Eau + Gde cour (Gerre M. Maître) - Tél : 0696.12.43.69

■A louer local à Gambetta - ORAN - RDC : 150 m<sup>2</sup> - 1<sup>er</sup> étage : 180 m<sup>2</sup> - Tél : 0661.20.66.32

■Loue local KMS 5 Cabines équipées. Vitrine Aluminium. Doubles Portes - Eau courante - Soupente - Rue commerçante Clé Zalamite près marché St-Eugène - ORAN - Libre 15 Janvier 2015 - Tél. 0553.99.53.14

■Vends local. Acté. Idéal pour Bureau. Résidence Clémentine centre-ville ORAN - Tél. 0558.63.71.45

■Local à louer 64 m<sup>2</sup> (16 m x 4 m) près du Millennium. Bien situé - équipé de sanitaires - eau chaude et froid - Tél. 0558.65.11.60 - Avance 1 an

■Vente local commercial - Acté - la Rue AL-ARBI El Hadj (centre-ville d'Oran) 21 m<sup>2</sup> + sanitaires (eau + gaz - électricité) - Tél. 0557.79.35.84

■V / Loue Parcs - Ter. - Dépôts 1.000 à 50.000 m<sup>2</sup> toutes Z.I. W. ORAN - V / Showroom 4.000 m<sup>2</sup> sur Ter. 30.000 m<sup>2</sup> Bd Showroom R.N. Aéroport - Tél. 0661.20.32.99

■V / Loue / Ech. Parcs 5000 à 20000 m<sup>2</sup> à bâtir ou Indust. F. 300 m. H. 2,5 m. Eau potab. Elect. Route - Bd 1000 m entrée Tafraoui - Tél : 0560.93.85.72 - V / F4 à Plaza.

■A vendre local commercial centre-ville ORAN. Superficie 18 m<sup>2</sup>. Rue Michelet Jean-Marie Larrière parallèle à l'Avenue Loubet ou bien Boulevard des Chasseurs. Prix 2 M - Tél : 0777.62.04.40

■A louer des Hangars de stockage superficie 6000 m<sup>2</sup>, 4000 m<sup>2</sup> couvert. Hauteur 7 mètres devant Carrefour Autoroute Es - Ouest à 15 min d'Oran. Logement. Bureaux. Toutes commodités - Tél : 0771.86.13.74

■Vends ou Echange : Magasin bien aménagé en Pizzeria. Sup. 45 m<sup>2</sup> avec Matériel et toute commodité : 100, Rue de Mostaganem. ORAN - Tél. 0557.12.38.39 - 0553.51.49.00

■Loue local de 37 m<sup>2</sup> et sous-sol de 355 m<sup>2</sup> ensemble ou séparément - bien dégagé et très bien situé - toutes commodités - à Dar Salem - ORAN - Tél : 0550.24.31.60

■Local à vendre 80 m<sup>2</sup>. 2 rideaux - à Akid Lotfi - Tél : 0550.56.63.21 - 0555.82.56.54

■TLEMCCEN : A louer beau magasin à IMAMA. 2 façades. Surface 140 m<sup>2</sup>. Toutes commodités - Tél : 043.21.42.60 / 0556.55.36.12

■Location des Bureaux modernes Open Space de 120 m<sup>2</sup> + 135 m<sup>2</sup> 160 m<sup>2</sup> + 200 m<sup>2</sup> à 1000 DA/ m<sup>2</sup>, à côté de Bd El Morchid Pt du Jour + Location F3 1<sup>er</sup> étage usage bureaux à la Rue Tripoli, centre-ville. Prix : 6 Millions - Tél : 0550.12.20.67

■Location 2 locaux de 40 m<sup>2</sup> à l'Avenue de Loubet et chacun avec 2 rideaux + location local de 100 m<sup>2</sup> avec 2 rideaux à la rue Khemisti centre-ville - Tél : 0550.12.20.67

■Location 2 locaux de 300 m<sup>2</sup> façade énorme de 30 m + 800 m<sup>2</sup> avec 2 rideaux bien situé Bd côté marché Michelet pour toutes activités + location 2 locaux de 170 m<sup>2</sup> + 190 m<sup>2</sup>. Av. d'Arcole avec stationnement et à bon prix - Tél : 0550.12.20.67

## EMPLOIS

■Entrep. de Bâtiment à ORAN cherche pour un grand chantier à MECHERIA : Technicien Sup. expérimenté - 01 Topographe suivi et contrôle - Menuisiers Bois et Aluminium - Plâtrier - Etancheïste - 0770.98.23.95 - 0560.32.64.13 - Fax : 049.23.30.57

■Un Chef de cuisine algérois avec une très grande expérience dans la restauration gastronomique de 5 étoiles, cherche un travail dans des lieux étoilés - Veuillez m'appeler au : 0798.30.47.22

■Crèche cherche : Educatrice bilingue - Femme de ménage - Aide-généraliste dans la crèche - Hai Khemisti - Seddikia - ORAN - Tél : 0550.38.26.91 - 0771.26.21.90 - 040.23.32.13

■Recrutons à ORAN : Vendeurs en Pharmacie / Préparateur de Commande. Expérience exigée. Conditions de travail agréables. Salaire motivant - Adressez vos CV avec photo par E-mail : rh@groupe-bouziane.com - ou par Fax : 041.23.26.09

■Recrute Vendeuse ou Vendeur expérimenté (e) possédant Permis de conduire pour la distribution de Produits d'entretien - Envoyer C.V. à l'adresse email : maamad215@yahoo.fr

■Magasin de Gâteaux « Chahrazed » C./Ville d'Oran cherche pour Emploi des Jeunes Filles ayant des connaissances dans le domaine des Gâteaux traditionnels - Lieu de travail : C.Ville et Akid Lotfi - 0772.94.42.03

■Entreprise publique sise à Es-Sénia recrute un Technicien en Electronique et un Chef de Service Personnel - Expérience exigée dans le domaine - Axe de résidence : Oran - Es-Sénia - Envoyer lettre de motivation + CV au N° Fax : 041.58.32.09

■TLEMCCEN : Jeune Demoiselle diplômée en Master Droit + CAPA cherche Emploi dans le domaine ou autre - Tél : 0775.84.85.83

■TLEMCCEN : Sté de distribution de Produits pharmaceutiques sise à Kiffane les Dahlias, cherche Assistante Commerciale - Tél : 043.26.33.33 ou 0555.31.89.73

■TLEMCCEN : Nouv. Concessionnaire Auto recrute Commerciaux et Juristes (H/F) - Expérience souhaitée - Envoyez CV + Photo sur : recrutemes@gmail.com

■Cherche Femme de ménage pour Salle des fêtes, dynamique et sérieuse - 0552.06.81.01 - à ORAN

■Cherche Serveurs - Serveuses pour Salle des fêtes - expérience exigée - 0552.06.81.01 - à ORAN

■Sté à ORAN recrute pour le compte d'un Groupe français Téléconseiller maîtrise parfaite de la langue française et outil informatique - Envoyer CV à : recrutement@marketel-algerie.com

■TLEMCCEN : Particulier recherche Médecin Biologiste ou Hématologue pour création d'un Laboratoire d'analyses médicales - Tél : 0793.24.78.88 / 0558.19.13.39

■TLEMCCEN : Recherche Agence de voyages ou Diplômé en Tourisme pour ouvrir une Succursale ou Annexe à MAGHANIA - Tél : 0793.24.78.88 / 0558.19.13.39

■Cherche Assistante de D.G. Formation en Bâtiment et Expérience de cinq ans - Envoyez CV par Email : m.afane@libertehoteloran.com

■Entreprise privée à Hassi Ameur (ORAN) recrute Mécanicien Engins Camion / Essence / Diesel, âge entre 35 & 50 ans, minimum 10 ans d'expér. Transport assuré. Salaire selon compétence - Envoyez C.V. : S.M.C.P. - B.P. 19 « Poste de Hassi Ameur », ORAN

■Bureau d'Etude Statistique à ORAN cherche deux Informaticiens, maîtrisant Excel, Visuel Basic et Access - Expérience dans le domaine souhaitée - forstat\_emploi@forstat.dz

■Entreprise de Bâtiment à ORAN. Recrute : 3 Chauffeurs de Malaxeurs - 1 Opérateur Pompe à Béton - 1 Opérateur Centrale à Béton - 1 Ingénieur Contrôleur de Qualité - 1 Démarcheur - Envoyer CV au Fax N° : 041.28.47.01

■Hôtel sis à ORAN. Recrute : Chef Cuisinier - Cuisiniers - Aide Cuisinier - Serveur - Chef de rang (H / F) - Envoyer CV Fax : 041.29.69.69

■Hôtel sis à ORAN. Recrute : Gouvernante - Maître d'hôtel - Réceptionniste - Kinésithérapeute - Superviseur (Hôtel - Restaurant) - Envoyer CV Fax : 041.29.69.69

■Hôtel sis à ORAN. Recrute : Factotum - Plombier - Electricien (Bât. et Indust.) - Chauffeur TC - Envoyer CV Fax : 041.29.69.69

■Hôtel sis à ORAN. Recrute : Technicien Sup. HSE - Agent de sécurité - Gestionnaire de stock - Envoyer CV Fax : 041.29.69.69

■Pharmacie cherche Vendeur qualifié - Tél : 0555.95.61.34

■Usine de Boisson non alcoolisée recrute Directeur des Achats avec expérience min. 5 ans dans le domaine - Salaire motivant - Envoyer CV par mail : etsyoussel@gmail.com

■Boîte de Communication recrute Assistante Commerciale. Dynamique - Envoyer CV : boitecom.recrute@gmail.com

■Société privée à HASSI AMEUR Recrute - Cherchons Femmes ouvrières pour Nettoyages de Poisson - Email : rajarecrute@yahoo.fr

■Cafétéria El Mordjane El Akid Lotfi cherche Serveur expérimenté - Tél : 0771.24.15.93

■Recrute 01 Machiniste + 01 Serveur pour une Cafétéria à Choupot - ORAN - Tél : 0771.30.84.94

■Comptable Principale Femme 40 ans, dynamique, sérieuse + expérience 05 ans : Cherche Travail dans Sté d'Etat ou privée à SIDI BEL ABBES ou environs - Tél : 0799.55.67.45

■ORAN - Cadre en gestion, comptabilité, RH, 35 ans d'expér. Cherche Emploi - P/contact email : rech\_emp31@yahoo.fr

■Ets de Promotion Immobilière recrute Architecte - TS (en Architecture) 2D, 3D... Envoyez CV + Photo à l'adresse email : batisar2@gmail.com

■Grand Institut de beauté à Canastel cherche des Coiffeuses et des Esthéticiennes qualifiées - Travail stable - Salaire intéressant - Tél : 0770.48.47.18

■Cherche 6 Jeunes Femmes entre 20 / 30 ans 4 fois par semaine - Tél : 0540.97.81.65

■Importante Société de Distribution pharmaceutique recrute pour la région d'Oran Télévendeuses (Opératrices) - Tél : 0770.27.65.18 - 0770.99.68.78

■L'EPIC « Propreté d'Oran » Etabliss. Public de Wilaya à caractère commercial et industriel chargé de collecte et transport des déchets ménagers cherche un (01) Gestionnaire de stock pour son magasin de Pièces de rechange - Envoyer CV au : 040.21.15.75

■Société privée sise à ORAN cherche : Cariste - Chauffeur de grue - Chauffeur léger - plus de 05 ans d'expérience - habiter les environs d'Es-Sénia - Envoyer CV au : chercheingenieur@gmail.com

■Cherche Pharmacien Biologiste ou Médecin Biologiste pour association sérieuse et durable - Tél : 0697.27.38.69 - Heures de bureau

■Société à ORAN recrute Agents Commerciaux Téléprospection - trices - Envoyez CV : akidrecrutement@gmail.com

■Société à ORAN recrute DRH - Chargés du recrutement - Assistante - Envoyer CV : akidrecrutement@gmail.com

■Sté à ORAN recrute : Infographistes - Informaticiens - Responsable Marketing - Envoyer CV : akidrecrutement@gmail.com

■Sté à ORAN recrute : Agent Maintenance - Agent de Sécurité - Chauffeurs VL / PL 6 Envoyer CV : akidrecrutement@gmail.com

■Sté à ORAN recrute : Chef Production - Tuyautiers - Soudeurs - Chaudronniers - Envoyer CV : akidrecrutement@gmail.com

■Sté à ORAN recrute : Ingénieurs Génie Mécanique - Dessinateurs Solidworks - Envoyer CV : akidrecrutement@gmail.com

■Sté Import Export à Es-Sénia recrute Aide Comptable REF/C004. Maîtrise l'outil informatique / Expér. dans le domaine IFRS / Facturation, Import Export / Envoyer CV avec REF du poste : recrutement@cgi-dz.com

■Pour prochaine Agence de voyages cherche une Personne diplômée en Hôtellerie - Tourisme ou avec Expérience de 10 ans - Tél : 0670.05.14.59 - 0558.15.57.31

■Salon de coiffure situé à Canastel cherche Coiffeuse qualifiée + Apprentie en coiffure - Contacter : 0781.18.98.97

■Sté Recr. Assist. Comme Fem. Expér. exigée + Out. Inf. & bon français - Env. CV à : Saidi Ahmed : 08, Rue Messabih Mekki - Gambetta. 31013. ORAN

■Entreprise privée à ORAN recrute des Chaudronniers et Soudeurs qualifiés - Nous contacter aux : 0697.308.748

■Centre de Formation recrute des Enseignantes : Sexe féminin - Expérience de 5 ans min. dans l'enseignement - Maîtrise de l'informatique - Qualifiées dans l'esthétique ou coiffure - Tél : 041.53.32.23 - djidjiga31@hotmail.fr

■Atelier de couture situé à Choupot recrute des Couturiers finis : Travail à la pièce avec bonne finition - Tél : 0770.44.23.48

## DIVERS

■Vends : Bétonnières, Moteur avec Démarreur 4,40 + Moteur R.21 avec Boîte + Fourgon RENAULT Trafic 1987 Moteur R.25 bon état - 0795.21.91.17

■Matériel Pizzeria complet à vendre en bonne occasion. Prix 500.000 DA négociable - Pour toute information appelez : 0560.66.31.74 - (Pas de courtier S.V.P.)

■A louer Licence de café - N° : 0778.85.53.77

■A vendre Licence de voiture - N° : 0778.85.53.77

■Un Professeur de Mathématiques donne des cours de soutien individuels au domicile de l'élève pour les niveaux : 1<sup>ère</sup> AS, 2<sup>ème</sup> AS, 3<sup>ème</sup> AS (toutes les branches) - Tél : 0770.39.41.55

■Retraitée de l'Enseignement primaire à ORAN donne cours de français au domicile de l'élève - Contacter le 0541.45.78.54

■Société agréée cherche Huile usagée Moteur - Ne la jeter plus, pensez à l'environnement - 0550.05.08.94

■Jeune Femme cherche où déposer des Gâteaux traditionnels préparés chez elle - N'hésitez pas à appeler au Tél : 0668.04.66.28 (ROSA)

■A.V. : Citerne Inox 10.000 L - Compresseur 1.000 L à piston - Remplisseuse produits pâteux - Tél : 0550.52.33.09 - 0551.89.07.65

■Stress ? Déprime ? Fatigue ? Problèmes familiaux ? De couple ? Ou professionnels ? Des solutions existent - Consultez-nous : 0557.41.52.99

■Installation - Mise en marche et Révision Chaudières - Plomberie générale et Gaz - Tél : 0550.618.515 - 0551.665.770

■Prends en charge des Travaux de : Gros Oeuvres - Démolition - Maçonnerie Gle - Décoration Façade - Fourniture et Pose - Clés en main avec Garantie - Tél : 0770.97.35.82 - 0552.20.05.90

■Vds Matériels de boulangerie - TLEMCCEN - Four double chariot BONGARD - 2 Pétrins PHEBUS + 2 Façonneuses MAJOR - 2 Divi-seuses BERTRAND - Tél : 0556.23.44.82 - de 9 h à 19 h

■Vends Equipement de Contrôle technique de Véhicule Lourd et Léger de marque allemande - Mobile : 0541.24.83.31

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Mach. « Mouchoirs, Serviettes, Gobelet » - « Conditionneuse » - 036.65.33.34/35/36 - 0555.62.34.91/92

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Mach. « Impression G. Format - Gravure Num. sur Bois » - 036.51.47.14 - 0555.62.34.93/94/95/96

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Machines Transformation « Plastique, Papier, Carton » - 036.51.47.14 - 0555.62.34.97/98/99

■Institut ANTAR annonce inscriptions pour Formation Médicale Continue / Préparation Concours Résidanat / Délégue Médical - Tél : 041.33.70.34 / 041.29.96.32 / Site : ecolesantar.com

## AVIS DE DÉCÈS

La famille

BENDENIA vous

fait part de la

perte cruelle de

leur fille et sœur

**KHOUIRA**

décédée le 06-01-2015.

Domicile mortuaire : N° 254 Cité

Jourdain les Castors.

إنا لله و إنا إليه راجعون

## PENSÉE

08-01-1981 - 08-01-2015 - Déjà des années que tu nous as quittés à jamais notre cher père et grand-père

**GANNA MOHAMED**

TLEMCCEN - Ton absence a laissé un grand vide dans nos cœurs - Tu es et tu resteras toujours dans nos cœurs et nos pensées. Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, t'accueillir en Son Vaste Paradis.

Tes petits-fils : SIDO et TEMA d'Oran  
Ton fils : ABDELLAH



■Bureau de Comptabilité Agréé par l'Etat à ORAN : Tenue de Comptabilité selon normes SCF - Etablissement Bilans comptables et fiscaux - Déclarations fiscales et parafiscales (CNAS - CACOBATH) - Tenue de la paie - Tél : 0771.48.55.10

■Vente d'une Machine extrudeuse d'occasion en état de marche - Plastique - PEBD - Tél : 0669.71.14.81

■Réparation à domicile : Machine à laver (Linge et Vaisselle) - Cuisinière - Frigo - Climatiseur - Pièces de rechange disponibles - Travail garanti - Tél : 0662.87.45.68

■Epilation électrique pour se débarrasser des poils blancs définitivement. Dans notre institut de beauté Le Québec - Canastel - Tél : 0770.48.47.18

■Pour vos problèmes de peau (Visage et Corps) : Acné - Tâches Pigmentaires - Poils drus - Rides - Relâchement cutané - Traitement très efficace en quelques séances à la lumière pulsée - Institut Le Québec - Canastel - Tél : 0770.48.47.18

■Institut de beauté Le Québec Canastel vous propose un Traitement en profondeur des cheveux très abimés, rêches, pour redonner force, brillance et douceur à votre chevelure en 1 seule séance - Tél : 0770.48.47.18

■A vendre - Chambre à coucher : 70.000 DA - Salon 5 places avec table : 40.000 DA - Salle à manger : Table + 04 Chaises 32.000 DA - D'origine Malaisie - Tél : 041.54.10.20

■Entreprise Travaux Bâtiment (T.C.E.) YAGOUBI Med Mankor vous propose Etude et Réalisation de tous types de Logement ou Bâtiment - Tél : 0770.52.64.62 ou 0771.51.85.71

■Vends Presse NZ 200 : 17 Unités - Graisseuse CR8 : 18 Unités - Malaxeur : 19 Unités - Tél : 0776.71.14.31 ou le 0553.00.02.76 - Cherche Moules pour Gorge de plâtre

■Prof. de Maths, longue expérience, donne cours de soutien avec remise à niveau - ORAN-Centre : 4 AM - 1 AS - 2 AS - 3 AS (Possibilité de déplacement à domicile) - Tél : 0661.21.50.51

■Blanchiment des dents de 2 à 9 teintes pour des dents éclatantes de blancheur. Produit sans peroxyde et sans aucun inconvénient. Dans votre institut de beauté Le Québec - Canastel - Tél : 0770.48.47.18

■Import Médic. vend : Echographies 2 D / 4 D. Doppler (Formation sur Internet) - Radiographie 100 - 300 - Fautail dentaire - Auto-clave - ECG Laser CO2 - Tél : 0771.63.32.73

■UniBeauté Ecole Professionnelle lance les Spécialités : Soins du visage - Maquillage - Epilation à la cire - Manucure & Pédicure - Massage - Tél : 041.533.223 - Adr. : 04, Rue Ez-zauoui Mustapha - Gambetta - ORAN

■UniBeauté Ecole Professionnelle lance les Spécialités techniques de Coiffage - Chignons - Coupe - Coloration - Permanente et Défrisage - Tél : 041.533.223 - Adr. : 04, Rue Ez-zauoui Mustapha - Gambetta - ORAN

## DÉCÈS

Les familles MOULAI-KHATIR et HAMZA-REGUIG ont la douleur de vous faire part du décès de leur très chère mère et sœur « **HAMZA-REGUIG Leila** » survenu en France le 04/01/2015 - L'enterrement aura lieu le Jeudi 08/01/2015 au cimetière de Ain El Beïda (ORAN). Que Dieu accorde à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis. Domicile mortuaire : 56, Rue Bouachria Mohamed - Es-Seddikia (ORAN).  
إنا لله و إنا إليه راجعون

## PENSÉE

A la mémoire de notre cher et regretté père et grand-père **Mr DJERBAL Mohamed dit Hani**

qui nous a quittés le 08 Janvier 2014, une année depuis sa disparition à jamais, en laissant derrière lui un immense vide irremplaçable. En cette malheureuse occasion, la famille DJERBAL demande à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. Ses enfants  
إنا لله و إنا إليه راجعون



## PENSÉE

A notre cher et regretté époux et grand-père : **KHENCHOUL Tordjane dit Mustapha.**

Il y a des dates que l'on



BOUMERDÈS

## Les personnels des hôpitaux déplorent l'insécurité

**Il y a quelques jours, une femme médecin du service pédiatrie a été passée à tabac par trois femmes, la grand-mère, la tante et la mère d'un enfant amené en consultation, à Mostaganem.**

O. M.

Cet exemple nous rappelle qu'il ne se passe pas une journée sans qu'une structure médicale ne dénonce un cas d'agression sur un médecin, un infirmier, et même sur le personnel administratif, la situation est devenue très sérieuse ces dernières années relève un praticien du service des urgences de l'hôpital de Thenia. Les médecins, infirmiers, aides-soignants et administratifs des structures publiques de santé font souvent face quotidiennement à des patients agressifs. Mais les premiers touchés par la violence en milieu hospitalier sont les soignants des urgences, lieu d'accueil, et du premier contact des polycliniques et autres centres de soins. Au début du mois de décembre à la polyclinique de Zemmouri, un homme, s'acharne à coup de pied sur le médecin généraliste, une femme. Cette dernière traumatisée n'a plus repris de service, selon le docteur Megdoud, de l'EPSP de Boumerdès, ajoutant que le médecin, suite à cette agression, pense à arrêter une profession qui devient périlleuse de jour en jour. Non loin de Zemmouri à l'EPH de Bordj Menaiel, un traumatologue a été sauvagement agressé par un accompagnateur furieux, qui ne voulait pas attendre son tour, bilan : le médecin s'en est sorti avec une fracture du bras. L'été dernier, le centre des urgences médicales de Boumerdès (UMC) a été saccagé par une dizaine d'individus qui sous le prétexte de l'absence du médecin

pour prendre en charge leur ami, ils se sont accrochés avec les agents de sécurité, après avoir détruit le matériel médical et brisant les vitres de la porte principale. « Des agressions physiques, verbales, les injures, et les menaces, voilà le lot de notre quotidien », explique le médecin. Dernièrement, après une énième agression, le personnel médical de l'hôpital de Dellys a observé un sit-in devant le bloc des urgences pour dénoncer l'agression dont fut victime la veille, un orthopédiste. En outre, les protestataires réclament l'ouverture d'un poste de police devant l'entrée de l'EPH, médecins et paramédicaux réclament un minimum de sécurité. Lors de l'exercice de leur fonction, les protestataires disent n'avoir jamais cessé de réclamer l'installation d'un poste de police à l'entrée de l'hôpital pour en finir avec ce problème. Cette énième agression à l'intérieur de la structure médicale, est la goutte qui a fait déborder le vase. « Notre hôpital est devenu une sorte de défouloir pour certains, ils ne viennent que pour verser leur colère sur le personnel », racontent des infirmiers, ajoutant « il y a 10 jours, un patient s'en est pris violemment à un médecin. Ce dernier a eu 21 jours d'incapacité de travail ». Nos interlocuteurs précisent que la direction de l'hôpital a érigé une guérite près du bloc des urgences depuis plusieurs mois, mais sans plus, aucun policier n'est encore affecté, selon eux, sur place pour veiller au respect de l'ordre et du personnel médical Au début de ce mois

et suite à une autre agression sur une résidente à l'EPH de Ain Taya, un appel a été lancé sur les réseaux sociaux pour dénoncer cette violence gratuite contre le personnel médical et paramédical, mais le mouvement de protestation prévu à travers l'ensemble des hôpitaux n'a pas trouver écho, nous renseigne un directeur d'hôpital de Boumerdès. De son côté, le citoyen qui déplore cette violence quotidienne, pointe un doigt accusateur vers les blouses blanches dénonçant parfois le mépris afficher à l'endroit des malades par certains urgentistes et autres médecins et les exemples foisonnent, comme c'est le cas de cet homme qui s'est vu refusé un lit au niveau du service gynécologie d'un EPH, pour sa femme, pourtant à terme d'accoucher, en prétextant que son cas est grave et doit être pris en charge ailleurs, à Alger, mais en cours de route la parturiente perd son enfant. Le père témoigne « J'ai perdu l'enfant et ma femme se trouve dans un état dépressif très avancé depuis cette perte » et de préciser « j'ai déposé plainte contre le médecin de garde » et d'ajouter « l'affaire est entre les mains de la justice » Ainsi beaucoup de cas similaires sont rapportés par des citoyens contre l'accueil froid, des personnes sensées rassurer le patient. D'ailleurs, l'insécurité dans les établissements de santé figure dans la plate-forme des revendications socioprofessionnelles, discutée lors de la dernière session du conseil national du syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) tenu à Zeralda.

MÉDÉA

## 41 accidents de la route en une semaine

Rabah Benaouda

Il ne se passe décidément pas un jour sans qu'il soit enregistré, au moins, un accident de la route dans la wilaya de Médéa, comme partout ailleurs à travers le pays, avec, cette fois-ci encore, pas moins de 41 drames relevés en une semaine, celle allant du 28 décembre écoulé au samedi 03 janvier courant. Ces 41 accidents de la route ayant fait, malheureusement, 02 morts et causé des blessures, à des degrés divers, à pas moins de 45 personnes. C'est ce qu'indique, en effet, le bilan hebdomadaire pour la période en question, qui a été établi par les services concernés de la direction de la Protection civile de la wilaya de Médéa. Un bilan qui fait état

d'un total de 507 opérations de secours, dont les 41 relatives aux accidents de la route, effectuées par les différentes unités d'intervention de la Protection civile de la wilaya de Médéa. Et, comme toujours, ces accidents de la route sont les conséquences directes de l'excès de vitesse, des dépassements dangereux, des manœuvres dangereuses... En un mot, de l'inobservation des règles de conduite les plus élémentaires du code de la route. A l'exemple de ce dramatique accident de la route qui a eu lieu, à l'aube de samedi dernier, sur la RN 40, à l'entrée de la ville de Boughezoul, dans la daïra de Chahbounia, 89 km au sud de Médéa, et qui a coûté la vie à un vieillard de 82 ans, répondant aux initiales R.T., littéralement écrasé

et tué sur le coup par un véhicule utilitaire qui roulait à grande vitesse, selon les informations que nous avons obtenues. La dépouille a été acheminée vers l'Etablissement public hospitalier (EPH) de la ville de Ksar El-Boukhari par les éléments de l'unité secondaire d'intervention de la Protection civile de la daïra de Chahbounia. Ce bilan hebdomadaire fait état, par ailleurs, d'un total de 294 évacuations sanitaires qui ont concerné 276 personnes malades, secourues à domicile puis évacuées vers les différentes structures sanitaires de la wilaya de Médéa pour des soins appropriés. Comme il a été également procédé à l'évacuation de 02 personnes blessées à l'arme blanche ainsi que 02 autres personnes décédées.

## Rénovation des équipements de chauffage dans les écoles

Le programme de rénovation des équipements de chauffage des établissements scolaires de la wilaya de Médéa, entamé en 2010, a permis de toucher, à ce jour, 95% des écoles primaires, soit plus de 600 écoles sur un total de 636 établissements du cycle Primaire, fonctionnels à travers les 64 communes de la wilaya, a-t-on appris auprès de la direction de l'éducation. Environ 55% des écoles primaires de la région, soit 349 établissements, étaient dotées d'installations de chauffage, au début de ce programme, avant

d'atteindre le seuil de 95%, grâce à l'effort financier consenti par les pouvoirs publics, en vue de l'amélioration des conditions de scolarisation de milliers d'élèves issus de ce cycle, a-t-on indiqué de même source.

Il est fait état, dans ce contexte, de l'injection, au titre du programme complémentaire 2014, d'une enveloppe financière d'un montant de l'ordre de 590 millions de DA pour la modernisation des installations de chauffage à travers l'ensemble des structures éducatives de la ré-

gion, tous paliers confondus, avec la priorité aux établissements éducatifs anciens ou situés en zones rurales, afin d'assurer une meilleure prise en charge des élèves, a-t-on ajouté. Une partie de cette subvention a servi également au financement des travaux de réhabilitation engagés dans pas moins de 350 écoles primaires, mises en exploitation depuis plusieurs années, a fait savoir la même source, précisant que l'opération en question devrait être achevée, d'ici, début février prochain.

M'SILA

## Des visites médicales à domicile dans les zones déshéritées

Un millier de personnes vivant dans des zones rurales enclavées de la wilaya de M'sila ont bénéficié ces trois derniers mois de consultations médicales à domicile encadrées par des médecins de la Protection civile, a-t-on appris auprès de ce corps constitué.

Une caravane mise en place dans le cadre de cette action de solidarité initiée au titre d'un programme mis en œuvre par le ministère de l'Intérieur et des collectivités locales visant à venir en aide aux familles défavorisées, a précisé le lieutenant Abdelouahab Saïdi, responsable de la cellule de la communication à la direction de wilaya de la Protection civile. L'opération a touché dix zones rura-

les réparties sur autant de communes enclavées à l'image du lieu dit Ain-Ghezal, près de Ben Srou, Bir-Larbi, à Khoubana, et Kef Tyour, dans la commune de Mohamed-Boudiaf, selon le même responsable.

En plus des conseils prodigués et de l'orientation de plusieurs personnes vers des établissements de santé pour des soins spécialisés, les animateurs de cette caravane ont distribué gratuitement un important lot de médicaments, a fait savoir la même source.

Quarante (40) autres zones rurales déshéritées, dépourvues d'établissements de santé, sont également au programme des visites devant être menées au cours de l'année 2015, a-t-on indiqué.

ILLIZI

## Des renforts pour l'environnement

De nouvelles structures, certaines mises en exploitation et d'autres réceptionnées, sont venues renforcer le secteur de l'Environnement dans la wilaya d'Illizi, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'environnement (DE).

Trois décharges publiques contrôlées ont été mises en exploitation dans les communes d'Illizi, Djanet et In-Amenas, pour un coût de 180 millions DA puisés du programme de soutien à la croissance économique, a précisé le directeur de l'Environnement de la wilaya.

M. Laid Mansour a précisé que ces projets, raccordés au réseau d'électricité, sont dotés d'espaces de tri, de stockage, de bureaux administratifs, ainsi que d'un parking et de pistes d'accès. La commune d'In-Amenas vient de réceptionner une station

de contrôle de l'environnement, qui devra être équipée prochainement, tandis que celle d'Illizi a réceptionné un centre de déchets solides, selon la même source.

Outre la réception, au chef lieu de wilaya, de la Maison de l'Environnement, en phase d'équipement actuellement, le secteur a également bénéficié, au titre du programme de développement des régions du Sud, d'un projet de réalisation, dans la commune de Djanet, d'un centre d'enfouissement technique, dont le choix du terrain d'assiette et l'étude technique ont été finalisés.

Ces projets devront permettre une meilleure prise en charge des déchets ménagers, leur recyclage, l'élimination des décharges anarchiques qui dénaturent l'environnement, ainsi que la création d'emplois.

BESBES

## Des travaux à l'arrêt : un danger pour la circulation



A.Ouelaa

La route située à la sortie de la ville de Besbes, menant vers la localité de Benamar où des travaux d'élargissement de cette même route sont à l'arrêt depuis plus d'un mois, est devenue un véritable coupe gorge pour le trafic routier, dense à cet endroit malgré la vitesse réduite à laquelle sont contraints d'observer les automobilistes, du fait de son exiguïté et le danger permanent qui les guettent. En effet, un fossé d'un mètre, sans aucune signalisation sur presque 1 km, demeure béant attendant la pose des matériaux nécessaires puis le bitume. Ce qui a causé déjà, au même endroit, en face d'une station

d'essence, la chute de cinq véhicules et d'un tractopel.

Mardi dernier, c'est une Chevrolet qui s'est renversée et deux jours avant, soit le samedi, c'est un Tractopelle (l'ONID), flambant neuf, qui s'est renversé au même endroit et a eu, outre des dégâts matériels, une boîte à vitesse hors d'usage. Selon les riverains, au total, ce sont cinq véhicules et cet engin de travaux publics, qui ont connu le même sort, ajoutant que si des mesures ne sont pas prises immédiatement, la liste risque de s'allonger. Sur place, le Maire de Besbes accompagné du subdivisionnaire des travaux publics, nous a déclarés que « l'entreprise aurait dû entamer les travaux et cela tarde à se faire ».

### Horaires des prières pour Alger et ses environs

17 rabie el aouel 1436				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h29	12h55	15h30	17h52	19h15





## Le billet de 200 DA fait toujours parler de lui

A. Mallem

Depuis les premiers jours de ce mois de janvier, l'utilisation du billet de 200 DA, dans les échanges commerciaux, entre clients et marchands, a engendré beaucoup d'équivoques, et des frictions ont été signalées, ça et là. Les uns acceptant difficilement que les seconds n'acceptent plus de régler leurs achats par ces billets, en faisant valoir qu'ils ont été retirés de la circulation et qu'ils ne sont, donc, plus valables. Et vice-versa, des clients refusent, aussi, la monnaie rendue au moyen de ce billet, considéré, désormais, comme un 'pestiféré'. Et le manque de communication de la part des institutions bancaires n'a fait qu'accentuer le flou à ce sujet et entretenir l'amalgame, autour de la validité de ce fameux billet.

Pire encore, des entreprises publiques, à l'instar de Sétam, chargée de la gestion commerciale du tramway constantinois, avaient décidé, elles aussi, de ne pas accepter de billets de 200 DA. Cette entreprise qui accueille, quotidiennement, dans ses rames, une clientèle

nombreuse composée de toutes les catégories de la population, qui avait décidé, en effet, le 4 janvier dernier, de ne plus accepter les fameux billets à leurs guichets, aura, de la sorte, servi de référence aux citoyens dont nombreux ont cru que le retrait du fameux billet annoncé, auparavant, était entré en vigueur. Et ce fut la débandade chez les détenteurs de ce billet. Ensuite, des opérateurs publics et privés ont emboîté le pas à Sétam, en apposant à la devanture de leurs magasins des écriteaux informant les clients qu'ils n'acceptent plus les billets de 200 DA.

Devant l'ampleur prise par le phénomène et les échos recueillis, à plusieurs endroits, nous sommes allés aux informations, auprès des secteurs concernés en commençant par confirmer celles que nous avons indiquées plus haut. Et c'est ainsi que des travailleurs opérant sur la ligne du tramway nous ont confirmé que la mesure, 'dictée par une note de l'entreprise du Métro d'Alger', ont-ils précisé, est toujours en vigueur aux guichets. Au bureau de wilaya de l'organisation des commerçants Ugcaa, dont les responsables

ont été submergés par les réclamations des clients et des demandes de clarification venant des commerçants, M. Bouguerne, chargé de la communication, nous a répondu que la question est prise en charge par son organisation qui compte lancer, dans les prochains jours, une campagne d'explication et de sensibilisation auprès des opérateurs commerciaux pour leur faire comprendre «que l'opération de retrait des billets de 200 DA n'est pas conçue pour s'opérer, du jour au lendemain et qu'elle va s'étaler sur une dizaine d'années et plus», dira-t-il. Et notre interlocuteur d'ajouter que son organisation allait prendre attache, aujourd'hui, jeudi 9 janvier, avec l'agence de Constantine de la Banque centrale d'Algérie pour s'informer sur les textes ou circulaires officiels réglementant cette question et les porter à la connaissance des commerçants.

D'autre part, le bureau de l'Ugcaa de la wilaya compte organiser, mardi ou mercredi prochain, une conférence de presse, en son siège, pour apporter toutes les clarifications nécessaires à ce sujet», a ajouté notre interlocuteur.

### Centre anti-cancer

## Les deux nouveaux accélérateurs opérationnels pas avant mars

A. Mallem

Selon la déclaration faite, hier, par la responsable du Centre anti-cancer (CAC) de l'hôpital 'Benbadis' de Constantine, le Pr Aïcha Djemaa, les travaux d'installation des deux nouveaux accélérateurs dont a bénéficié, dernièrement, son service, viennent, tout juste, de démarrer et les deux précieuses appareils ne pourront, selon toute évidence, être fonctionnels qu'au début du mois de mars 2015. Et cela, contrairement, aux prévisions faites, ces derniers mois, par la direction générale de l'établissement qui avait annoncé, d'abord, que ces appareils seront fonctionnels, au cours de la 2<sup>ème</sup> quinzaine du mois de décembre, ensuite pour début janvier 2015. «Les travaux

d'aménagement des bunkers, où reposeront les nouveaux appareils, viennent, tout juste, de démarrer, a déclaré Mme Djemaa, laissant espérer que le début de l'installation des deux accélérateurs va suivre, à la fin du mois en cours. De la sorte, on peut prévoir que la mise en fonctionnement des deux accélérateurs puisse avoir lieu au début du mois de mars prochain».

Evoquant, également, l'arrêt du chantier d'extension du service anti-cancer, cette responsable a signalé que le blocage administratif subsiste, toujours, à ce niveau. «Mais on espère que cette situation pourra être débloquée, dans peu de temps», a souhaité Mme Djemaa. Signalons que depuis septembre 2013, le CAC de Constantine fonctionne avec un seul

accélérateur, au grand désespoir des nombreux malades qui viennent de toute la région-est et dont les délais des rendez-vous pour les séances de radiothérapie sont, considérablement, allongés. Cette situation perdure malgré l'entrée en fonction d'un accélérateur similaire, à Batna, et les deux autres qui sont attendus : l'un à Annaba et l'autre à Sétif, auxquels cas, les délais des rendez-vous seront, considérablement, réduits.

Dans la perspective de la mise en service des ces deux accélérateurs, au CAC de Constantine, les spécialistes espèrent que les rendez-vous, pour les séances de radiothérapie, pourront être réduits à une seule journée, atténuant, ainsi, sensiblement, le calvaire des cancéreux.

## Des «exclus» de la réhabilitation écrivent au wali

A. El Abci

Des habitants des cités Fadéla Saadane, Filali et Benboulaid, déçus d'apprendre que l'opération de réhabilitation des immeubles, prévue dans le cadre de «Constantine capitale de la culture arabe en 2015», se limitera uniquement aux bâtiments donnant sur la ligne du tramway, face à l'université islamique et à la mosquée Emir Abdelkader, demandent dans une lettre adressée au wali à ce que l'opération touche tous les immeubles des dites cités.

Selon Mourad Benlarbi, président de l'association El Hayat de Fadéla Saadane, les trois cités en question qui se trouvent dans les environs immédiats de l'université et de la mosquée ne manqueront pas de recevoir

la visite des touristes arabes et d'autres nationalités, à l'occasion du grand événement culturel, très proche d'ailleurs et qui aura lieu dans quatre mois. «A ce titre, poursuivra-t-il, nous demandons que les autres immeubles ne soient pas exclus de l'opération de réfection qui les englobait initialement». Il est ajouté, dans le même document, que ce qui a le plus outré les habitants, c'est d'apprendre de l'OPGI que seuls les bâtiments «A» et «C» de Fadéla Saadane sont programmés pour des travaux de réhabilitation, alors que les promesses faites par l'office parlaient de réfection et ravalement des façades de tous les immeubles. «De même qu'on avait parlé d'un programme qui consistait en plusieurs actions, à savoir le ravalement des façades, la réparation des

fenêtres, l'aménagement des entrées des bâtiments, des escaliers, des terrasses ainsi que l'enlèvement des paraboles des balcons et l'aménagement d'abris pour les climatiseurs. De ce programme, il est malheureux de relever que seule l'action de ravalement des façades a été retenue, qui est loin de répondre aux préoccupations des habitants et ne correspond nullement aux moyens financiers énormes consacrés par l'Etat au relookage de la ville en prévision de l'événement attendu pour avril 2015. «Retourne-ment de situation qui a déçu plus d'un parmi les habitants», soutient notre interlocuteur. Aussi, les habitants demandent-ils au wali de n'exclure aucun immeuble des trois cités (Fadéla Saadane, Filali et Benboulid) de ladite opération de réhabilitation.

### El Khroub

## Prise en charge médicale pour les déplacés nigériens

Des consultations médicales, prélude à la mise en oeuvre d'un calendrier vaccinal préventif, ont été entamées, mercredi, au profit de 106 déplacés de nationalité nigérienne, dont 31 enfants, installés, temporairement, dans un centre d'accueil, à El Khroub (Constantine), a-t-on constaté. Une équipe médicale de l'Etablissement public de santé de proximité (EPSP) d'El Khroub, organisateur de cette opération, en coordination avec la direction de la Santé et de la Population, est à pied d'oeuvre pour prodiguer des soins et examiner ces per-

sonnes, en situation irrégulière, en Algérie. Le Dr Mohamed-El Hadi Djebassi, président du Conseil scientifique de l'EPSP, a précisé que cette action humanitaire, initiée par l'Assemblée populaire communale (APC) d'El Khroub, est encadrée par des équipes de médecins et de paramédicaux travaillant à tour de rôle, matin et soir, jusqu'au départ des occupants des lieux. Le directeur de l'EPSP, Hocine Sayeh a estimé, de son côté, que le suivi médical pour les déplacés africains est un «devoir humanitaire dicté par les valeurs d'as-

sistance, de respect de l'autre et de droit à la dignité, profondément ancrées dans notre société».

Pour rappel, ces ressortissants d'Afrique subsaharienne qui se connaissent et sont, toutes, originaires d'un village appelé Gawaga, tout près de la frontière du Nigéria, avaient élu domicile, depuis leur arrivée, en juillet dernier, avant d'être recueillis dans le centre d'accueil, dans une construction inachevée, près de la mosquée 'El Wafa' d'El Khroub où ils avaient souffert de la faim et du froid glacial des premiers jours de janvier.

## 12 000 nouveaux avocats vont prêter serment

Abdelkrim Zerzouri

D'importants changements accueillent cette ultime journée d'avocats – stagiaires qui se préparent à prêter serment dans les prochains jours, en attendant la création d'écoles régionales d'avocats. À commencer par la déception des exclus d'office du stage pour «non-équivalence» du diplôme présentée, les prétendants en possession d'une licence LMD en l'occurrence.

Pour avoir le droit d'accès au couloir d'avocat – stagiaire, il faut présenter un diplôme «Master 1», en sus du CAPA bien évidemment. «Il était même question d'un «Master 2» pour accéder au stage d'avocat, au même titre que ce qui est exigé pour passer à la formation de magistrat, mais après des discussions au sein de l'Union nationale des barreaux algériens et avec le ministère de la Justice, on s'était mis d'accord pour baisser d'un cran le niveau, à un «Master 1», un parcours de huit semestres globalement acceptable», nous a indiqués, hier, le président du bâtonnat régional de Constantine, maître Mostefa Lenouar, en guise d'argument au refus des dossiers de candidats en possession d'une licence LMD qui, sur le plan pédagogique, «souffre d'un manque flagrant de plusieurs modules, qui creuse un déficit de deux semestres, indispensables dans la formation du futur avocat», relève notre interlocuteur. «Le seul souci véhiculé par cette exigence du «Master 1» demeure l'élévation du niveau de formation des avocats, qu'on cherche

à renforcer afin d'améliorer les connaissances et les compétences des robes noires, appelées dans un proche avenir à passer par un concours avant de rejoindre les écoles régionales, comme le stipule la Loi. «Le seul souci véhiculé par cette exigence du «Master 1» demeure l'élévation du niveau de formation des avocats, qu'on cherche à renforcer afin d'améliorer les connaissances et les compétences des robes noires, appelées dans un proche avenir à passer par un concours avant de rejoindre les écoles régionales, comme le stipule la Loi. D'autres changements ont été introduits dans cadre, touchant la durée du stage qui passe de 9 mois à deux ans, ainsi que le coût du stage, désormais fixé à 7 millions de centimes (5 millions auparavant). Des stagiaires nous ont avoués hier que toutes ces conditions sont très difficiles à réunir, mais «c'est le prix à payer pour endosser la robe noire», ont-ils consenti à dire.

Au niveau du bâtonnat régional de Constantine, regroupant les Cours de Jijel, Mila, Skikda et Constantine, ils sont près de 1200 avocats stagiaires (plus de 800 à Constantine) qui se préparent, donc, à prêter serment lors d'une cérémonie dont la date sera fixée dans les prochains jours, à l'issue des procédures administratives d'ordre organisationnel (constitution de la commission qui présidera la cérémonie), et autres études des dossiers des nouvelles recrues, laquelle opération n'est pas encore totalement finalisée, a-t-on encore appris dans ce sillage.

## Constantine capitale de la culture arabe 2015 Entre satisfecit et mécontentement

A. E. A.

Après quatre mois du coup d'envoi de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe en 2015», le wali, Hocine Ouadah, a poursuivi, hier, ses visites et inspections sur les sites des projets programmés pour abriter les activités et les hôtes que la ville accueillera au mois d'avril prochain. Le chef de l'exécutif n'a pas dérogé à son habitude, à savoir faire état de son mécontentement quant à la lenteur des travaux de certains projets, donné des instructions pour accélérer l'allure d'autres et menacé de retirer le marché aux entreprises qui se sont montrées réticentes ou incapables de s'adapter à d'autres rythmes et cadences de travail.

Ainsi et pour ce qui concerne l'esplanade de la mosquée Emir Abdelkader, le wali a donné ordre d'utiliser pour la pose des pavés en «granito» local, pour avancer rapidement dans les travaux, au lieu de l'importer de l'Inde comme prévu initialement et risquer encore d'attendre longtemps son arrivée. Pour la salle des fêtes «Zenith», située à Zouaghi, qui se distingue par un bon taux de réalisation, le premier responsable de la wilaya a ordonné que sa réception, se fasse le 31 du mois de janvier en cours au plus tard. En revanche et concernant le palais des expositions, dont le site se trou-

ve pas très loin et à Ain El Bey et qui enregistre des retards, le chef de l'exécutif a carrément menacé l'entreprise espagnole réalisatrice de lui retirer le projet, si elle ne montre pas des dispositions claires et nettes de livrer le palais dans les délais décidés, soit la fin du mois de mars prochain. Pour ce qui a trait au parc de loisirs de Bardo, les travaux d'aménagement enregistrent de grands retards également, n'atteignant en l'occurrence que 30 % et ce, pour cause de difficultés liées à la nature du sol et à des glissements de terrain qui ont nécessité des renforcements sur plus de 30 mètres, comme l'a expliqué le responsable du projet.

Le wali a insisté pour que le chantier soit renforcé en moyens humains et matériels pour accélérer le rythme de réalisation, malgré tout. Pour ce qui a trait au parc de loisirs de Bardo, les travaux d'aménagement enregistrent de grands retards également, n'atteignant en l'occurrence que 30 % et ce, pour cause de difficultés liées à la nature du sol et à des glissements de terrain qui ont nécessité des renforcements sur plus de 30 mètres, comme l'a expliqué le responsable du projet. Le wali a poursuivi ses inspections aux projets de réhabilitation, qui sont situés au centre-ville à l'instar de la bibliothèque urbaine de Bab El Kantara, le palais de la culture Al Khalifa etc.

### Horaires des prières pour Constantine et ses environs

17 rabie el aouel 1436

El Fedjr 06h15	Dohr 12h41	Assar 15h17	Maghreb 17h39	Icha 19h02
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





## Équipe nationale Raouraoua exige le sacre en Guinée équatoriale

Kamel Mohamed

À l'approche de l'échéance de la phase finale de la CAN-2015, la pression et la concentration montent d'un cran chez les «Verts». Le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, qui s'est réuni avec les joueurs, au centre technique de Sidi Moussa, a exigé d'eux la consécration lors de ce tournoi qui se déroulera en Guinée-équatoriale, du 17 janvier au 8 février de cette année.

A la FAF, on a révélé que le président de la Fédération a tenu, avec les joueurs, un discours dans lequel il leur a signifié qu'ils ont les moyens d'arracher le titre, leur rappelant que l'unique titre de champion d'Afrique remporté par l'Algérie remonte à l'année 1990, à Alger. Il leur a expliqué que la consécration de 1990 a été possible grâce à des joueurs qui s'étaient distingués lors des phases finales de la Coupe du monde de 1982 et 1986.

En ce sens, il a fait observer qu'en 2014, l'Algérie dispose d'une équipe plus forte et meilleure que celle des années 1980.

Connu pour son charisme et sa force de persuasion, le président de la FAF a fait observer que l'actuelle équipe cumule une expérience qu'il faut rentabiliser, après sa double participations aux Mondiaux sud-africain et brésilien ainsi que les phases finales de la Coupe d'Afrique des Nations, en Angola, en Afrique du Sud et cette an-



née en Guinée-équatoriale, a-t-on encore ajouté du côté de Dely Ibrahim. Pour le président de la FAF, l'équipe occupe, depuis plusieurs mois, la première place sur le plan africain, au classement mondial FIFA et a laissé une excellente impression en Coupe du monde à la faveur de sa qualification historique au deuxième tour du Mondial. Le président de la FAF a exigé des joueurs de continuer sur cette dynamique de victoires et d'enchaîner sur d'autres succès, afin de remporter la Coupe d'Afrique des Nations.

En plus de l'aspect relatif au prestige et à la consécration par un titre, le président de la FAF a signifié, clairement, aux joueurs qu'il leur réservera des surprises à mesure qu'ils avancent dans

les matches de qualification. Il a dévoilé aux joueurs le montant des primes de qualification au 2<sup>ème</sup> tour tout en leur promettant des sommes plus alléchantes, en cas de consécration. En ce sens, l'objectif assigné au sélectionneur national, Christian Gourcuff à la CAN-2015, c'est «d'atteindre les demi-finales et faire mieux que Halilhodzic», avait déclaré Raouraoua.

En fixant cet objectif, le président de la FAF vise le sacre final, dans la mesure où en demi-finale la motivation des joueurs sera, encore, plus grande et l'équipe sera très proche de la consécration. Au premier tour de la CAN-2015, l'Algérie débute contre l'Afrique du Sud (19 janvier) puis le Ghana (23) et le Sénégal (27).

## ASO Chlef Intense préparation à Tlemcen

La direction de l'ASO Chlef devait trancher hier de l'avenir de son attaquant Noureddine Deham, coupable d'un écart disciplinaire, a appris l'APS auprès de Ouahab Abdelkader, directeur général de la formation de Ligue 1 de football, n'écarter pas l'éventualité de résilier le contrat du joueur. Deham, signataire d'un contrat de deux ans l'été 2013 en provenance de l'USM Alger, est accusé d'avoir «manqué de respect» au staff technique de son équipe en réaction à son remplacement au cours du dernier match de la phase aller face au CS Constantine (0-0). «Le joueur aura une entrevue avec le premier responsable du club, Abdelkrim Medouar, au cours de laquelle son avenir avec l'ASO sera

tranché. L'idée de résilier son contrat n'est pas à écarter», a indiqué le responsable chlefien. L'ASO est passée à côté lors de la première partie du championnat qu'elle a terminée à la 15<sup>e</sup> et avant-dernière place au classement. Le club espère rectifier le tir au cours de la phase retour, pour laquelle les protégés de l'entraîneur Mohamed Bouchouia se préparent activement en effectuant depuis lundi un stage bloqué à Tlemcen. «Nous espérons profiter de la trêve hivernale pour redémarrer sur des bases solides», a souhaité le DG des Rouge et Blanc, qui s'est félicité des conditions dans lesquelles se déroule le regroupement de ses capés dans la capitale des Zianides. Sur le plan de l'effectif, l'ASO a engagé jusque-là une seu-

le nouvelle recrue, en l'occurrence, l'international gabonais Sokambi qui vient de signer un contrat de deux ans et demi avec le club. En revanche, l'attaquant Hadjoucha a quitté l'équipe pour rejoindre le CA Bordj Bou Arreridj, après seulement six mois de son arrivée au club. Le recrutement n'est pas encore clos, a encore affirmé la même source, qui a prédit aussi la libération de deux ou trois autres joueurs «en fonction de l'évolution de l'opération de recrutement», a-t-il précisé. L'ASO, toujours en course en Coupe d'Algérie, renouera avec la compétition africaine dès février prochain en affrontant la formation de Kamboi Eagles (Sierra Leone) dans le tour préliminaire de la Coupe de la Confédération (CAF).

## Championnat d'Algérie de billard 56 concurrents en lice à Oran

R. S.

Sous l'égide de la Fédération algérienne de raffe et de billard et en étroite collaboration avec la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Oran, l'association sportive de billard «Kaoukab Courbet» organise aujourd'hui et demain, le championnat d'Algérie de

billard, qui se tiendra au siège d'entraînement de l'association, sis au 26 rue Ahmed Bouziane (Es-Seddikia) en face de la cité Les Falaises. Cet événement sportif, qui draine de plus en plus une foule jeune et dévouée, verra la participation de 56 joueurs qui seront répartis selon les catégories suivantes: (08) huit

poussins, (16) seize juniors, (24) vingt-quatre seniors et (08) dames.

Par ailleurs, plusieurs wilayas ont confirmé leur participation. Il s'agit de Sidi Bel-Abbès, Sétif, Mostaganem, Constantine, Batna, Tébessa, Souk Ahras et Alger. A noter que le début de la compétition est programmé à partir de 14 heures.

## USMBA Fin de mission pour J. Guy Wallemme, Charef pressenti

La direction de l'USM Bel-Abbès a procédé, mardi soir, à la résiliation du contrat de l'entraîneur français Jean-Guy Wallemme, au moment où Boualem Charef était attendu, hier, à Sidi Bel-Abbès pour négocier, a appris l'APS auprès de la direction du club de l'Ouest. La résiliation du contrat l'ancien coach du RC Lens, fait suite à l'élimination de l'équipe de la «Mekerra», aux 16<sup>èmes</sup> de finale de la Coupe d'Algérie, lundi face au CS Constantine (1-0), en match rejoué au stade Mustapha Tchaker de Bli-

da. La direction a aussitôt invité l'ancien entraîneur du MC Alger, Boualem Charef, à effectuer le déplacement afin de négocier son éventuel engagement avec l'USMBA. Le conseil d'administration du club devait débattre, hier, de la question du nouvel entraîneur, et surtout de la démission que compte déposer officiellement à cette occasion, le président Yahia Amroune. Ce dernier a annoncé, la semaine passée, qu'il allait démissionner de son poste, après la délocalisation du match des 16<sup>èmes</sup> de finale de la Coupe d'Algé-

rie, face au CSC, du stade du '20 Août 1955' d'Alger au stade «Mustapha Tchaker» de Blida. Par ailleurs, l'équipe effectuera un stage préparatoire à Alger, en vue de la seconde partie du championnat de Ligue 1. En matière de recrutement, le club s'est assuré, jusque-là, les services de l'attaquant malien Bakayoko, et de l'ancien milieu de terrain de l'USM Alger Mehdi Benaldjia, en attendant l'arrivée d'un autre joueur. L'USMBA, promue en Ligue 1, a terminé la phase aller à la 11<sup>ème</sup> place, au classement, avec 19 points.

## USM Alger Beldjilali, un renfort de choix

Le vice-président de l'USM Alger, Rebouh Haddad, a affirmé, hier, que le recrutement hivernal du club algérois est clos avec l'arrivée du milieu de terrain offensif algérien, Kaddour Beldjilali, en provenance de l'ESS Sahel (Ligue 1/Tunisie). «Avec l'arrivée de Beldjilali, et je tiens à préciser qu'il ne s'agit pas d'un prêt mais d'un transfert définitif, nous avons clôturé notre recrutement hivernal. Avec le groupe actuel, je pense que nous sommes capables de jouer sur les différents fronts sur lesquels l'équipe est engagée», a indiqué à l'APS le n°2 de l'USMA. Rebouh Haddad a conclu avec la direction de l'ESS Sahel, mardi, le transfert de Beldjilali, qui s'était engagé, l'été dernier, avec le club

de Sousse. L'ancien joueur de la JS Saoura, qui n'a pu s'adapter à son nouvel environnement, a demandé à quitter l'ESS durant ce mercato d'hiver, club où évolue, également, l'attaquant international algérien Baghdad Bounedjah. «Beldjilali constitue un bon renfort pour nous. Je suis persuadé qu'il va donner le plus escompté, c'est l'une des raisons, d'ailleurs, qui nous a poussés à racheter son contrat», a ajouté Haddad. L'USMA a enregistré jusque-là, la signature de l'attaquant camerounais, Rostand Kako (ex-Coton Sport de Garoua/Cameroun) qui s'est engagé pour un contrat de deux ans et demi. Evoquant le reste du parcours de son équipe, Rebouh Haddad, s'est dit «confiant et rassuré», quant à la possibili-

té de l'USMA, à faire bonne figure, sur les trois fronts: championnat, Coupe d'Algérie et Ligue des champions. «Je pense que nous avons les moyens de nos ambitions.

Je suis confiant et persuadé que l'USMA finira par réaliser ses objectifs», a souligné Haddad.

Profitant de la trêve qu'observe le championnat de Ligue 1, qui reprendra ses droits le 20 janvier, avec le déroulement de la 16<sup>ème</sup> journée, l'USMA s'est envolée pour Tunis, pour un stage de 10 jours.

«L'équipe se trouve dans les meilleures conditions en Tunisie, pour une meilleure préparation. Deux matchs amicaux seront au programme face au Club Africain et l'ESS Sahel. J'estime que ce stage sera très bénéfique pour le groupe ».

## RC Arba

### Le groupe en stage à Zemmouri

M. Lamine

La venue de Mohamed Mihoubi à la barre technique du RCA a été bénéfique à plus d'un titre pour l'équipe qui a retrouvé la joie de jouer. Les joueurs ont repris confiance et ce, grâce à un travail psychologique, ce qui les a poussés à se surpasser aux entraînements. Et du coup, les résultats ne se sont pas fait attendre, puisque en plus de sa qualification aux huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie, en championnat, le RCA a fait un bond au classement en enchaînant deux victoires con-

sécutives, la première à domicile devant le CRB et la seconde en déplacement à Bologhine face au MCA. Mihoubi, qui ne veut pas s'enflammer, n'a pas manqué toutefois de saluer la performance de son équipe. «Notre travail est en train de porter ses fruits. Notre effectif possède une marge de progression. On tentera de maintenir cette dynamique afin d'atteindre notre objectif qui est le maintien le plus vite possible. Quant à la coupe, on espère faire bonne figure», dira-t-il. A l'Arba, on est sûr d'une chose, joueurs, staff technique et dirigeants sont animés

d'une grande volonté. Toutefois, Mihoubi assure que pour atteindre l'objectif assigné, l'équipe a besoin d'être renforcée dans ses trois compartiments. Dans ce contexte, deux joueurs africains, un togolais qui évolue en défense et un tchadien qui joue au milieu de terrain, en plus aussi d'un franco-algérien, un attaquant dont on dit le plus grand bien, sont à l'essai et se trouvent en stage avec l'équipe à Zemmouri. Mihoubi, en optant pour le bi-quotidien, a programmé deux matchs amicaux contre l'équipe de Zemmouri et le RC Boumerdès.

## Volley-ball- Nationale 1A

### Le WAT, le POC et l'EFAA, à rude épreuve

Ali Sadji

Le NR Bordj Bou-Arredj, qui partage le fauteuil de leader avec l'Entente sétifienne, semble bien loti, devant son public, avec la réception du Machaâl Bejaïa pour con-

forter sa pôle position. Au même moment, son alter-ego sera en déplacement à El Kseur, pour une simple formalité, en raison du déséquilibre des forces en présence, l'OEK n'étant pas en mesure de supporter la com-

paraison avec l'ESS. Pour sa part, le GS Pétroliers vise, lui aussi, la victoire, à Tlemcen, face au WAT qui tentera de déjouer les pronostics. Difficile sera la mission de la lanterne rouge, le PO Chlef, à domicile, face à l'ASV Blida qui ne lui fera pas de cadeaux. De son côté, l'OMK El Milia, sur ses terres, semble en mesure d'enchaîner une seconde victoire, en accueillant l'EF Ain Azel.

### Vendredi à 16h00

El Kseur:	OEK	-	ESS
B.B.A.:	NRBBA	-	MBB
Tlemcen:	WAT	-	GSP
Chlef:	POC	-	ASUB
El-Milia:	OMK	-	EFAA



Italie

## L'Inter accroche la Juve, la Roma en profite, le Milan AC rechute



**A**ccrochée à domicile par l'Inter Milan (1-1) mardi dans le «derby d'Italie», la Juventus Turin n'a plus qu'un point d'avance sur l'AS Rome, qui a gagné à l'Udinese (1-0), lors de la 17e journée. La Juve n'a remporté qu'un seul de ses six derniers matches, en comptant la Supercoupe perdue contre Naples. Après avoir copieusement dominé l'Inter, elle s'est effilochée après l'égalisation et a même failli perdre. Un seul geste vous manque, et tout est dépeuplé. Le seul ballon du match raté par Paul Pogba a coûté un but à la Juventus, sur un contre.

Attendus, les deux Argentins ont marqué. Carlos Tevez a très vite ouvert le score pour la Juve sur un centre par-

fait d'Arturo Vidal, mais le geste de génie sur ce but est du Chilien, une talonnade pour se libérer du marquage. Mais Mauro Icardi, servi par Fredy Guarín, profitant du ballon perdu par Pogba, a égalisé en grillant Leonardo Bonucci et Gianluigi Buffon. La Juve a poussé pour remporter ce match contre son ennemi héréditaire, mais l'Inter a failli réussir le hold-up en fin de match. A midi, les Romains se sont imposés sur un «but fantôme», une tête de Davide Astori qui semble ne pas avoir tout à fait entièrement franchi la ligne. Les «Petits Zèbres» ont pesté contre cette décision de l'arbitre, mais la victoire a néanmoins souri à la meilleure équipe. Ce troisième succès consécutif

à l'extérieur a mis la pression à la Juve. La Roma peut désormais penser à son prochain match crucial: le derby de la capitale contre la Lazio (3e) en pleine forme. L'AC Milan de Filippo Inzaghi, battu à domicile par Sassuolo (2-1), ne parvient pas à enchaîner trois résultats positifs cette saison.

Le géant «rossonero» chute à la 7e place, à cinq longueurs du podium, partagé par la Lazio Rome, vainqueur lundi de la Sampdoria Gênes (3-0), et Naples, vainqueur 4-1 à Cesena avec un doublé de Gonzalo Higuain. Les problèmes de l'arrière-garde sarde sont pires: Cagliari a perdu 5 à 0 à Palerme pour le premier match de Gianfranco Zola sur le banc.

### Le journal des transferts

#### Mino Raiola veut caser Balotelli au PSG

Selon les informations de Sportmediaset, Mino Raiola négocierait en coulisses pour faire venir Mario Balotelli au PSG. L'agent italien espère que Super Mario décrochera un nouveau gros contrat pour relancer sa carrière. Selon le journal transalpin, le joueur souhaiterait partir de Liverpool et Brendan Rodgers ne le retiendrait pas.

#### Manchester City signe Wilfried Bony

Selon Sky Sports, Wilfried Bony s'est engagé hier avec les Citizens. Swansea a empoché 38 millions d'euros dans l'affaire. L'Ivoirien de 26 ans devrait passer la visite médicale mercredi matin. En 2013-2014, le buteur a inscrit 25 buts en 48 matchs toutes compétitions confondues avec Swansea.

#### Pas de fumée sans feu pour Motta ?

Tandis que la rumeur d'un transfert dès cet hiver s'accroît, l'agent de Thiago Motta, Alessandro Canovi a affirmé n'avoir reçu aucune offre concrète à ce jour. S'il ne prétend pas que son protégé va partir à coup sûr, il a toutefois précisé auprès de Calciomercato que «lorsque des rumeurs commencent à circuler, c'est qu'il y a quelque chose de vrai» ! Des propos qui font échos aux informations publiées ce lundi par la Gazzetta dello Sport, selon qui le milieu italien aurait demandé un bon de sortie à ses dirigeants ! L'AC Milan, Manchester United et le Real Madrid seraient à l'affût.

#### Le PSG pense à Khedira et Sissoko

Le PSG envisagerait sérieusement de recruter un milieu de terrain axial, d'autant plus si Thiago Motta venait à lever l'ancrage. Le journal Le Parisien confirme ce lundi que les dirigeants parisiens sont intéressés par Moussa Sissoko (Newcastle) mais ils auraient un plan B : Sami Khedira. Son profil correspondrait d'ailleurs mieux en cas de départ de Motta. A six mois du terme de son contrat, l'Allemand ne semble pas décidé à prolonger avec le Real Madrid et pourrait quitter la capitale espagnole contre une indemnité estimée à 13 Millions d'euros. Presque un cadeau au vu de son talent et de l'expérience du champion du monde.

#### Un bon de sortie pour Lloris

Hugo Lloris (28 ans) joue sa troisième saison sous les couleurs de Tottenham. Elle pourrait être sa dernière. Selon The Sun, les Spurs autoriseront leur gardien à partir l'été prochain pour rejoindre un club disputant la Ligue des Champions, et ce même s'ils parviennent à se qualifier pour la prestigieuse compétition européenne. Le club londonien espérerait toutefois récupérer 30 Millions d'euros ! Le Real Madrid et le Paris Saint-Germain auraient un œil sur l'international français, sous contrat jusqu'en 2019. Mais à ce prix-là, ils pourraient y réfléchir à deux fois...

### FC Barcelone Messi veut la tête de Luis Enrique



Il semblerait que le bras de fer tourne en faveur du meilleur joueur du monde. Placé sur le banc lors de la défaite du Barça face à la Real Sociedad dimanche, Lionel Messi n'aurait pas du tout apprécié la décision de son coach, Luis Enrique. A tel point qu'une violente altercation verbale aurait eu lieu après la rencontre entre les deux hommes et qu'ils soient définitivement fâchés. Certaines rumeurs affirment que l'entraîneur aurait perdu le contrôle de son vestiaire et aurait menacé de choisir entre lui et Messi. Et en croire la radio espagnole Cadena Cope, l'administration du club aurait choisi de soutenir l'attaquant puisque Luis Enrique serait en train de vivre ses dernières heures en tant que coach du Barça.

### Présidence de la FIFA Champagne reste dans la course

Cocorico! Jérôme Champagne, consultant en football international, sera bien candidat à la présidence de la FIFA. L'entrée en course du prince Ali, ce lundi, n'a pas entamé la fougue du frenchy. Au micro de la BBC Radio 5, Champagne a claqué quelques belles punchlines digne des plus grands politiciens. «Bien sûr que non [je ne vais pas me retirer de la course], je suis le seul à présenter un programme détaillé» a-t-il affirmé avant de mettre un tacle en règle à son futur adversaire : «Il faut qu'on connaisse son (le prince Ali) programme au delà de ses grands slogans sans aucune explication.» Dans l'ombre, Sepp Blatter se prépare à régler le peloton comme le Eric Zabel de la grande époque.

### Classement des joueurs les plus chers Messi surclasse Ronaldo

L'Observatoire du football du Centre International d'Etude du Sport (CIES) a publié les résultats de son étude sur la valeur des joueurs évoluant dans les cinq grands championnats européens (Allemagne, Angleterre, Espagne, France, Italie). A ce jeu-là, Lionel Messi arrive largement en tête. Il en coûterait 220 millions d'euros pour recruter la star du Barça qui devance largement Cristiano Ronaldo (133 Millions d'euros) et Eden Hazard (99

Millions d'euros). Diego Costa (84 Millions d'euros) et... Paul Pogba (72 Millions d'euros) complètent le quinté de tête ! Côté français, le milieu de la Juventus devance Karim Benzema (43 Millions d'euros), Antoine Griezmann (42 Millions d'euros), et Alexandre Lacazette (32 Millions d'euros) pour qui l'OL peut donc espérer un gros chèque en cas de départ en fin de saison. Suivent Samir Nasri et Olivier Giroud (24 Millions d'euros) et Raphaël Varane (23 Millions d'euros).

En Ligue 1, Edinson Cavani (38 Millions d'euros) arrive en tête devant ses coéquipiers parisiens Marco Verratti (33 Millions d'euros) et Lucas (32 Millions d'euros). Zlatan Ibrahimovic pointe en 141e position à hauteur de 17 Millions d'euros. Pour établir son classement, l'Observatoire du football a pris en compte de nombreux critères : âge, poste, durée du contrat, matchs, buts, résultats obtenus par leur club et équipe nationale.

### Le Real Madrid comme point de chute La pépite Odegaard aurait fait son choix

Annoncé dans le viseur de tous les plus grands clubs en Europe, Martin Ødegaard aurait fait son choix. Un média norvégien annonce sa décision de rejoindre le Real Madrid, où il pourrait dans un premier temps évoluer sous les ordres de Zinedine Zidane.

Qui s'offrira la pépite Martin Ødegaard (16 ans) ? C'est la question qui tourne depuis plusieurs mois tant le milieu offensif de Strømsgodset affole l'Europe. Son père avait annoncé en décembre dernier que l'international norvégien ne prendrait pas de décision avant janvier concernant son avenir. Il faut dire que le jeune joueur a visité les installations de nombreux clubs ces dernières semaines avant de choisir sa future destination. Parmi les clubs intéressés figurent le Bayern Munich, le Real Madrid, le FC Barcelone, Manchester United, Liverpool, Arsenal, Chelsea, le PSG, l'Ajax Amsterdam, Dortmund ou encore le Celtic Glasgow. Autant dire du très lourd...

La semaine dernière, la presse britannique envoyait pourtant Ødegaard à Southampton, l'actuel 4e de Premier League étant réputé pour donner sa chance aux jeunes. Mais le média norvégien VG assure qu'Ødegaard a finalement choisi de rejoindre le Real Madrid ! Le joueur et son père se seraient en effet rendus ces dernières heures dans la capitale espagnole en jet privé. Le numéro 16 lui serait même déjà réservé. Un choix risqué puisqu'il ne sera pas évident de se faire une place au milieu des stars madrilènes.

Mais beaucoup voyaient aussi Raphaël Varane se planter lorsqu'il avait quitté Lens pour la Casa Blanca en 2011. Si l'information se confirmait, le plus jeune joueur de l'histoire à avoir disputé un match des éliminatoires de l'Euro (15 ans et 300 jours) ne devrait cependant pas rejoindre immédiatement l'équipe première du Real. En effet, il serait convenu qu'Ødegaard évolue dans un premier temps au sein de la Castilla sous les ordres de Zinedine Zidane. La présence de l'ancien numéro 10 des Bleus a sans doute pesé dans la balance, surtout que le Norvégien resterait au sein du club madrilène qui pourrait ainsi observer sa progression de très près.



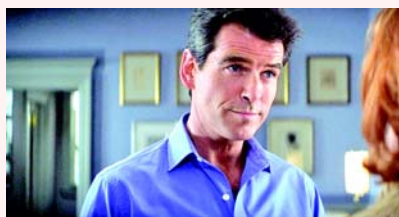




**06.30** Sabah el kheir  
**07.00** Journal télévisé  
**07.15** Reprise sabah el kheir  
**09.05** Saïdati  
**10.00** Dessin animé  
**10.25** Fariq el kounghou  
**10.50** Hitan wa diaab  
**11.30** Chahid wa chawahid  
**12.30** El moustahlik  
**13.00** Journal télévisé  
**13.30** Yaoumiat moudarisse  
Feuilleton  
**15.00** Mahla di aächia  
**15.50** Basketball  
**18.00** Journal télévisé amazigh  
**18.20** Taqdar tarbah  
**18.55** Fi taâni salama  
**19.20** Familitena  
**20.00** Journal télévisé  
**21.00** Rana hana  
**22.15** Blindés  
Film



## 20.45 Thomas Crown



**Avec Pierce Brosnan, Rene Russo, Denis Leary, Ben Gazzara**  
Thomas Crown, riche et puissant financier, collectionneur d'art et de jolies femmes, mène une double vie de gentleman-cambrioleur. Son dernier exploit : le vol en plein jour d'un magnifique tableau de Monet d'une valeur de 100 millions de dollars au Metropolitan Museum de New York. Les compagnies d'assurances suisses confient l'enquête à leur meilleure inspectrice, la jeune Catherine Banning.



**09.00** Bonjour d'Algérie (direct)  
**10.30** Sihr el mordjane  
**11.00** La semaine Eco  
**12.00** Journal en français  
**12.25** Afrique hebdo  
**12.35** Massadjid oua tarikah  
**13.20** Prière du vendredi (direct)  
**13.45** Dib el ayachi  
**14.20** Réflexions  
**15.15** Reportage  
**16.05** Top sport  
**16.30** Dessin animé  
**17.20** Un mythe un lieu - Série  
**18.00** Journal en amazigh  
**18.25** Sihr el mordjane  
**19.00** Journal en français  
**19.25** Point culturel  
**20.00** Journal en arabe  
**20.45** Familetna  
**21.20** C'est son show «Salim Iles»  
**23.00** Sketch algérien



## 20.45 Thalassa



**- Nouvelle-Calédonie, les gardiens du lagon**  
**Présenté par Georges Pernoud**  
Depuis 2008, le lagon de la Nouvelle-Calédonie est inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco. Des hommes et des femmes se battent pour que cet écrien préservé ne disparaisse pas. Au sud, Claire s'intéresse aux baleines à bosse durant la saison des amours. De son côté, Tyffen, une jeune biologiste, recense les tortues vertes à proximité de l'îlot Uo. Dans le nord, à Voh, Isabelle, pêcheuse de crabes sous les palétuviers, perpétue une tradition héritée de ses ancêtres.



**JEUDI**



## 20.55 No Limit



**Avec Claude Brasseur, Vincent Elbaz, Patrick Chesnais, Anne Girouard**  
Vincent exfiltre Claude, son père, d'une prison colombienne. Il espère bien obtenir de lui une greffe de foie. Mais celui-ci refuse. A Marseille, Juliette enquête sur l'assassinat d'un homme. De faux billets ont été retrouvés au fond de sa gorge. De retour en France, Vincent et Claude sont mandatés par l'Hydra pour coincer Jacques Brunetti, un ancien du milieu et vieille connaissance de Claude.



## 20.55 Le transporteur - la série



**Saison 2 - Episode 3**  
**- Diva**  
**Avec Chris Vance, Violante Placido, Karl Collins, Alex Martin**  
Ferrara McIntyre, célèbre pop star américaine, poursuit actuellement une tournée en Europe. Ayant reçu plusieurs menaces de mort, la jeune femme fait appel aux services de Frank pour l'accompagner lors de ses déplacements. Le transporteur constate rapidement que sa vie est belle et bien en danger lorsqu'à plusieurs reprises, un motard tente de s'en prendre à elle.

## 20.45 Envoyé spécial



**Présenté par Guilaïne Chenu, Françoise Joly**  
Peut-on vivre sans animaux ? Chaque année, dans le monde, des milliards de bêtes sont tuées pour notre consommation. Pendant 45 jours, un journaliste a essayé de se passer totalement des animaux dans sa vie quotidienne • Carnet de route en Corée du Nord. Nathalie Turret et Julien Alric ont pu filmer dans le pays le plus fermé et le plus militarisé de la planète.



## 20.50 Van Helsing



**Avec Hugh Jackman, David Wenham, Kate Beckinsale, Shuler Hensley**  
Au XIXe siècle, mi-scientifique, mi-aventurier, Van Helsing traque les créatures démoniaques à travers l'Europe de l'Est pour le compte du Vatican. Il n'a qu'un objectif : éradiquer le Mal. Sa nouvelle mission l'amène en Transylvanie où règne en maître le comte Dracula. A son arrivée, Van Helsing rencontre la belle Anna dont le frère, Velkan, a disparu après avoir été mordu par un loup-garou.



## 20.55 Game of Thrones



**Saison 3 - Episode 1**  
**- Valar Dohaeris**  
**Avec Kit Harington, Ciarán Hinds, Emilia Clarke, Peter Dinklage**  
Jon Snow rencontre Mance Rayder, le Roi de l'autre côté du Mur, et lui propose de devenir l'un de ses siens, tandis que les survivants de la Garde de Nuit tentent d'atteindre le Sud. A Port-Réal, les Lannister assoient leur pouvoir mais Tyrion se sent isolé et négligé par son père et s'en confie à sa sœur. Petyr Baelish confie à Sansa qu'il accepte de l'emmener loin de la capitale dès qu'une occasion se présentera.



**PREMIER**

## 20.45 Hors de contrôle



**Avec Mel Gibson, Ray Winstone, Danny Huston, Bojana Novakovic**  
Policier à Boston, Thomas Craven reçoit la visite de sa fille Emma, 24 ans. Alors que cette dernière est victime de vomissements, Thomas décide de l'amener à l'hôpital. Mais sur le seuil de la maison, un individu masqué surgit, fait feu et tue la jeune femme. Les collègues de Thomas cherchent qui pouvait bien lui en vouloir. Craven découvre que sa fille était bien la cible et décide d'enquêter.



**VENDREDI**



## 20.55 Qui veut gagner des millions ?



**- Spéciale Pièces Jaunes**  
**Présenté par Jean-Pierre Foucault**  
Jean-Pierre Foucault accueille plusieurs célébrités venues soutenir cette nouvelle édition des Pièces jaunes destinée à améliorer la qualité de vie des personnes âgées, des enfants et des adolescents hospitalisés. En présence de madame Bernadette Chirac, présidente de la Fondation Hôpitaux de Paris-Hôpitaux de France, créée en 1989, des chanteurs, des comédiens...



## 20.55 Elementary



**Saison 2 - Episode 9**  
**- Le prédateur**  
**Avec Jonny Lee Miller, Lucy Liu, Aidan Quinn, Jon Michael Hill**  
Le corps de Samantha Wabash est retrouvé sur un pont, une balle dans la tête. La police pense immédiatement à un meurtre car avant de mourir, Samantha a appelé le commissariat pour donner le nom de son assassin. Il s'agit de Lucas Bundsch, un homme qu'elle soupçonne d'avoir tué sa sœur Allie, il y a six ans.

## 20.45 Chérif



**Saison 2 - Episode 3**  
**- A coeur ouvert**  
**Avec Abdelhafid Metalsi, Carole Bianic, Méléze Bouzid**  
Frédéric N'guyen, un jeune médecin censé effectuer une transplantation du cœur sur un garçon de 6 ans, est retrouvé mort sur un parcours de golf. Chérif et Briard découvrent que la victime avait reçu des menaces par téléphone quelques jours avant son décès. Les premiers soupçons des policiers se portent vers l'un de ses collègues, le Dr Lemoine.



**PREMIER**

## 20.45 Shadow Dancer



**Avec Clive Owen, Aidan Gillen, Andrea Riseborough, Gillian Anderson**  
En 1973 à Belfast, Collette envoie son jeune frère Sean acheter des cigarettes pour son père à sa place. Touché par balles, le garçon meurt de ses blessures. En 1993, la même Collette est arrêtée après avoir laissé un colis suspect dans le métro londonien. Un interrogatoire, mené par Mac, un agent du MI5, commence.



## 20.30 Championnat de France Ligue 1



**- Montpellier / Marseille**  
Les Marseillais ne peuvent désormais plus cacher leurs ambitions. Les coéquipiers de Steve Mandanda ont été sacrés champions d'automne à l'issue des matchs aller et sont au coude à coude avec Lyon et le PSG dans la course au titre. Ce soir, les hommes de Marcelo Bielsa passent au révélateur de Montpellier. Lors de la 2e journée, les Héraultais avaient surpris les Phocéens en venant s'imposer (2-0) au Stade Vélodrome.



**FRISSON**

## 20.45 Des serpents dans l'avion



**Avec Samuel L. Jackson, Julianna Margulies, Nathan Phillips**  
Témoign d'un procureur par Eddie Kim, un baron de la Mafia, Sean Jones accepte de quitter Hawaii pour aller témoigner contre le caïd à Los Angeles. Neville Flynn, l'agent du FBI qui a convaincu Sean d'aider la justice, escorte ce dernier à bord d'un avion de ligne.



1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

**A.** Entendu à la radio.  
**B.** Malfaçon.  
Hardi.  
**C.** Echalas.  
Est de toute beauté.  
**D.** Conjonction.  
De naissance. En suite.  
**E.** Mise au propre.  
**F.** Infirme.  
Elle porte la culotte.  
**G.** Avaleurs de feu.  
**H.** Viennent de se faire.  
Pièce de bois.  
**I.** Été pourri.  
Port.  
**J.** Pris.  
Mis en demeure.

P	H	I	L	O	S	O	P	H	E
E	U		A	M	U	S	E	U	R
R	I	M	M	E	L		U	L	
F	L	U	E	T	T	E		U	D
E	E		N		A	N	G	L	E
C		E	T	E	N	D	U	E	S
T	O	T	A	L		R	E	M	E
I	R		B	E	C	O	T	E	R
O	N	C	L	E		I		N	T
N	E	V	E		E	T	E	T	E

P	C	E	R	T	I	F	I	E
S	O	M	M	E	A	T		
U	P		L	E	N	T	E	
P	U	I	S		I	F	T	
E	C	R	I	T		A	N	E
R		E		R	A	R	E	S
C	R		C	U	L	O	T	
H		S	U	A		N		S
E	M	U		N	A		M	I
R			R	E	D	I	T	E
I	D		L		R	I	R	E
E	X	C	U	S	E	R		S

**CODÉS N° 5511**

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
C	I	N	A	O	E	R	S	T	M	D	U	Q
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
P	L	B	J									

1 A	2 T	3 C	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

16	4	6	2	11	2	11	8	6	7
5	8	9	4		8	6	16	4	4
1	6	4	7		11	7	11	7	
3		7	2	1	2	9	4		12
8	12		1	6		10	9		11
6	11		13	4	2	11	7	7	4
11	6	6	4		1	6	4		11
4		1	6	3	5	4	7		10
6	4	2	2	4	7			11	10
	13	9		14	4	2	7		4
1	14	5	4	7		11	8	6	
11	5	4	7		14	4	9		12
13	11	10		3	4	5	3	10	4
4	7		13	1	5	3	15	4	5
5	4	2	1	5	16	4	4	7	

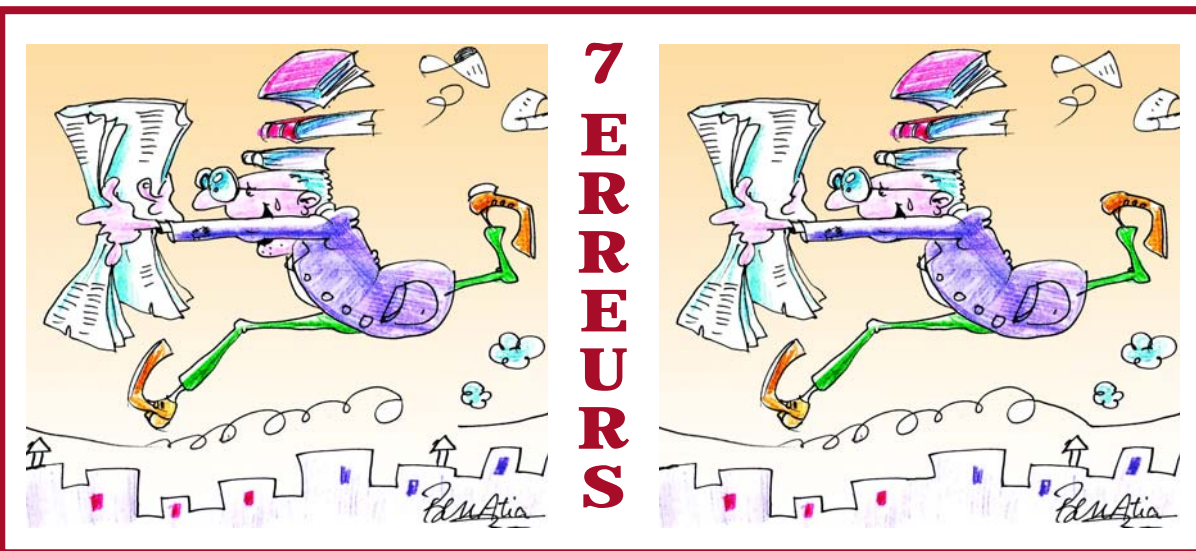
		DANS LE VENT						SALADE DE FRUITS OU DE LEGUMES
		BRILLER	A PAYER ! SE FENDRE LA PIPE		INFINITIF TRAVAUX PRATIQUES			
		DAME DE COEUR	MALADIE DE LA GRATTE ETRE DIGNE		MERE DE TOUS LES VICES !			
		DISTINGUER						
		ARTICLE RETOURNÉ						
		SORT						
		ON NE PEUT PLUS BÊTE !	HAUTE ENSUITE DAVANTAGE		SECRETARE GENERAL		JUSTE REMUEUR ÈVE	
APPARENANCES TROMPEUSES, ILLUSIONS DIRECTION		MILLILITRE	DEMEURE TRACAS		FAIT DRESSER LES CHEVEUX SUR LA TÊTE			
		LAC AFRICAÏN	TANTAÏLE ETABLISSEMENTS		LE CŒUR À PARLER BEAU TRAVAIL			
		CONVIENT						PAPIER ÉPAIS
DEUX-ROUES (MEULE)								

E	T	E	P	M	E	T	I	R	E	U	G	R	A	M
L	N	N	A	T	E	S	S	E	L	P	U	O	S	G
A	E	R	R	E	I	M	O	N	O	R	G	A	E	A
N	I	E	E	T	B	R	A	V	O	E	U	N	T	P
O	C	C	S	I	E	R	N	E	G	T	E	T	O	E
I	I	N	S	N	U	O	T	A	N	R	E	S	N	T
T	N	A	E	E	S	N	T	O	A	N	T	O	C	I
A	A	E	U	S	E	N	I	L	T	E	I	A	R	O
C	C	S	I	M	E	T	I	I	R	T	L	E	E	B
O	E	O	I	C	A	T	O	I	A	E	M	E	R	E
V	M	D	R	T	E	N	T	R	M	I	S	I	D	L
O	U	U	I	G	I	E	A	B	R	U	O	V	N	C
R	O	D	R	A	R	P	O	F	M	S	I	N	O	N
P	E	A	R	M	E	U	E	R	T	E	N	E	F	O
M	M	G	E	S	R	A	R	G	E	N	T	E	N	M

Les 9 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est une station de train.
- Mon 2e est une négation.
- Mon 3e raconte des bobards.

Mon tout est un enfant turbulent.





## L'ONU accepte la demande d'adhésion des Palestiniens à la CPI



Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a accepté la demande des Palestiniens d'adhérer à la Cour pénale internationale (CPI), a indiqué mercredi le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric. Cette décision va permettre à la CPI d'enquêter à partir du 1er avril sur les allégations de crimes commis dans les Territoires palestiniens. M. Ban a fait part de sa décision aux pays-membres de la CPI mardi soir, a ajouté Stéphane Dujarric. «Le secrétaire général s'est assuré de ce que les documents reçus étaient en ordre avant d'accepter qu'ils soient déposés», a-t-il dit.

L'objectif de la démarche d'adhésion palestinienne, entamée vendredi aux Nations unies, est de pouvoir demander des comptes aux dirigeants israéliens pour les trois agressions lancées sur Gaza depuis 2008 ou encore pour l'occupation, devant cette cour compétente en matière de génocide, crime contre l'humanité et crime de guerre. Elle s'inscrit dans le cadre d'une offensive diplomatique menée à l'ONU par les Palestiniens, qui entendent de nouveau soumettre au Conseil de sécurité un projet de résolution, rejeté la semaine dernière à New York. En rétorsion, Israël avait gelé dès samedi le versement de 106 millions d'euros de taxes collectées pour le compte de l'Autorité palestinienne.

## 37 morts dans un attentat contre une académie de police au Yémen



L'explosion d'une voiture piégée a tué au moins 37 jeunes hommes rassemblés devant l'académie de police à Sanaa, une attaque qui illustre l'insécurité grandissante au Yémen. Soixante-deux personnes ont également été blessées, dont plusieurs grièvement, a indiqué le chef de la police de Sanaa, Abdel Aziz al-Qoudassi. «C'est un massacre», a déclaré un témoin, horrifié. Des morceaux de chair humaine jonchaient le trottoir mêlés à des débris de véhicules soufflés par la force de l'explosion, a constaté un correspondant de l'AFP rapidement arrivé sur les lieux. L'attentat a visé aux premières heures de la matinée des centaines de jeunes hommes qui faisaient la queue devant l'académie de police pour présenter leurs dossiers d'inscription. Il a été commis à l'aide d'un minibus réduit en un amas de ferraille par l'explosion, qui a été déclenchée à distance, selon un responsable des services de sécurité.

Une source de la sécurité a par ailleurs indiqué qu'un Somalien avait été arrêté en possession d'explosifs alors qu'il tentait d'entrer dans l'hôpital Al-Joumhouriya, où ont été admis plusieurs blessés de l'attentat.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Le baril de Brent sous les 50 dollars

Le baril de Brent a chuté mercredi sous la barre symbolique des 50 dollars pour la première fois depuis 2009, amplifiant le plongeon des cours du pétrole plombés par une guerre des prix entre producteurs et des inquiétudes sur la reprise économique. Le Brent de la mer du Nord pour livraison en février, la référence européenne du brut, a chuté jusqu'à 49,66 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres peu avant 08H30 GMT, avant de se reprendre quelque peu. Il cotait 49,98 dollars à 08H35 GMT, en baisse de plus d'un dollar par rapport à sa clôture de la veille. La référence américaine du brut, le «light sweet crude» (WTI), avait chuté sous les 50 dollars dès lundi et cotait mercredi 47,06 dollars à 08H35 GMT, en recul de 87 cents par rapport à la clôture de mardi. Les cours de l'or noir ont baissé de plus de moitié depuis juin der-



nier, à cause d'une offre surabondante et d'inquiétudes sur la demande, sur fond de reprise économique incertaine. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est refusée jusqu'à présent à envisager toute réduction de sa production. «Le mouvement sous les 50 dollars mon-

tre bien quelle est la tendance, et sans signe de l'Opep face à la surproduction, il est probable que nous assistions à une chute vers les 40 dollars dans les semaines à venir - a fortiori vu que la demande ne repart pas», a expliqué à l'AFP Michael Hewson, analyste chez CMC Markets.

## Boko Haram menace le président camerounais dans une vidéo

Le chef dou groupe islamiste nigérian Boko Haram, Abubakar Shekau, a menacé, dans une vidéo postée sur Youtube, le président camerounais Paul Biya de mener dans son pays des attaques à la même échelle qu'au Nigeria. «Paul Biya, si tu ne mets pas fin à ton plan maléfique, tu vas avoir droit au même sort que le Nigeria (...) Tes soldats ne peuvent rien contre nous», a déclaré M. Shekau en langue arabe

dans une vidéo d'environ 17 minutes, postée le 5 janvier sur le site internet. Les attaques du groupe djihadiste se sont multipliées, depuis début 2014, dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, contraignant l'armée camerounaise à engager des frappes aériennes contre Boko Haram à la fin du mois dernier.

Si le président camerounais a déjà été mentionné dans les précédentes vidéos de Shekau, qui

s'en prend régulièrement aux chefs d'Etat africains et occidentaux, c'est la première fois que Boko Haram adresse des menaces aussi directes envers le Cameroun. Les islamistes, qui lancent de meurtrières attaques quasi-quotidiennes dans le nord-est du Nigeria, se sont emparés ces derniers mois de plus d'une vingtaine de localités de cette région, proclamant un «califat» dans les zones sous son contrôle.

## Pétrolier bombardé en Libye: enquête ouverte en Grèce

Une enquête préliminaire a été ouverte mercredi en Grèce après le bombardement dimanche par les forces armées libyennes d'un pétrolier appartenant à un armateur grec, dans lequel deux marins, dont un Grec, ont trouvé la mort, a-t-on appris de source judiciaire. L'enquête ouverte par le tribunal du Pirée, où se trouve le port du même nom, le plus grand de Grèce, a été confiée aux autorités maritimes. C'est au Pirée, au sud d'Athènes, que se trouve le siège de la compagnie grecque «Aegean Shipping anagement S.A» qui avait affrété le pétrolier Araevo battant pavillon libérien, bombardé alors qu'il se trouvait au large de Derna, fief islamiste de l'est de la Libye. Deux marins, un Grec et un Roumain, ont été tués et deux autres



blessés dans cette attaque dont les forces armées libyennes ont assumé la responsabilité, expliquant que l'équipage du pétrolier, avec 26 membres à bord, n'avait pas obtem-

péré aux ordres de s'arrêter pour être fouillé avant son entrée au port. La Grèce a condamné cette attaque et la Roumanie a convoqué le chargé d'affaires libyen par intérim.

## EDITORIAL

Par M. Saadoune

### INQUIÉTUDES

ce se retrouvent, malgré eux, mis à l'index, somés, non pas de condamner mais de s'excuser, d'assumer une «responsabilité» présumée...

L'amalgame fonctionnait déjà à plein rendement à propos de faits qui se déroulent au loin, il ne peut que s'exacerber à la suite d'un attentat sanglant à Paris. Or, en France comme dans toute l'Europe - les manifestations anti-islam en Allemagne sont éloquentes -, l'islamophobie connaît une courbe dangereusement ascendante. Le racisme le plus débridé exprimé par un écrivain passe pour pure littérature, dans le pays de Céline et de Bagatelle pour un massacre ! Des appels à déporter des musulmans sont banalisés. C'est donc dans un contexte des plus troublé que survient ce bain de sang qui - c'est une certitude - va servir la propagande de haine. Une propagande qui n'est plus le fait de la seule extrême-droite. Certains ont parlé d'un 11 septembre français.

Encore une fois, les mots ne sont pas neutres. Le 11 septembre 2001, à la suite d'un acte terroriste commis à New York, les Etats-Unis se sont engagés dans des guerres absurdes qui ont

fabriqué, peu à peu, des réactions monstrueuses. La guerre contre l'Irak a été d'une grande sauvagerie et elle n'obéissait à aucune rationalité impériale. C'était une guerre inutile, une «vengeance» qu'on a décidé de prendre car l'Afghanistan n'était pas jugé suffisant. C'était, disent certains analystes, la première guerre de la mondialisation. Elle a fabriqué, sous de fausses preuves, une menace mondialisée, elle a fini, à force de persévérance dans la violence, par la rendre réelle.

En France, comme en Europe, il est difficile de ne pas observer depuis des années une fabrication médiatique et systématique de l'islamophobie qui n'a fait que prendre de l'ampleur au fil de l'aggravation de la crise économique et sociale. En France, l'Union syndicale Solidaires a annoncé, dans un communiqué de dénonciation du carnage, qu'elle «s'opposera aujourd'hui comme hier à toute stigmatisation qui pourrait résulter d'une volonté politique d'assimiler des personnes au nom de leur culture ou de leur religion à cet acte atroce». Peut-on espérer que cette vision lucide l'emportera contre ceux qui se mettent, déjà, dans la posture des néoconservateurs américains après le 11 septembre ? La réponse à cette question décisive n'est pas encore discernable. Mais l'inquiétude est de mise.

## Tissemsilt: un garde communal blessé par l'explosion d'une bombe

Un garde communal a été blessé dans l'explosion d'une bombe artisanale, survenue mardi soir à douar «Ouled Arab» dans la commune de Boukaid (Tissemsilt), a-t-on appris hier mercredi de source sécuritaire. Planté sur le chemin menant à douar «Ouled Arab» situé à 12 kilomètres de Boukaid, L'engin a explosé au passage du véhicule transportant le garde communal âgé de 50 ans et deux collègues. Le blessé dont l'état est jugé sans gravité a été transféré au service des urgences médicales de l'établissement public hospitalier de Bordj Bounaama, qu'il a quitté à une heure tardive de la nuit du mardi à mercredi, selon une source médicale. Une enquête sur cet incident a été ouverte, a-t-on appris du groupement territorial de la Gendarmerie nationale.

## IQRAA et Ooredoo célèbrent la Journée arabe d'alphabétisation

Ooredoo se joint, pour la deuxième année consécutive, à l'Association Algérienne d'Alphabétisation IQRAA pour célébrer la Journée Arabe d'Alphabétisation qui coïncide avec le 08 janvier de chaque année. La Journée Arabe d'Alphabétisation, instituée par l'Organisation Arabe pour l'Education, la Culture et les Sciences (ALESCO) depuis 1970, vise à combattre l'analphabétisme dans le monde arabe en mettant en place des programmes conçus pour la promotion de l'éducation et à encourager les pays arabes à s'associer à ces projets par une contribution financière ou culturelle. A cette occasion, l'association IQRAA organise ce jeudi 08 janvier, une conférence sur le thème de «L'importance du statut d'Utilité Publique dans le renforcement des capacités du mouvement associatif».

## Découverte d'une dizaine de cadavres décapités au Mexique

Au moins dix cadavres décapités et 11 têtes humaines ont été découverts dans la région montagneuse de Guerrero, dans le sud du Mexique, une région particulièrement violente, a annoncé le parquet de la région. Les corps, qui avaient les pieds et les mains liés et avaient visiblement été torturés, étaient enterrés en plusieurs endroits différents dans le village de Tepehuixco, dans le district de Chilapa de Alvarez, théâtre l'an dernier d'affrontements entre bandes rivales de trafiquants de drogue qui se disputent le territoire. L'Etat de Guerrero, une région pauvre où se cultivent la marijuana et le pavot, a attiré l'attention ces derniers mois avec la disparition en septembre de 43 étudiants, probablement massacrés, par des narcotrafiquants dans le district d'Iguala, un peu au nord de Chilapa.